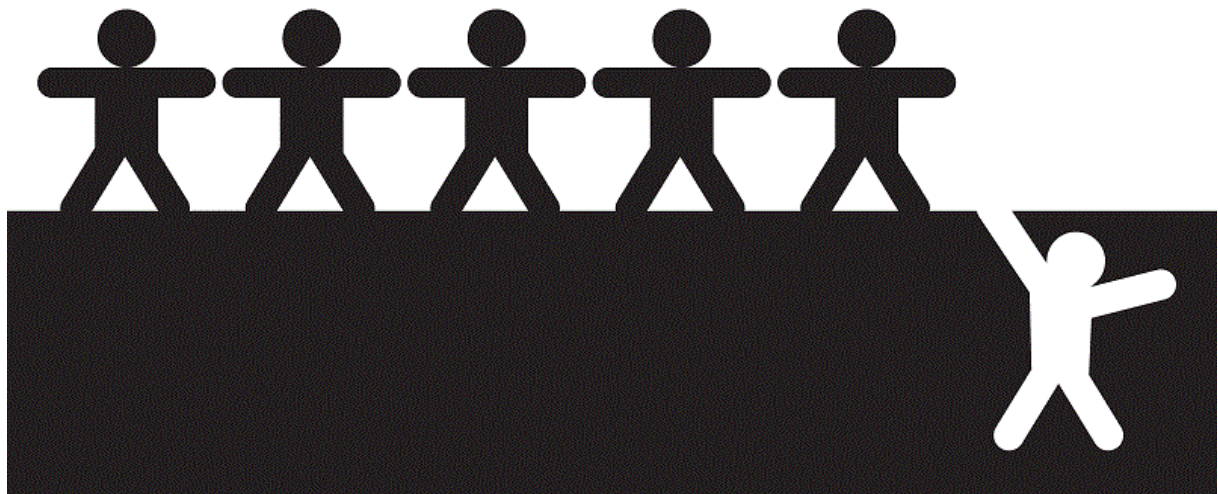


# Solidarität in der Armut

Eine empirische Arbeit  
aus der Perspektive armutserfahrener Menschen  
in Kontakt mit der Bewegung ATD Quart Monde



**Schlüsselwörter:**

Solidarität – Armut – Würde – Soziale Sicherheit – Soziale Unterstützung

**Erarbeitet von: Michael Zeier**  
**Verantwortlich: Barbara Waldis**

## Abstract

Die vorliegende Arbeit befasst sich mit der Frage nach dem Stellenwert der Solidarität für armutsbetroffene Menschen in der Schweiz. Dabei werden sowohl persönliche, wie auch institutionalisierte Formen der Solidarität betrachtet.

Die Arbeit bietet einen Einblick in die verschiedenen Formen der Solidarität, mit denen die Menschen konfrontiert sind und wie diese in Bezug auf die Würde empfunden werden. Von Seite der erlebten Unterstützung wird dabei das Hauptaugenmerk auf das System der Sozialen Sicherheit und insbesondere die Sozialhilfe gelegt. Bezüglich der gelebten Solidarität werden in erster Linie die Gründe beleuchtet, weshalb sich jemand für andere solidarisch engagiert.

Die in dieser Studie zu Wort kommenden Personen sind allesamt Aktivisten, sogenannte „militants“ bei der Bewegung „ATD Quart Monde“ in Genf und werden sowohl als Empfänger wie auch als Akteure von sozialer Unterstützung und solidarischen Aktionen dargestellt.

Das Thema wurde in einem ersten Schritt in drei Gruppendiskussionen mit sechs bis zehn Personen behandelt und danach mit drei freiwilligen Teilnehmern der Gruppe in Einzelinterviews vertieft. Anhand dieser qualitativen Forschungsmethoden konnten so die Erfahrungen von armutsbetroffenen Personen in einer würdigen Form behandelt und dargestellt werden. Der gemeinsame Nenner, der sich in der Bewegung „ATD Quart Monde“ findet, erlaubte es zudem, die Resultate zu einem gewissen Grade vergleichen zu können.

Aufgrund der Gruppendiskussionen und Interviews konnte festgestellt werden, dass Solidarität für armutsbetroffene Menschen einen hohen Stellenwert hat. Und zwar in gleichem Masse als Empfänger, wie auch als Akteur von solidarischen Aktionen.

Sehr stark zur Geltung gekommen ist, dass es nicht einfach ist, um soziale Unterstützung zu bitten und Hilfe anzunehmen. Insbesondere, wenn es um finanzielle Angelegenheiten geht. Viele Personen schämen sich, ihre Mitmenschen um Unterstützung zu bitten, nicht zuletzt, weil Armut in der Schweiz ein Tabuthema ist. Die Menschen bevorzugen es, das Gesicht, statt dem Lebensstandard zu wahren.

Und auch der Gang zum Sozialamt ist nicht einfach. Denn obwohl der Bezug von Sozialhilfe ein Recht ist und keine Person direkt gefragt werden muss, ist auch diese Unterstützung unweigerlich mit Angst, Scham und Stigmatisierung verbunden. Die Diskussionsteilnehmer und Interviewpartner sind zwar allesamt froh und dankbar, dass organisationale und staatliche Hilfe existiert, haben jedoch Mühe mit der Art und Weise, wie dabei teilweise mit den armutsbetroffenen Menschen umgegangen wird. Insbesondere kritisiert wird dabei die ständige Kontrolle und dadurch mangelnde Autonomie. Sie würden sich wünschen, dass wieder mehr Menschlichkeit in diese Thematik einkehren würde.

Bezüglich der Gründe, weshalb sich jemand für andere engagiert, konnte eine Tendenz festgestellt werden, dass selbst erlebte Armut verbunden macht und soweit geprägt zu haben scheint, dass sich die Personen auch in besseren Zeiten weiterhin für benachteiligte Menschen einsetzen.

Der Schlussteil schliesslich macht einen Ausblick auf mögliche gesellschaftspolitische Perspektiven und bezieht sich dabei insbesondere auch auf die Rolle der Sozialen Arbeit.

## La solidarité dans la précarité (résumé en français)

*Un travail empirique depuis la perspective des personnes touchées par la précarité en contact avec le mouvement ATD Quart Monde.*

### Introduction

„Nit nitay garabam“ – „l'homme est le remède de l'homme“. Est-ce que ce proverbe dans la langue africain Wolof a vraiment sa validité? Ou bien est-ce que l'homme est plutôt le loup de l'homme comme l'avait nommé Hobbes (1651)? La question après la cohésion sociale est vieille mais dans cette société fiévreuse et globalisée elle se pose plus que jamais.

Est-ce que la solidarité est aujourd'hui vraiment quelque chose qu'on n'est plus d'accord de vivre et qu'on fait uniquement parce qu'elle fait partie de l'état-providence? Est-ce que c'était vraiment différent autrefois? Quelles conséquences cela a pour les personnes en situation de précarité? Comment ils le voient et quelles solidarités ils retrouvent dans le quotidien? Le terme de la solidarité et la compréhension de l'aide ont certainement changé pendant les années, pourquoi une analyse de l'évolution et de sa signification actuelle posent des questions intéressantes. D'approfondir ces questions est l'objectif de ce travail.

### Question de recherche

La question principale du travail de Bachelor est la suivante:

Quelle signification a la solidarité pour des personnes touchées par la précarité?

Les sous-questions suivantes concrétisent cette question:

- 1) Quelle forme de soutien solidaire est la plus présente dans la vie des personnes interrogées ?

Pour une meilleure compréhension, cette question est encore une fois divisée en deux :

- a) Quels types de solidarité existent et qui sont leurs acteurs ?
- b) Avec quels acteurs, les personnes interrogées ont prépondérant contact ?
- 2) Comment les personnes interrogées vivent les différentes formes de solidarités concernant leur dignité ?
- 3) Pour quelles raisons les personnes interrogées s'engagent pour d'autres ?

## Hypothèses

- 1) La solidarité institutionnalisée est plus présente dans la vie des personnes interrogées que la solidarité personnelle.
- 2) Les personnes interrogées se sentent blessées dans leur dignité par la manière comment la solidarité institutionnalisée fonctionne.
- 3) Les personnes interrogées s'engagent pour d'autres parce qu'ils se sentent proche de leur situation.

## Objectifs

Pour le cadre de ce travail, trois objectifs ont été définis :

Objectif de contenu :

Rechercher empiriquement la signification des solidarités différentes dans la société actuelle du point de vue des personnes qui ont vécu des situations de précarité.

Objectif de travail social:

Positionner le travail social et particulièrement le mouvement ATD Quart Monde dans le système des solidarités et démontrer des actions possibles et raisonnables concernant la lutte contre la pauvreté.

Objectif méthodique :

Réaliser une recherche sur et avec des personnes qui ont vécu des situations de précarité de manière digne et non-stigmatisant.

## Resumé de la recherche

Le travail présent traite la question de l'importance de la solidarité pour des personnes touchées par la précarité en Suisse. Pour cela, autant des formes personnelles que institutionnalisées ont été considérées.

Le travail donne un aperçu sur les différentes formes de la solidarité avec lesquelles les personnes sont confrontées et comment ils les vivent concernant leur dignité. Du côté du soutien vécu, l'attention est fixée sur le système de la sécurité sociale et particulièrement sur l'aide sociale. Concernant la solidarité que les gens donnent, c'étaient principalement les raisons pourquoi quelqu'un s'engage pour d'autres qui ont été démontré.

Les personnes qui font des témoignages dans ce travail sont tous des activistes, des militants, du mouvement ATD Quart Monde à Genève et sont présentées autant comme bénéficiaire qu'acteurs du soutien social et des actions solidaires.

La thématique a été travaillé dans un premier pas pendant trois discussions de groupe avec entre six et dix personnes. De suite elle a été approfondie dans des interviews individuels avec trois personnes volontaires du groupe. Avec ces méthodes de recherche qualitatives, les expériences des personnes touchées par la précarité ont pu être traité et démontré de manière digne. Le point commun, qui se retrouve dans le mouvement ATD Quart Monde, a de plus permis de comparer les résultats partiellement.

Grace aux discussions de groupe et aux interviews, il a pu être constaté que la solidarité joue un rôle important pour des personnes touchées par la précarité. Autant comme bénéficiaire qu'acteur des actions solidaires.

Les résultats montrent très bien que ce n'est pas facile de demander de soutien social ou d'accepter de l'aide. Particulièrement quand il s'agit des questions financières. Beaucoup de personnes ont honte de demander un soutien même à des proches, aussi parce que la précarité est un tabou en Suisse. Les gens préfèrent de garder la face plutôt que le standard de vie.

D'aller à l'aide sociale n'est pas facile non plus. Parce que, malgré que l'aide sociale est un droit et ne personne doit être demandé personnellement, ce soutien est inévitablement lié à la peur, la honte et la stigmatisation. Les participants des discussions sont certes tous content qu'il existe une aide étatique et organisationnelle mais ils ont de la peine avec la manière comment les personnes en situations de précarité sont parfois traitées, Ce sont particulièrement le contrôle permanent et le manque d'autonomie qui ont été critiqués. De l'autre côté, les personnes souhaiteraient de retrouver plus d'humanité dans cette thématique.

Concernant les raisons pourquoi quelqu'un s'engage pour d'autres, il a pu être constaté que le fait d'avoir vécu des situations difficiles lie les gens et peut parfois les marquer autant qu'ils s'engagent encore pour des personnes défavorisées même quand ils ont pu s'en sortir de la précarité.

La dernière partie du travail finalement donne un aperçu sur des perspectives sociopolitiques possibles et se concentre particulièrement sur le rôle du travail social.

## Épilogue

Pendant le travail, je me suis encore plus fort rendu compte de la présence de la thématique de la solidarité dans des médias et des discussions dans le quotidien. J'ai remarqué que le terme de la solidarité est utilisé de manière inflationniste et qu'il est presque en train de perdre de poids ou de contenu. Par contre, son importance est encore la même que toujours, aussi dans notre société actuelle. Dans la société moderne, des nouveaux risques de vie, comme la pauvreté, sont de moins en moins la faute d'un individu et sont acceptés comme un problème social, mais il faut toujours le collectif pour les résoudre. Concernant la pauvreté et l'exclusion cela veut dire que l'intégration dans la société et le déchainement de la pauvreté peuvent seulement se passer avec le soutien solidaire humain. Joseph Wresinski, le fondateur du mouvement ATD Quart Monde, l'a dit de manière suivante : „La misère est l'œuvre des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire“. Ou bien, pour revenir à la question initiale : « nit nitay garabam » - l'homme est le remède de l'homme. Il faut qu'il le soit.

## Eidesstattliche Erklärung

Hiermit versichere ich, dass die Bachelor-Thesis selbständig verfasst und keine anderen, als die angegebenen Quellen benutzt wurden. Alle Ausführungen, welche anderen Texten wörtlich oder sinngemäss entnommen wurden, sind kenntlich gemacht. Die Arbeit ist in gleicher oder ähnlicher Fassung noch nicht Bestandteil einer Studien- oder Prüfungsleistung gewesen und respektiert den Ethik-Kodex für die Forschung.

Unterschrift des Verfassers:

Michael Zeier

---

Ort, Datum, Unterschrift

## Danksagung

An dieser Stelle möchte ich von Herzen danken:

Meiner Familie und meinen Freunden für die moralische Unterstützung und dafür, dass sie in guten, wie in schlechten Zeiten zu mir stehen. Meinem Bruder Christian ausserdem zusätzlich für die Korrektur dieser Arbeit.

Barbara Waldis, meiner begleitenden Dozentin, für die kompetente und konstruktive Zusammenarbeit und die herzliche, engagierte Begleitung.

Den Mitgliedern der „groupe des adultes“ in Genf für die spannenden Gruppendiskussionen und insbesondere den drei Personen, welche sich bereit erklärt haben, die Einzelinterviews mit mir zu machen.

Den ehemaligen Kollegen bei ADT Quart Monde in Dakar und in Genf für die schöne und lehrreiche Zeit während meiner beiden Praktika. Die Philosophie der Bewegung hat mich nachhaltig geprägt. Im Speziellen danken möchte ich dabei Cathy Low, meiner Praktikumsbegleiterin, für ihre gute Unterstützung und das Vertrauen, das sie mir stets geschenkt hat.

Sylvie Guyot, meiner ehemaligen Mitbewohnerin in Genf für die vielen herausfordernden und endlosen Diskussionen, die wir über diese Arbeit und Gott und die Welt geführt haben.

Ueli Mäder, für das interessante Expertengespräch und seine Bücher, welche diese Arbeit stark beeinflusst haben.

*In Gedenken an meine geliebte Mutter,  
die immer für mich da war.*



## Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung.....	10
1.1	Thematik .....	10
1.2	Bezug zur Sozialen Arbeit .....	11
1.3	Persönliche Motivation .....	11
1.4	Kontext.....	12
1.5	Ausgangslage .....	13
1.5.1	Fragestellung .....	13
1.5.2	Hypothesen.....	14
1.5.3	Zielsetzungen.....	15
2	Solidarität und Armut .....	16
2.1	Begriffsdefinitionen.....	16
2.1.1	Würde .....	16
2.1.2	Solidarität.....	16
2.1.3	Armut .....	17
2.2	Armut in der Schweiz – arm sein ist mehr als ein Mangel an Geld .....	18
2.2.1	Soziale Ausgrenzung als Teil der Armut.....	18
2.2.2	Die Schweizer Armut in Zahlen – der Versuch einer Eingrenzung.....	19
2.2.3	Beispiel Genf: Ein „Sammelbecken“ für Armuts-Risikogruppen? .....	20
2.3	Solidarität als Soziale Sicherheit – Solidarisches Handeln im Wandel der Zeit...21	
2.3.1	Von der gemeinschaftlichen Unterstützung zum staatlichen System der Sozialen Sicherheit .....	21
2.3.2	Von der mechanischen zur organischen Solidarität.....	22
2.4	Solidarität und soziale Unterstützung in Zeiten des Wohlfahrtsstaates.....	23
2.4.1	Arten der sozialen Unterstützung .....	23
2.4.2	Formen und Ebenen der Solidarität.....	24
2.4.3	Subsidiäre Solidarität .....	25
2.4.4	Rolle der Sozialen Arbeit im System der Sozialen Sicherheit .....	26
2.4.5	Sozialwissenschaftliche Herausforderungen .....	27
2.5	Theoriegestützte Hypothesen.....	30
3	Forschungsvorgehen .....	32
3.1	Methodisches Vorgehen.....	32
3.1.1	Gruppendiskussion .....	33
3.1.2	Problemzentrierte Interviews .....	35
3.1.3	Qualitative Inhaltsanalyse .....	35

3.1.4	Ethische Aspekte .....	36
3.2	Zugang zu den Gesprächspartnern .....	36
3.3	Schwierigkeiten bei der Auswahl der Gesprächspartner und der Methoden .....	37
4	Die Aussagen der „militants“ von ATD Quart Monde .....	38
4.1	Vorstellung der beteiligten Personen .....	38
4.1.1	Die Mitglieder der Diskussionsgruppe .....	38
4.1.2	Die drei persönlich interviewten Personen .....	39
4.2	Verständnis von Solidarität der Diskussionsteilnehmer .....	40
4.3	Aspekte der Solidarität aus der Sicht armuterfahrener Menschen .....	49
4.3.1	Erlebte und gelebte Solidarität .....	49
4.3.2	Erlebte Armut .....	52
4.3.3	Zum System der Sozialen Sicherheit .....	54
4.3.4	Solidarisches Handeln .....	59
4.3.5	Wünsche für einen würdevolleren Umgang mit der Armutsthematik .....	62
5	Diskussion der Aussagen zu Solidarität in der Armut .....	63
5.1	Stellenwert der verschiedenen Formen von Solidarität .....	63
5.2	Empfinden der Unterstützung .....	65
5.3	Gründe für das Engagement .....	66
6	Zusammenfassung der wichtigsten Ergebnisse der Arbeit .....	68
7	Ausblick .....	70
7.1	Gesellschaftspolitische Perspektiven .....	70
7.2	Konsequenzen für die Soziale Arbeit .....	72
8	Schlussfolgerungen .....	73
8.1	Grenzen der Forschung .....	73
8.2	Weiterführende Fragestellungen .....	74
8.3	Persönliche Stellungnahme zu den Forschungsfragen und Zielen .....	74
8.4	Schlusswort .....	75
9	Literaturverzeichnis .....	76
10	Abbildungsverzeichnis .....	80

# 1 Einleitung

## 1.1 Thematik

„Nit nitay garabam“ – „Der Mensch ist des Menschen Medizin“. Hat dieses Sprichwort aus der westafrikanischen Sprache Wolof tatsächlich seine Gültigkeit? Ist der Mensch des Menschen Medizin? Oder doch eher dessen Wolf, wie ihn Thomas Hobbes (1651; In: Hobbes, 1996) nannte („homo homini lupus“ - ursprünglich von Plautus)? Die Frage nach der zwischenmenschlichen Verbundenheit ist eine alte, doch stellt sie sich heute, in dieser schnelllebigen und globalisierten Gesellschaft, mehr denn je.

Die zunehmende Individualisierung und die gleichzeitig abnehmende Solidarität zwischen den Menschen ist jedenfalls eine vielzitierte und heissdiskutierte Annahme. Bereits vor über zehn Jahren stellte Wunder (1999, 26) eine Tendenz fest, dass die Gesellschaft vom „sich auslebenden Individualismus, ja Egoismus der Menschen“ beherrscht zu sein scheint und „Wirtschaft, Politik und Medien“ diese Lebensweise unterstütze. Er ist der Meinung, dass das solidarische, Handeln zugunsten gemeinsamer Ziele in einem kollektiven Vorgehen heute beinahe utopisch oder nostalgisch anmutet und in dieser idealen Form so gut wie nicht mehr anzutreffen sei (Wunder, 1999, 28).

Dass es sich hierbei um ein Thema handelt, welches in aller Munde ist, zeigt der Fakt, dass es in der Zwischenzeit selbst in den Texten von oberflächlich informierenden Massenmedien behandelt wird, wie am Beispiel der Pendlerszeitung „20 Minuten“ zu sehen ist. Da sagt beispielweise Christoph Müller (2013), Generaldirektor des Instituts für Wirtschafts- und Sozialforschung in Lausanne in einem Interview, dass die Solidarität mit der Unterschicht und den Schwachen der Gesellschaft geschrumpft sei. Man überlege sich heute zweimal, wie viel Solidarität man in der Gesellschaft wolle und es herrsche verstärkt die Meinung, dass jeder für sich selber verantwortlich sein müsse. Noch weiter geht Bernhard Heinzlmaier (2013), österreichischer Jugendforscher, in derselben Zeitung. Er sagt, die Jugendlichen hätten keinen Gemeinsinn mehr, an den Mitmenschen würden sie wenig denken und im Zentrum stehe einzig der persönliche Nutzen.

Doch wie viel Wahrheit steckt in diesen Aussagen? Ist Solidarität in der heutigen Gesellschaft tatsächlich etwas, was man von sich aus nicht mehr bereit ist zu leben und was man nur noch praktiziert, wenn es Teil des Sozialstaates ist? War das früher so viel anders? Wie wirkt sich dies auf die von Müller genannte „Unterschicht“ und „Schwachen der Gesellschaft“ aus? Wie gehen sie mit ihrer Situation um und welche Solidaritäten treffen sie im Alltag an? Wie jedenfalls aus den genannten Aussagen gut herauszulesen ist, haben sich der Begriff der Solidarität und das damit verbundene Verständnis der Hilfe im Laufe der Zeit verändert, weshalb eine Analyse der Entwicklung und der heutigen Bedeutung des Begriffs interessante Fragen aufwirft. Diesen Fragen näher auf den Grund zu gehen soll deshalb Ziel dieser Arbeit sein.

## 1.2 Bezug zur Sozialen Arbeit

Solidarität und Armut - zwei Begriffe, welche auf den ersten Blick unweigerlich mit dem heutigen Verständnis der Sozialen Arbeit verbunden sind. Vor allem dann, wenn sie getrennt voneinander betrachtet werden: Auf der einen Seite die Armut als gesellschaftliches, soziales Problem. Nach der Definition Staub-Bernasconis (In: Maier, 2009, 13) ist die „Lösung“ solcher sozialen Probleme „bei der Befriedigung von Bedürfnissen“ eine der Aufgaben der Sozialen Arbeit. Auf der anderen Seite die Solidarität, welche sowohl dem Schweizer Staat (Schweizer Bundesverfassung, 2013), wie auch der Sozialen Arbeit als Grundpfeiler dient. So werden im Berufskodex der Sozialen Arbeit Schweiz (Avenir Social, 2010, 10) die soziale Gerechtigkeit und die „Verpflichtung zur Einlösung von Solidarität“ als Grundwerte beschrieben. Besonders solidarisch zeigt sich nach dieser Definition, wer „sozialen Ausschluss, Ungerechtigkeit, Stigmatisierung, Unterdrückung oder Ausbeutung“ anprangert und sich aktiv gegen „Gleichgültigkeit gegenüber individueller Not, Intoleranz in den zwischenmenschlichen Beziehungen und Feigheit in der Gesellschaft“ engagiert. So gesehen kann solidarisches Handeln als eine Methode für die „Lösung“ des „sozialen Problems“ Armut verstanden werden. Und so ist die Solidarität also im Kampf gegen Armut nicht nur im Rahmen der Sozialen Arbeit ein probates Mittel, sondern auch in der Sozialpolitik des Staates und im alltäglichen Handeln zwischen Individuen. Diese Solidaritäten zu vergleichen und auf ihre Wirkung auf von Armut betroffene Menschen zu untersuchen, soll Aufgabe dieser Arbeit sein.

## 1.3 Persönliche Motivation

Während des Studiums der Sozialen Arbeit und insbesondere der Vertiefungsrichtung der Soziokulturellen Animation wurde ich wiederholt auf die Thematik der Solidarität aufmerksam. Je länger je mehr begann ich dabei Interesse für die Entwicklung unserer Gesellschaft und die Veränderung des Zusammenlebens zu entwickeln.

Doch auch schon früher hatte ich mir Gedanken in diese Richtung gemacht. So waren der Glaube ans Kollektiv und die sich teilweise davon entfernende Gesellschaft unter anderem sogar Gründe, mich für ein Studium der Sozialen Arbeit zu interessieren. Da ich zuvor über mehrere Jahre im Bereich der Informatik tätig war, hatte ich diese Entwicklung in mir und um mich hautnah mitbekommen und begann, den Sinn meiner Tätigkeit vermehrt in Frage zu stellen.

Dass ich dann während meines Studiums auf Konzepte und Theorien gestossen bin, welche in eine ähnliche Richtung gehen, hat meine Denkweise nur noch bestärkt und weitergeführt. So haben Theoretiker wie Niklas Luhmann (2010) mit seiner Gesellschaftstheorie, insbesondere bezüglich Inklusion und Exklusion, oder Wolf Rainer Wendt (2013), anhand seiner ökosozialen Handlungstheorie, mein Bild der heutigen Gesellschaft perturbiert und einen Prozess des Nachdenkens ausgelöst.

Ein wichtiger Punkt für meine Entscheidungsfindung waren mit Sicherheit auch die verschiedenen Praktika, welche ich vor und vor allem während meines Studiums absolviert habe. So haben mich insbesondere die sechs Monate geprägt, welche ich im Senegal in Quartieren verbracht habe, in denen die Menschen in grosser Armut leben und von gesellschaftlicher Exklusion betroffen sind. War ich jedoch mit dem naiven Gedanken hingegangen, die Menschen im Senegal (das Land der „Teranga“, der Gastfreundschaft) seien per se solidarischer untereinander, so musste ich feststellen, dass diese Solidarität zwar existiert, sich im Laufe der Zeit und der Urbanisierung aber genauso verändert wie bei uns. Auch sie kann in gewissen Fällen aus gesellschaftlichen oder religiösen Gründen „erzwungen“ sein und ist nicht einfach altruistischer Natur.

Während dieser Zeit ist mir auch bewusst geworden, dass ich mir eine berufliche Zukunft in Richtung eines Engagements für die Minderung der extremen Armut gut vorstellen

könnte. Die getätigten Aktionen während des Praktikums und die vielen tiefgehenden Gespräche mit meinem Praktikumsbegleiter haben mich dann auch auf die Art sensibilisiert, wie ein solcher Prozess möglich ist und wodurch man genau das Gegenteil erreichen würde.

Hierbei kann ich mich zudem auf mehrere Arbeiten und Bücher beziehen, welche mir während meiner bisherigen Studienzeit begegnet sind und die mich auf die Wichtigkeit der Partizipation und Autonomie zur Wahrung der Würde aufmerksam gemacht haben. So haben mich insbesondere zwei der wichtigen Autoren der soziokulturellen Animation geprägt: Paulo Freire mit seiner „Pädagogik der Unterdrückten“ (Freire, 1998) und Saul Alinsky (1978) mit seinem Engagement, welches auf einer Art Subsidiaritätsprinzip basiert, das davon ausgeht, dass jede kleine gesellschaftliche Einheit fähig ist, ihre Probleme selbst in Angriff zu nehmen und zu einem Grossteil zu lösen. Einen weiteren starken Einfluss auf meine Einstellung hatte zudem auch die Auseinandersetzung mit dem Ansatz der Sozialen Arbeit im Sozialen Raum, wodurch ich die zielgruppenorientierte Sozialen Arbeit vermehrt in Frage zu stellen begann.

Alle diese Punkte finden sich nun deshalb auch in dieser Arbeit wieder, wie Fragestellung, Hypothesen und Zielsetzungen zeigen werden.

## 1.4 Kontext

Da ich zur Zeit der Durchführung dieser Studie ein Praktikum bei der Bewegung „ATD Quart Monde“ in Genf absolviert habe, war es mir möglich, Praktikum und Bachelorarbeit zu verbinden und Synergien zu nutzen. Dadurch bezieht sich die Studie vornehmlich auf den urbanen Raum der Westschweizer Grossstadt und im Speziellen auf die Menschen, welche Kontakt zu besagter Organisation haben.

ATD (fr.: „**A**gir **T**ous pour la **D**ignité“ oder en.: „**A**ll together for **d**ignity“) Quart Monde ist eine nicht-staatliche Bewegung, welche sich frei von sozialer, politischer, religiöser oder kultureller Zugehörigkeit für die Wahrung der Würde aller einsetzt. Sie wurde 1957 in Frankreich gegründet und wehrt sich dagegen, dass „Frauen, Männer und Kinder in unserer Gesellschaft als wertlos gelten und mit Verachtung behandelt werden“. Sie engagiert sich in erster Linie für und mit Menschen, welche von (extremer) Armut betroffen sind. Als ihre Hauptaufgabenbereiche können die folgenden bezeichnet werden (ATD Vierte Welt, 2014):

- „Den sozial benachteiligten Menschen dort begegnen, wo sie leben“. Menschen zusammenbringen und anhand kultureller Projekte den sozialen Zusammenhalt, Autonomie und Freiheit fördern.
- „Projekte von Betroffenen unterstützen“. Insbesondere werden die Aktionen der Eltern unterstützt, welche sich für ihre Kinder einsetzen.
- „Ihre Erfahrungen wertschätzen.“ Die Akteure des Wandels sind in erster Linie die betroffenen Menschen selbst. Die Aktionen basieren auf ihrem Wissen und gewinnen im gemeinsamen Dialog an Einfluss und Kraft.
- „Zusammenarbeit mit lokalen, schweizerischen und internationalen Institutionen“. Für eine nachhaltige und globale Politik im Kampf gegen Armut und Exklusion.

Für die Arbeit an sich soll die Bewegung ATD Quart Monde keine tragende Rolle spielen, sondern in erster Linie das Bindeglied zu Menschen darstellen, welche sowohl Erfahrungen mit Armut haben und sich auch aktiv für andere engagieren. Da der Bezug der interviewten Personen zu ATD Quart Monde jedoch ihr Denken und ihre Handlungen beeinflusst, wird zum besseren Verständnis an einzelnen Stellen auf die Philosophie und Ansichten der Bewegung verwiesen.

## 1.5 Ausgangslage

### 1.5.1 Fragestellung

Die Hauptfragestellung der Bachelorarbeit lautet wie folgt:

**Welche Bedeutung hat Solidarität für armutsbetroffene Menschen?**

In dieser empirischen Studie soll der Frage nachgegangen werden, welche Rolle die unterschiedlichen Formen von Solidarität im Leben von Armut betroffener Menschen spielen. Dabei soll sowohl die Solidarität betrachtet werden, bei der jemand durch einen solidarische Akt Unterstützung erfährt, als auch jene, bei der sich jemand für andere solidarisch engagiert. Drei Fragewörter stehen hierfür im Zentrum und bilden einen roten Faden durch die Arbeit: Wer? Wie? Warum?

Diese drei Fragewörter bilden deshalb auch die Basis für die drei Unterfragen, welche die Fragestellung konkretisieren:

- 1) Welche Form von solidarischer Unterstützung ist im Leben der befragten Personen am stärksten präsent? (Wer?)

Diese Frage wird zum besseren Verständnis noch einmal in zwei Unterfragen unterteilt:

- a) Welche Arten von Solidarität existieren und wer sind deren Akteure?
- b) Zu welchen Akteuren haben die befragten Personen vorwiegend Kontakt?

Die solidarische Unterstützung hat sich im Laufe der Zeit und im Wandel der Gesellschaft stark verändert und zu einem komplexen System der Sozialen Sicherheit entwickelt. Gleichzeitig hat aber auch das solidarische Handeln in persönlichem oder gemeinschaftlichem Rahmen nicht an Wichtigkeit eingebüsst. Diese Frage soll deshalb analysieren, welche Formen von Solidarität in der heutigen Gesellschaft existieren und wer deren Akteure sind. Des Weiteren soll der Frage auf den Grund gegangen werden, mit welchen dieser Akteure und damit mit welcher Form von solidarischer Unterstützung die Menschen in ihrem Alltag vorwiegend konfrontiert sind.

- 2) Wie erleben die befragten Personen die verschiedenen Formen solidarischer Unterstützung hinsichtlich ihrer Würde? (Wie?)

Die in der ersten Frage behandelten Formen von solidarischer Unterstützung können sehr unterschiedlich aufgenommen und empfunden werden, je nachdem wie sie in der Praxis umgesetzt werden. Diese Frage soll deshalb die persönlichen Wahrnehmungen der betroffenen Personen beleuchten und die verschiedenen Formen von Solidarität einander gegenüberstellen. Der Begriff der Würde wurde dabei als zentrales Element der Untersuchung ausgewählt, da er als oberstes Grundrecht eines jeden Menschen betrachtet werden kann und die Basis für weitere Menschenrechte bildet.

- 3) Aus welchen Gründen engagieren sich die befragten Personen selbst solidarisch für andere? (Warum?)

Die Gründe, weshalb sich jemand für einen anderen engagiert mögen sehr vielseitig und individuell sein. Dennoch kann es in gewissen Situationen auch ein gemeinsames Ziel geben, welches die Menschen vereint und dazu motiviert, sich für andere zu einzusetzen.

Diese Frage soll deshalb den Gründen nachgehen, weshalb sich jemand für andere Menschen oder Gruppen engagiert. Da Reziprozität ein elementarer Teil der Solidarität darstellt, ist es mir zudem wichtig, auch bei den Fragestellungen das gegenseitige Engagement zu beleuchten. Dies, um Solidarität nicht auf soziale Unterstützung zu reduzieren und von Armut betroffene Menschen nicht als Empfänger solidarischen Handelns darzustellen, sondern sie als Akteure im Kampf gegen Armut zu würdigen.

### 1.5.2 Hypothesen

Die Hypothesen stellen eine vorläufige Annahme einer Antwort auf die drei Unterfragen dar. Diese Hypothesen sind wie folgt definiert:

- 1) Institutionalisierte Solidarität ist im Leben der befragten Personen stärker präsent als persönliche.

Diese Hypothese geht davon aus, dass Menschen in der heutigen, immer individualistischer werdenden Gesellschaft in erster Linie Unterstützung bei Organisationen und Staat suchen. Die Existenz dieser Organismen wiederum hat zur Folge, dass die Menschen weniger aufeinander angewiesen sind und die persönliche, gemeinschaftliche Solidarität abnimmt, was zu einer Art Teufelskreis führt.

- 2) Die befragten Personen fühlen sich durch die Art, wie die institutionalisierte Solidarität funktioniert, in ihrer Würde verletzt.

Diese Hypothese basiert auf der Idee, dass institutionalisierte Solidarität zu wenig reziprok funktioniert, stigmatisierend und paternalistisch auf die betroffenen Personen wirkt und diese dadurch in der Selbstbestimmung einschränkt und in ihrer Würde verletzt.

- 3) Die befragten Personen engagieren sich für andere, weil sie sich mit ihrer Situation verbunden fühlen.

Diese Hypothese entstand aus der in der Gesellschaft weit verbreiteten Annahme, dass ärmere Menschen solidarischer sind, als andere (Bsp. „Sie haben nichts und geben doch noch“). Sie geht in dem Fall davon aus, dass in einem homogenen Umfeld die Verbundenheit grösser ist und solidarische Aktionen deshalb sichtbarer sind.

Bezüglich der Hauptfragestellung schliesse ich daraus, dass Solidarität für armutsbetroffene Menschen sowohl im passiven, wie auch im aktiven Sinne eine wichtige Rolle spielt. Dass die gemeinschaftlichen Formen der Solidarität dabei vermehrt durch institutionalisierte Formen ergänzt werden, scheint mir zudem höchstwahrscheinlich. Grundvoraussetzung ist für mich aber, dass persönliche Formen weiterhin bestehen bleiben und die institutionalisierten Formen in würdiger Weise funktionieren. Sollte diese nicht der Fall sein, sollten also die ersten beiden Hypothesen zutreffen, müsste der Nutzen des momentanen Systems der sozialen Sicherheit inklusive der Sozialen Arbeit zu einem gewissen Grade in Frage gestellt werden.

### **1.5.3 Zielsetzungen**

Als Rahmenbedingung dieser Arbeit wurden ein inhaltliches, ein sozialarbeiterisches und ein methodisches Ziel definiert:

#### **Inhaltliches Ziel:**

Empirisches Erforschen der Bedeutung der unterschiedlichen Solidaritäten in der heutigen Gesellschaft aus der Sicht von armutserfahrenen Menschen.

Dieses Ziel bezieht sich auf die Fragestellung inklusive deren Unterfragen. Wichtig ist, dass dies aus der bewusst subjektiven Sicht betroffener Personen geschieht.

#### **Sozialarbeiterisches Ziel:**

Ansiedeln der Sozialen Arbeit und im speziellen der Bewegung ATD Quart Monde im System der Solidaritäten und aufzeigen von für sie möglichen, sinnvollen Einflussbereichen in Bezug auf die Armutsbekämpfung.

Dieses Ziel soll eine Verbindung machen zur Sozialen Arbeit. Es soll konkret aufzeigen, wo und wie sich Akteure, die dem Bereich der Sozialen Arbeit zugeordnet werden können, heute in der Armutsbekämpfung engagieren. Zudem soll es neben der sachlichen Betrachtung des Status Quo auch die Möglichkeit bieten, einen Blick in die Zukunft und damit auf real existierende oder hypothetische Vorschläge für eine etwaige Verbesserung der aktuellen Situation zu werfen.

#### **Methodisches Ziel:**

Durchführen einer Forschung über und mit armutserfahrenen Personen in würdevoller und nicht stigmatisierender Art.

Um die theoretischen Erkenntnisse empirisch zu stärken, werden passende, pertinente Methoden benötigt. Diesbezüglich ist es mir vor allen Dingen wichtig, die Forschung mit Methoden durchzuführen, welche eine Form erlauben, die stets auf Freiwilligkeit basiert, sich auf die Interessen und Ressourcen der befragten Personen bezieht und wenn möglich allen beteiligten Akteuren einen Nutzen bringt.



## 2 Solidarität und Armut

### 2.1 Begriffsdefinitionen

#### 2.1.1 Würde

„Die Würde des Menschen ist zu achten und zu schützen“. So steht es in Artikel 7 der Bundesverfassung der Schweizer Eidgenossenschaft (2013) verankert. Im deutschen Grundgesetz steht zudem, dass sie „unantastbar“ sei (Schaber, 2012, 10).

Doch was genau ist zu verstehen unter dem Begriff der Würde? Was beschreibt er und wer kann Träger von Würde sein? Und was bedeutet der Begriff für Menschen in Armut, welche zu einem gewissen Grade von der Unterstützung anderer abhängig sind?

Der Begriff der Würde wird in der Alltagssprache unterschiedlich verwendet und verstanden. So gibt es beispielsweise würdige Abschiede oder unwürdiges Verhalten. Laut Schaber (2012, 10ff) meint die ursprüngliche Bedeutung von Würde, abgeleitet vom lateinischen „dignitas“, jedoch kein Verhalten, sondern vielmehr ein Gut. Eine Art Selbstachtung, welche man besitzt und demnach auch, in Form einer Entwürdigung, verlieren kann (Schaber, 2012, 77). Nach Weis (In: Schmid, Wallimann, 1998, 65) kann die Würde als das „höchste Mass aller Dinge“ betrachtet werden und stellt das tragende Verfassungsprinzip für alle Rechtsgebiete dar. Sie ist das grundlegendste aller Menschenrechte und kann deshalb niemals und niemandem aberkannt werden (Mäder, 2000, 208). Handlungen, die die Würde verletzen sind unter keinen Umständen zu rechtfertigen und die Würde darf niemals gegen Güter oder Rechte eingetauscht werden. All dies macht die Menschenwürde „unantastbar“.

Würde haben heisst nicht, sich richtig oder falsch zu entscheiden, sondern überhaupt die Möglichkeit zu haben, sich entscheiden und nach eigenen Gründen handeln zu können (Schaber 2012, 25, 61). Auf der anderen Seite heisst das, die Würde eines Menschen wird dann verletzt, wenn er in seiner Autonomie eingeschränkt wird oder getäuscht, manipuliert oder zu Dingen verführt oder gar gezwungen wird, die er von sich aus nicht machen würde. Macklin (In: Schaber, 2012, 61) schliesst daraus, dass mit dem Begriff der Würde eigentlich in erster Linie die Achtung und Wahrung der Autonomie von Personen verstanden werden kann. Diese Autonomie wiederum ist für Mäder essentiell, damit ein Mensch überhaupt erst solidarisch agieren kann – und umgekehrt jemand mit ihm solidarisch sein kann (Mäder, 2000, 208). Ein Mangel an Autonomie hingegen führt zu Anpassung und Gefolgschaft. Schmid und Wallimann (1998, 65) heben zudem speziell hervor, dass gerade auch die Würde von Menschen in Armut und stigmatisierten Individuen und Gruppen nicht beeinträchtigt werden darf.

#### 2.1.2 Solidarität

„[...] Um Freiheit und Demokratie, Unabhängigkeit und Frieden in Solidarität und Offenheit gegenüber der Welt zu stärken.“ So lautet es im ersten Satz der Schweizer Bundesverfassung (2013). Solidarität also als Grundpfeiler des Schweizer Staatssystems und damit für das Zusammenleben der in diesem Land wohnhaften Bevölkerung. Was hat es mit diesem Begriff auf sich und woher kommt er ursprünglich? Welche Bedeutung hat er in der heutigen Gesellschaft und wie definieren und erleben ihn Menschen, welche in ihrem Alltag zu einem gewissen Grade auf Unterstützung angewiesen sind?

Ursprünglich entstammt das Wort „Solidarität“ dem lateinischen „solidus“, was so viel heisst wie „echt“ und „ganz“. Auf die Gesellschaft bezogen interpretiere ich dies als einen Mensch, der sich „echt“ gibt, ganz einer Gruppe zugehört und sich für diese einsetzt. Zu

einem ähnlichen Schluss kommt auch Felber (2008, 3), welche den Begriff jedoch auf das römisch-rechtliche „solidum“ zurückführt. Dieses steht für die Verpflichtung für das Ganze und das gegenseitige Entstehen der Mitglieder einer Gruppe für Einzelne.

Felber spricht von der Solidarität als „wechselseitige Unterstützung“ (Felber, 2008, 7) und hebt die gegenseitige Abhängigkeit von Individuum und Kollektiv hervor, hält aber umgehend fest, dass es sich nicht zwingend stets um eine reziproke Verpflichtung handeln muss (Felber, 2008, 3ff). Voraussetzung sei jedoch eine „ähnliche Interessenlage der Individuen“, das damit verbundene Gemeinschaftsbewusstsein und „ein von allen Gruppenmitgliedern akzeptierter und umgesetzter Gerechtigkeitsbegriff“ (Felber, 2008, 5). Ist diese gemeinsame Interessenlage gegeben, spricht man von symmetrischer, bei ungleicher Beziehungen hingegen von asymmetrischer Solidarität.

Dieses Verständnis der wechselseitigen Unterstützung spielt auch im Schweizer System der Sozialen Sicherheit eine grosse Rolle. Die ähnlichen Interessen der Individuen basieren vor allem auf dem Wissen, dass jeder in eine Notlage kommen könnte, weshalb die Versicherungen auch unter denjenigen akzeptiert ist, welche dem System finanziell mehr geben, als von ihm zu profitieren (Bundesamt für Statistik, 2014). Dass sich der Ausdruck nicht nur auf das zwischenmenschliche Helfen limitiert, sondern eben auch zum Beispiel in der Sozialen Sicherheit benutzt wird, ist historisch gesehen nichts Neues. So war bereits die damals gängige Bezeichnung „in solido“ ein Ausdruck für das „Verpflichtet-Sein aller für den nicht mehr zahlungsfähigen Einzelnen und umgekehrt des Einzelnen für alle“ (Dallinger, 2009, 24). So oft der Begriff in der heutigen Politik zudem auch benutzt wird, in die politische Sprache hat er erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts vermehrt Eingang gefunden (Dallinger, 2009, 22).

Der Interpretationsspielraum des Begriffs bleibt aber trotz dieser Definition gross: So kann er nämlich als freiwillige, spontane Aktion aber auch als gesellschaftlicher Zwang gesehen werden; als natürlich gegeben, aber auch als Resultat einer Entwicklung; als einseitige Zuwendung aber auch als reziproker Austausch; sowohl als Charakteristika von Individuen aber auch als Eigenschaften von Mitglieder einer Gemeinschaft (Zoll, 2000, 78).

Für den empirischen Teil dieser Arbeit übernehme ich die Definition Felbers und interpretiere die Solidarität als „wechselseitige Unterstützung“ bei „ähnlicher Interessenlage“.

### 2.1.3 Armut

Auch hier bietet es sich an, die Bundesverfassung der Schweizer Eidgenossenschaft (2013) zu zitieren, ist doch in den ersten Zeilen zu entnehmen, dass „[...] die Stärke des Volkes sich misst am Wohl der Schwachen.“ Doch wer sind diese „Schwachen“? Um wen handelt es sich im internationalen Kontext und um wen im Rahmen der reichen Schweiz? Wo fängt Armut an und wo hört sie auf? Um diese Fragen zu klären, ist es wichtig, zwischen den verschiedenen Konzepten und Sichtweisen zu differenzieren und klar zu definieren, wie der Ausdruck in dieser Arbeit verwendet wird.

Im deutschen Duden (2014) wird das Wort „arm“ auf zwei Arten beschrieben: zum einen als „ohne (genügend) Geld zum Leben, wenig besitzend, bedürftig, mittellos“, zum anderen aber auch als „wenig habend, aufweisend oder hergebend, ohne nutzbringenden Gehalt, ärmlich“. Diese Doppeldeutigkeit zeigt, dass der Begriff nicht einzig auf finanziellen Mangel beschränkt werden kann, sondern in einem grösseren und differenzierteren Rahmen angesehen werden muss. So müssen beispielsweise auch Lebensbereiche wie Arbeit, Bildung, Wohnen, Gesundheit, soziale Kontakte und Freizeit miteinbezogen werden, an welchen jemand arm sein kann (youngCaritas, 2014).

Eine gebräuchliche Differenzierung der Armut wird durch die Unterscheidung zwischen absoluter und relativer Armut gemacht. Laut Schuwey und Knöpfel (2014, 29ff) kann dann von absoluter Armut gesprochen werden, wenn einem Mensch das fehlt, was für ihn zum physischen Überleben notwendig ist. Dazu gehören Nahrung, Wasser, Kleidung, Obdach und Möglichkeiten etwas gegen heilbare Krankheiten zu unternehmen. Schwieriger wird die Definition aber bei der relativen Armut, welche oft nur schwer sichtbar ist. Denn relativ arm sind all jene Menschen, welche im Vergleich zu den Mitmenschen in ihrem Land ein eingeschränktes Leben führen müssen. Armut ist also von Ort, Zeit und Kontext abhängig. Kehrli und Knöpfel (2006, 23ff) machen zudem eine Unterscheidung, ob die Armutsdefinition von aussen gemacht wird, also jemand aus eigener Kraft einen als angemessen bezeichneten Lebensunterhalt nicht mehr bestreiten kann (objektive Armut) oder sie sich auf das Empfinden der betroffenen Personen bezieht, diese ihre materielle Lage also selbst als Mangel empfinden (subjektive Armut).

## **2.2 Armut in der Schweiz – arm sein ist mehr als ein Mangel an Geld**

Armut in der reichen Schweiz? Ein Fakt, welcher nach der obenstehenden Definition eigentlich offensichtlich, vielen Leuten jedoch nicht bewusst ist. So sind laut Furrer (In: Schmid, Tecklenburg, 2005, 143) viele Menschen der Meinung, Armut sei ein Thema der „dritten Welt“, und wenn doch jemand in der Schweiz Probleme haben sollte, so würde das System der Sozialen Sicherheit alle Probleme lösen. Die Realität sieht aber anders aus: Da viele Leute sich schämen auf Unterstützung angewiesen zu sein, geschweige dann öffentlich darüber zu reden, bleibt das Thema in der Schweiz oft verdeckt und entwickelt sich so nach und nach zu einem Tabu. Diese Erfahrungen machen tagtäglich die Mitarbeiter der Bewegung ATD Quart Monde, wie Low (2014) in einem Gespräch erzählt. Doch Armut ist eben auch in der Schweiz präsent. Speziell wenn man bedenkt, dass Armut viel mehr ist, als nur ein Mangel an finanziellen Mitteln und deren Bekämpfung daher auch viel umfassender ist als schlichte Umverteilung von Gütern.

### **2.2.1 Soziale Ausgrenzung als Teil der Armut**

Armutsbetroffene selbst beschreiben den Begriff als Mangel an einer Vielzahl materieller Dinge, aber auch als Machtlosigkeit und die Unmöglichkeit, Bedürfnisse zu äussern, sowie „existenzielle Sorgen oder die Angst vor der Zukunft“ (Knöpfel; In: Schmid, Tecklenburg, 2005, 153). Wird Armut als „Gegenteil von gutem Leben“ angesehen, so sind weitere Faktoren der Armut eine schlechte Gesundheit und Ernährung, Mangel an Zugehörigkeit zu einer Gemeinschaft und fehlende Sicherheit und Freiheit zu einem selbstbestimmten Leben.

Wird Armut jedoch vor allem als Zustand verstanden, beschreibt soziale Ausgrenzung eher einen dynamischen Prozess des Ausschlusses aus der Gesellschaft (Gerull, 2011, 54ff). Gerull (2011, 57) beschreibt diesen Prozess der Exklusion als anfänglichen Ausschluss aus dem Arbeitsmarkt, gefolgt vom Verlust sozialer Bindungen und sozialen Teilhabemöglichkeiten. Dies führe bei den betroffenen Personen zu einem Gefühl der Nutzlosigkeit für die Gesellschaft. Aus Sicht der Systemtheorie, zu deren prominentesten Vertretern Luhmann (2010, 69ff) gehört, kann ein Mensch jedoch nicht komplett aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, sondern nur von gewissen Teilsystemen, zu denen beispielsweise die Erwerbsarbeit gehört.

Fakt ist aber, dass ein solcher Ausschluss aus dem System der Erwerbsarbeit in einer Gesellschaft, die sich über die Arbeit definiert, schwerwiegende Folgen haben kann. Mäder (2000, 77) bemerkt nämlich, dass Menschen heute mehr vom Arbeitsmarkt abhängig sind als je zuvor und auch der Sozialstaat an die „fordistische Weise der Industrialisierung“ gebunden ist. Ein arbeitsloser Mensch ist also nicht nur finanziell

benachteiligt, sondern fühlt sich mittelfristig allgemein nutzlos in der Gesellschaft. So hält auch Djurdevic (In: Caritas, 2007, 133) fest, dass der Ausschluss aus dem Arbeitsmarkt unweigerlich mit dem Risiko verbunden ist, sich allgemein aus der Gesellschaft ausgeschlossen zu fühlen. Dies kann direkte Auswirkungen haben auf die Persönlichkeit und das Umfeld der betroffenen Person, was wiederum das Gefühl des Versagens verstärkt und den Wiedereinstieg ins Berufsleben noch schwieriger macht.

## 2.2.2 Die Schweizer Armut in Zahlen – der Versuch einer Eingrenzung

Absolute, international gültige Zahlen zur Messung der Armut sind, bis auf einzelne Ausnahmen, heute nicht mehr gebräuchlich. So gibt es zwar beispielweise einen Index der Weltbank, dieser dient aber primär zur Beschreibung der Situation in Entwicklungsländern (Schuway, Knöpfel, 2014, 29ff). Da internationalen Zahlen also nicht generell auf ein einzelnes Land übertragen werden können, gibt es alternative, auf den Lebensstandard eines Landes abgestimmte Existenzminima. So auch in der Schweiz (Kehrli, Knöpfel 2006, 31ff). Weil es in der Schweiz jedoch keine offizielle Armutsdefinition von Seiten der Politik gibt, kommen die drei gebräuchlichsten Definitionen von drei Institutionen, welche ihr Aufgabengebiet im Umfeld von armutsgefährdeten Menschen haben: dem Betreibungsamt, der AHV/IV und der SKOS (Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe). Letztere dient gleichzeitig auch dem Bundesamt für Statistik als Grundlage (SKOS, 2014). Diese Definitionen sind zwar insofern relativ, als dass sie sich allesamt an den Schweizer Verhältnissen orientieren, sie müssen jedoch teilweise als absolut bezeichnet werden, da sie einen fixen Betrag definieren, ab wann jemand arm ist.

Weil der nicht erfasste Teil der von Armut betroffenen Menschen nicht berücksichtigt werden kann, können nur Schätzungen getroffen werden, wie viele Menschen in der Schweiz tatsächlich arm sind. Die unterschiedlichen Konzepte und Anschauungsmöglichkeiten machen es zudem sehr schwierig, allgemein gültige Zahlen bezüglich der von Armut betroffenen Menschen zu nennen. So kommt das Bundesamt für Statistik (2013) in seiner Studie über den Zeitraum zwischen 2007 und 2011 zum Ergebnis, dass 7,6% der Schweizer Bevölkerung (ca. 580'000 Personen) unter der von den SKOS-Richtlinien abgeleiteten Armutsgrenze leben.

In der französischen Sprache wird oft der Begriff „précarité“ benutzt, welcher in der deutschen Sprache auch als Prekarität verwendet wird. Er kann als „Unsicherheit“ oder „Ungewissheit“ übersetzt werden kann. Das Wort beschreibt den Zustand, der Ungewissheit, in naher Zukunft (wieder) ein akzeptables Leben zu führen und dies zu behalten. Geht man von dieser Definition der Armut aus, ist die Anzahl der armutsgefährdeten Menschen noch viel grösser. Kehrli und Knöpfel (2014, 65) sprechen von etwa 400'000 Personen, deren Einkommen knapp über der Armutsgrenze liegt, und für die es also nur wenig braucht, um ebenfalls unter diese Grenze zu fallen. Somit sind es, basierend auf verschiedenen Statistiken, gut eine Million Menschen in der Schweiz die ihre Existenz nicht aus eigenem aktuellem oder ehemaligem Einkommen decken können und daher von einer gewissen Unterstützung abhängig sind (Kehrli, Knöpfel, 2006, 51ff).

Kehrli und Knöpfel (2006, 56) stellen zudem Unterschiede zwischen Stadt und Land fest. In urbanen Gebieten beziehen mehr Menschen Sozialhilfe als in ruralen Gebieten. Zum einen erklären sie dies durch die grössere Anonymität und die dadurch tiefere Hemmschwelle, Unterstützung zu beantragen. Zum anderen mit dem Fakt, dass Städte „Sammelbecken“ für mögliche Risikogruppen seien, da sie unter anderem einen hohen Anteil an Alleinerziehenden, Alleinlebenden, Ausländern und Arbeitslosen haben. Daraus zu schliessen, dass Armut nur in den Städten existiert, wäre aber verfehlt. Laut Leu (1997, 136) wohnen nämlich ungefähr zwei Drittel der Menschen in urbanen Gebieten, die relative Armut ist laut ihr auf dem Land aber höher. Das heisst, dass in den Städten zwar

mehr armutsgefährdete Menschen leben, die Menschen in den ländlichen Gebieten jedoch vergleichsweise über weniger materielle Ressourcen verfügen.

Ein ebenso klares Fazit kann auch bezüglich Sprachregion gezogen werden: Armut ist in der deutschsprachigen Schweiz ein um einiges kleineres Problem als in der Westschweiz oder im Tessin (Leu, 1997, 135).

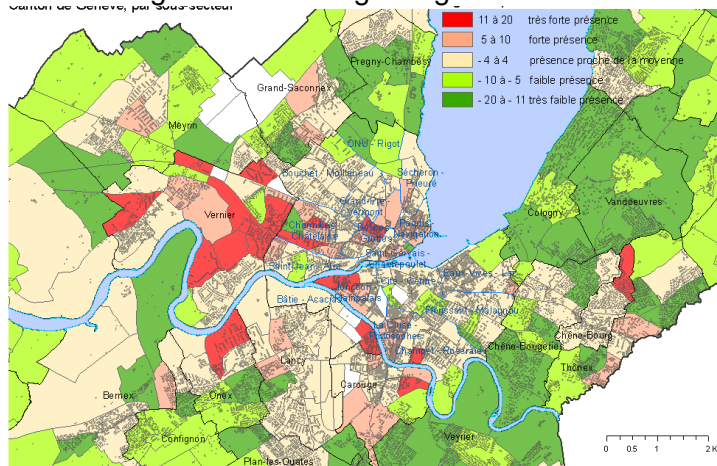
Verbindet man nun die beiden letzteren Fakten, müsste man zum Schluss kommen, dass Genf, der Ort der Studie, als grösste Stadt in der französischen Schweiz vergleichsweise hohe Zahlen an armutsgefährdeten Personen vorzuweisen hat. Im kommenden Abschnitt wird dieser Annahme nachgegangen.

### 2.2.3 Beispiel Genf: Ein „Sammelbecken“ für Armuts-Risikogruppen?

Bedingt durch Grösse, geografische Lage und multikulturelle Vielfalt, scheint für die Stadt Genf auf den ersten Blick eine erhöhte Wahrscheinlichkeit zu bestehen, ein „Sammelbecken“ für Armuts-Risikogruppen darzustellen und damit eine für die Schweiz überdurchschnittliche Anzahl von Armut betroffener Menschen zu beherbergen. Die Statistiken bestätigen dies zu bis einem gewissen Grade: Laut den Zahlen des Bundesamts für Statistik (2012) hat der Kanton Genf, wo ein Grossteil der Bevölkerung in der Stadt inklusive Agglomeration lebt, im Schweizer Vergleich tatsächlich eine überdurchschnittlich hohe Quote von Menschen vorzuweisen, die Sozialhilfe erhalten. Nach Neuenburg (7%) und Basel-Stadt (6%) kommt Genf mit einer Quote von 5,3% Sozialhilfebezüglern an dritter Stelle. Laut dem „hospice générale“ (2014), der Instanz, welche für die Durchführung der sozialen Aktionen (und damit auch der Verteilung von Sozialhilfe) im Kanton Genf zuständig ist, sind diese Zahlen in Genf zudem steigend.

Laut dem „département des affaires sociales, des écoles, et de l'environnement de la ville de Genève“, dem Departement für Soziales, Schulen und Umwelt der Stadt Genf (2000), kann die von Armut betroffene Bevölkerung in drei Gruppen unterteilt werden: solche, welche nicht arbeiten können, solche, welche keine Arbeit finden, und diejenigen, welche zwar arbeiten aber trotzdem nicht genügend zum Leben verdienen („working poor“).

Betrachtet man den Kanton Genf ein wenig genauer, kann eine Tendenz der Regionen mit erhöhter Armutsgefährdung festgestellt werden. Laut einer Studie der Universität Genf (2014) sind neben dem Stadtzentrum insbesondere die Gemeinden Vernier, Onex, Chêne-Bourg, Carouge, Meyrin, Versoix, Lancy und Thônex betroffen. All diese Quartiere haben eine grosse Anzahl von Menschen mit tiefen Durchschnittseinkommen, eingeschränkte Schulumöglichkeiten sowie eine hohe Anzahl von arbeitslosen Menschen und Bezüglern von sozialen Leistungen vorzuweisen. Auffallend ist dabei, dass sich diese Zonen fast ausnahmslos im Stadtzentrum oder in stadtnahen Gebieten befinden, wie auch die folgende Abbildung belegt:



**Abbildung 2: armutsgefährdete Zonen (rot) der Stadt Genf inkl. Agglomeration**

Eines der grössten Probleme in Genf ist die Wohnungsnot. Genf hat mit 0,33% leerstehenden Wohnungen die mit Abstand tiefste Quote der Schweiz (Birrer, 2014), was vor allem auf die Einwanderungen hochqualifizierter Arbeitnehmer und auf ein „neu aufkommendes Interesse am städtischen Leben“ (Avenir Suisse, 2014) zurückzuführen ist. Viele Menschen haben deshalb Mühe, in Genf eine Bleibe zu finden, was zur Folge hat, dass ein Teil von ihnen in die benachbarte Waadt oder nach Frankreich zieht. Wer sich das nicht leisten kann, bleibt gar ganz auf der Strecke und landet in einer der Notunterkünfte der Stadt oder auf der Strasse.

Die Frage betreffend dem „Sammelbecken“ kann hiermit zwar nicht vollständig beantwortet werden, es kann jedoch mit Sicherheit gesagt werden, dass das Thema Armut in Genf eine omnipräsente Rolle spielt.

## **2.3 Solidarität als Soziale Sicherheit – Solidarisches Handeln im Wandel der Zeit**

### **2.3.1 Von der gemeinschaftlichen Unterstützung zum staatlichen System der Sozialen Sicherheit**

Gemeinschaft, Gesellschaft, Staat. Begriffe, welche noch bis im 18. Jahrhundert praktisch als Synonyme verwendet wurden (Zapfel, Promberger, 2011, 7ff), werden heute selbstverständlich voneinander getrennt und haben unterschiedliche Bedeutungen bekommen. Doch wie unterscheiden sie sich genau, wie ist ihre Trennung zustande gekommen und welche Auswirkungen hat diese Entwicklung auf das Verständnis von solidarischem Handeln?

Der primäre Unterschied, welcher heute zwischen traditioneller Gemeinschaft und Gesellschaft gemacht wird, ist laut Marcucci (In: Zapfel, Promberger, 2011, 9), dass die Gemeinschaft als in sich geschlossen angesehen wird, die Gesellschaft hingegen gegen aussen offen und dynamisch erscheint. Die Gemeinschaft ist ein Konstrukt, welches durch die „innere, seelische Verbundenheit der Gruppenmitglieder“ geprägt ist (Bülow; In: Mäder, 2000, 150), die Gesellschaft hingegen ist anonym und grenzt sich unter anderem durch geografische, demografische oder religiöse Merkmale ab. Trotz dieser Anonymität ist sie jedoch verbindlich, da sie alle ihre Mitglieder in die Pflicht nimmt. Der moderne Sozialstaat schliesslich geht aus der Gesellschaft hervor und hat neben der „Sicherung der Einhaltung von Tauschnormen und [der] Wahrung des sozialen Ordnungszusammenhangs“ (Tönnies, Comte; In: Zapfel, Promberger, 2011, 12) auch die „Erhaltung der Existenz, der sozialen Kompetenz und des Lebensstandards“ (Mäder, 2000, 75) zum Ziel.

Die mit der Entwicklung von Gemeinschaft zu Gesellschaft verbundene Entbindung von gemeinschaftlichen Aufgaben kann sowohl als Gewinn von Freiheit, wie auch als Verlust von Identität und Verbundenheit bezeichnet werden (Marcucci; In: Zapfel, Promberger, 2011, 9). Diese Entwicklung wird in der Folge genauer betrachtet.

In tribalen Gemeinschaften, welche Luhmann (2010, 59ff) auch als „archaische Gesellschaften“ bezeichnet, war der Mensch Teil eines Stammes oder Clans und gehörte diesem voll und ganz an. Die Menschen lebten in kleinen und überschaubaren Dorf- oder Stammesgemeinschaften, weshalb sich diese Form des Zusammenlebens durch geringe Komplexität und Individualisierung hervorhob. Durch die Nähe und Simplität wurde Hilfe als wechselseitige Gabe mit Dankesverpflichtung erbracht und war eine wesentliche, gesellschaftserhaltende Bedingung. Je grösser und unübersichtlicher die gesellschaftlichen Einheiten (Städte, Fürstentümer, Reiche) durch den Zusammenzug der Menschen auf der Suche nach Handelsmöglichkeiten jedoch wurden, desto mehr ergab sich ein Wandel von der reziproken zu einer moralisch-vertraglichen Hilfe. Bedingt durch

die wachsende Komplexität der Gesellschaften wurden die Aufgabengebiete aufgeteilt und es ergaben sich Unterscheidungen von gesellschaftlichen Klassen und Schichten. Diese Arbeitsteilung und Schichtendifferenzierung machten die reziproke Hilfe immer seltener möglich und die Motivation zur unmittelbaren Hilfe wurde dadurch kleiner. Dieser „Entpflichtung“ der Hilfe wurde deshalb mit einer neuen, kulturell vermittelten „Verpflichtung“ entgegengehalten, weshalb Helfen vermehrt zu einer professionellen und organisierten Dienstleistung wurde, welche in moralischer („Seelenheil“) oder monetärer Form honoriert wurde (Luhmann, 2010, 63ff).

Die heutige Gesellschaft schliesslich, ist hochkomplex und durch ihre endlose Vielfalt unüberschaubar geworden. Luhmann (2010, 66ff) spricht von eigenständigen „Funktionssystemen“, welche sich gebildet haben und welche sich voneinander differenzieren (z.B. Recht, Wirtschaft, Politik, usw.). Das Helfen hat sich insofern entwickelt, als dass es nun spezielle Hilfsorganisationen mit spezifischen Programmen und Funktionen gibt. Ausserdem wurde eine gewisse Anzahl an Verantwortungen und Aufgaben dem Staat übertragen. Durch den Ausbau der staatlichen Sozialpolitik begannen die gesellschaftlichen Formen der Existenzsicherung die gemeinschaftlichen immer stärker zu ergänzen, wenn nicht gar zu ersetzen (Zapfel, Promberger, 2011, 18ff). Hilfe wurde vermehrt zu einer „erwartbaren Leistung“ (Luhmann, 2010, 67).

### 2.3.2 Von der mechanischen zur organischen Solidarität

Durkheim (In: Zoll, 2000, 26ff) unterscheidet zwischen zwei Arten von Solidarität: der mechanischen und der organischen.

Die mechanische Solidarität geschieht für ihn „automatisch“, basiert auf einer ähnlichen sozialen Lage und ist somit mit einem starken Kollektivbewusstsein verbunden. Diese Form ist dann wirklich ausgeprägt, wenn die gemeinsamen Ideen und Strebungen grösser sind als diejenigen für den persönlichen Nutzen. Im theoretischen Extrem würde sie dann ihr Maximum erreichen, wenn das Kollektivbewusstsein das Bewusstsein komplett vereinnahmt und sich vollkommen mit dessen Punkten deckt. In diesem Moment wäre hingegen die Individualität komplett verdrängt und die Persönlichkeit würde sich sozusagen auflösen. Der einzelne Mensch würde quasi mit dem Kollektiv verschmelzen. Unproblematisch erschien ihm diese Solidarität jedoch einzig in segmentierten Gesellschaften früherer Zeiten. In der von ihm beschriebenen extremen Form ist sie in der heutigen, individualisierten Gesellschaft so gut wie nicht mehr anzutreffen.

Sind wir heute also nicht mehr „echt“ solidarisch untereinander? Durkheim (In: Zoll, 2000, 30) ist der Meinung, dass „ohne stabile soziale Bindungen und ohne soziale Solidarität der Individualismus“ tatsächlich „zum Niedergang der Gesellschaft“ führen könnte, verweist an diesem Punkt aber auf die in der modernen Gesellschaft entstandene organische Solidarität.

Diese beschreibt organisierte „Produkte“ oder „Tätigkeiten“, durch welche die Menschen in der heutigen komplexen und differenzierten Gesellschaft voneinander abhängig sind. Durkheim nennt diese Form von Solidarität daher organisch, weil jeder Mensch für ihn ein Teil eines „sozialen Körpers“ ist und ohne die anderen nicht leben könnte. Möglich ist diese Solidarität nur dann, wenn jeder auch die Möglichkeit bekommt, ein Teil dieses Körpers zu sein, also eine Betätigung, eine Persönlichkeit hat, die dem Kollektiv zugutekommt. Oder in Durkheims Worten (In: Zoll, 2000, 30): wenn jeder „in die Funktion berufen wird, die ihm am besten liegt und dass er den gerechten Lohn für seine Mühen bekommt“ und damit „jedermann spontan zum Wohlergehen eines jeden“ beiträgt.

Obwohl in der heutigen Gesellschaft eine Verschiebung von mechanischer zu organischer Solidarität festzustellen ist, ist es mit Sicherheit nicht so, dass die organische Solidarität die mechanische komplett ersetzen oder verdrängen würde. So weist auch Zoll (2000, 33) darauf hin, dass die beiden weiterhin parallel, respektive komplementär existieren werden

und auch müssen. Dieser „Mittelweg“ (Zoll, 2000, 80) gründet auf einer Mischung zwischen liberalistischem Individualismus und einer sozialistischen Art von Kollektivismus. Diese Ideologie findet sich denn auch im heutigen System der Sozialen Sicherheit wieder: in Form der Subsidiarität. Auf diesen Begriff wird zu einem späteren Zeitpunkt dieser Arbeit genauer eingegangen.

## 2.4 Solidarität und soziale Unterstützung in Zeiten des Wohlfahrtsstaates

### 2.4.1 Arten der sozialen Unterstützung

Geht man von der Solidarität als „wechselseitige Unterstützung“ (Felber, 2008, 7) aus, so bietet sich an, die unterschiedlichen Arten der Unterstützung genauer zu betrachten. Solidarisches Handeln deshalb aber mit sozialer Unterstützung gleichzusetzen, wäre verfehlt. Obwohl verschiedene Studien versuchen, die Solidarität aus einer Verbindung mehrerer Formen von sozialer Unterstützung zu messen, erscheint mir das zu eindimensional und zu simpel, worauf auch Saraceno (2008, 123) hinweist. Da es mir aber mit der vorgefundenen Literatur nicht möglich ist, diese Frage nach der Unterscheidung der beiden Begriffe abschliessend zu beantworten, werden an dieser Stelle die Arten der sozialen Unterstützung beschrieben und der Frage nach einer breiteren Bedeutung der Solidarität im empirischen Teil nachgegangen.

Wills (1991, 165ff) unterscheidet zwischen vier Arten von sozialer Unterstützung: emotionale, instrumentelle, informative und gesellige. Fischer (In: Stegbauer, Häussling, 2010) seinerseits unterteilt die instrumentelle Unterstützung zusätzlich noch in instrumentell und finanziell. Da die finanzielle Unterstützung meiner Ansicht nach in der Armutdiskussion unabhängig von der materiellen betrachtet werden muss, werden in dieser Arbeit die von Fischer vorgeschlagenen fünf Elemente übernommen. Das führt zu folgenden Formen der sozialen Unterstützung (Ducharme et al, 2003, 38):

- **Gesellige Aktivitäten:**  
Soziale Aktivitäten, wie Hobbies oder Ausflüge, zur Sozialisation und um sich weniger isoliert zu fühlen
- **Emotionale Unterstützung:**  
Eine Person oder eine Gruppe, der man sich anvertrauen kann. Jemand zum Lachen und Weinen und der einem zuhört.
- **Informative Unterstützung:**  
Informationen um eine Frage zu beantworten oder ein Problem in den Griff zu bekommen. Kann beispielsweise medizinischer, technischer, finanzieller oder rechtlicher Art sein.
- **Instrumentelle Unterstützung:**  
Ein physischer Service oder die Ausleihe von etwas Materiellem um eine Arbeit zu vereinfachen oder zu unterstützen.
- **Finanzielle Unterstützung:**  
Ausleihe oder schenken von Geld oder anderen materiellen Gütern, wie beispielsweise Essen oder Kleider.

Diese Unterstützungen können allesamt sowohl von persönlichen, wie auch institutionalisierten Akteuren kommen. Im nächsten Kapitel werden diese Akteure differenziert und unterschiedlichen Ebenen und Formen zugeordnet.



## 2.4.2 Formen und Ebenen der Solidarität

Um die Akteure des solidarischen Handels und der sozialen Unterstützung voneinander zu differenzieren, braucht es zuerst eine Definition der Formen und Ebenen, in denen Solidarität in der heutigen Gesellschaft anzutreffen ist. Dazu werden in der Folge verschiedene Ansätze einander gegenübergestellt und schliesslich miteinander verbunden.

Neuhold (2000, 325) nimmt Durkheims Begriff der mechanischen Solidarität auf und stellt ebenfalls fest, dass diese Art der Solidarität heute nicht mehr in dem Masse wie früher notwendig ist. Wichtig erscheint ihm aber, dass neue Formen der Solidarität weiterhin auf gemeinsamen Interessen/Gesinnungen basieren und zudem gegenseitig, „begründungsbedürftig“ und selbstgewählt sind. Er unterscheidet in der heutigen Zeit zwischen den Formen der persönlichen und institutionalisierten Solidarität, von ihm auch Struktursolidarität genannt. Diese beiden Begriffe sollen die Basis für den weiteren Verlauf der Arbeit bilden.

Nachfolgend eine Auswahl an Beispielen, wo heutzutage persönliche und institutionalisierte Solidarität anzutreffen ist:

Form	Beispiele
Persönlich	Freunde, Familie, Nachbarn, Selbsthilfegruppen, Soziale Bewegungen
Institutionalisiert	Organisationen, Dienste, Staat

Zapfel und Promberger (2011, 24) beschreiben das System der Sozialen Sicherheit als eine „Mehrebenenstruktur“, in der jeder der Bereiche besondere Vorzüge hat, aber auch spezifische Probleme bereitet. Felber (2008, 7) unterscheidet in dieser Hinsicht zwischen Mikro-, Meso-, und Makrosolidarität. Als Mikrosolidarität, von Felber auch „natürliche“ Solidarität genannt, wird die „wechselseitige Unterstützung einer engen sozialen Bindung“ bezeichnet, also in der Familie oder Nachbarschaft. Auf der Mesoebene ist „aus freien Stücken getätigte Hilfe und Unterstützung, die über den familiären und freundschaftlichen Rahmen hinausgeht“ einzuordnen. Dies beinhaltet demnach zum Beispiel ehrenamtliche Tätigkeiten, Selbsthilfegruppen oder soziale Bewegungen. Als Makrosolidarität wird schliesslich jene Hilfeleistung bezeichnet, welche obligatorisch und deshalb mehr erzwungen als freiwillig ist. Das beste Beispiel hierfür ist die Soziale Sicherheit des Staates. In dieser Studie wird diese im engeren Sinne betrachtet: nämlich im Sinne der Existenzsicherung.

Den von Neuhold (2000, 325) vorgeschlagenen Begriffen der persönlichen und institutionalisierten Solidarität können die genannten Ebenen folgendermassen zugeordnet werden:

Ebene	Form	Beispiele
Mikro	Persönlich	Familie, Freunde, Nachbarn
Meso	Persönlich	Selbsthilfegruppen, Soziale Bewegungen
Makro	Institutionalisiert	Organisationen, Dienste, Staat

Die Basis der genannten Ebenen von Solidarität sind stets Akteure, welche untereinander solidarisch agieren. Diese Verbindungen entsprechen sogenannten sozialen Netzwerken, in denen wir uns alle bewegen. Bullinger und Nowak (1998, 70ff) unterscheiden diesbezüglich zwischen drei Netzwerken. Das primäre Netzwerk besteht aus Familie, Nachbarschaft und Freunde. Von sekundären Netzwerken spricht man in Bezug auf

marktwirtschaftliche und öffentliche Institutionen, was die staatlichen sozialen Dienste miteinbezieht. Bei den tertiären Netzwerken schliesslich handelt es sich um eine Zwischenform der beiden vorangehenden Netzwerkformen: Sie beinhalten Selbsthilfegruppen, professionelle Dienstleistungen oder NGOs.

Stellt man diese Netzwerke wiederum den Ebenen und Formen der Solidarität gegenüber, bemerkt man, dass tertiäre Netzwerke der Meso- und der Makro-Ebene zugeordnet werden können. Sie können also sowohl persönlicher, wie auch institutionalisierter Form sein.

Ebene	Netzwerk	Form	Beispiele
Mikro	Primär	Persönlich	Familie, Freunde, Nachbarn
Meso	Tertiär	Persönlich	Selbsthilfegruppen, Soziale Bewegungen
Makro	Tertiär	Institutionalisiert	Dienste, Organisationen
Makro	Sekundär	Institutionalisiert	Staat

Durch die Gegenüberstellung von Form, Ebene und Netzwerk sind vier Arten von Solidaritäten hervorgegangen. Diesen soll zum besseren Verständnis ein Name gegeben werden. Ich schlage folgende Bezeichnungen vor:

Bezeichnung	Ebene	Netzwerk	Form	Beispiele
Natürliche Solidarität	Mikro	Primär	Persönlich	Familie, Freunde, Nachbarn
Gemeinschaftliche Solidarität	Meso	Tertiär	Persönlich	Selbsthilfegruppe, Soziale Bewegungen
Organisationale Solidarität	Makro	Tertiär	Institutionalisiert	Dienste, Organisationen
Staatliche Solidarität	Makro	Sekundär	Institutionalisiert	Staat

Die Analyse von Existenz und Wichtigkeit dieser Arten von Solidaritäten wird in der empirischen Untersuchung die Basis bilden, um die Bedeutung der persönlichen und institutionalisierten Solidarität für von Armut betroffene Menschen zu verstehen. Dazu soll versucht werden, die Akteure, mit denen die betroffenen Personen Kontakt haben, den vier beschriebenen Ebenen zuzuordnen.

### 2.4.3 Subsidiäre Solidarität

Diese vier genannten Arten der Solidarität müssen nicht zwingend in Konkurrenz zueinander stehen, sondern können sich gegenseitig ergänzen. So sehen mehrere Autoren eine Chance für das Nichtverschwinden der persönlichen Solidarität im Prinzip der Subsidiarität. Der Staat solle nur in denjenigen Fällen eingreifen, wo die Kräfte der Familien und anderer Gemeinschaften nicht mehr ausreichen um sich selbst zu erhalten (Zapfel, Promberger, 2011, 16). Auch Mäder (2000, 74ff) betont, dass im System der Subsidiarität die private, natürliche Hilfe stets vor der staatlichen einsetzen soll. Dieses Prinzip der Subsidiarität ist im Schweizer Sozialstaat zudem offiziell geregelt. Laut Knöpfel (2006, 43) gilt ein Element der sozialen Sicherheit als subsidiär, wenn seine Leistung erst nach kompletter Ausschöpfung des ihm vorangestellten Elementes in Anspruch

genommen wird. Diese Regel kommt im Schweizer Staat in den folgenden Fällen zum Zug:

1. Eigenverantwortung vor Sozialstaat: im Rahmen seiner Möglichkeiten ist jeder verpflichtet sich selbst zu helfen, bevor Hilfe vom Staat beantragt wird.
2. Sozialversicherungen vor bedarfsabhängigen Sozialleistungen: Ergänzungsleistungen werden nur ausbezahlt, falls die Leistungen der Versicherungen nicht ausreichen.
3. Sozialhilfe ganz am Schluss: sie ist das letzte Glied des subsidiären System der Sozialen Sicherheit und kommt nur dann zum Zuge wenn alle anderen Unterstützungsmöglichkeiten nicht ausreichen.

Ist es in der Praxis tatsächlich der Fall, dass zuerst die private Hilfe beansprucht wird? Eine Studie der Fachhochschule Bern (Benz, Birne, Ruchti, 2013) jedenfalls beantwortet diese Frage teilweise mit Ja. Sie zeigt auf, dass Menschen in finanziellen Nöten im Schnitt mehr als drei Monate lang versuchen, sich mit Geld von Bekannten aus dem privaten Umfeld über Wasser zu halten, bevor sie sich beim Sozialdienst melden. Eine deutsche Studie (Biderbost, 1983, 132) brachte gar zum Vorschein, dass ungefähr die Hälfte der Sozialhilfeberechtigten die Hilfe aus Gründen von Statuseinbusse und Stigmatisierung nicht wahrnahmen. Dies hat in erster Linie damit zu tun, dass es, speziell in einem wohlhabenden Land wie der Schweiz, mit viel Scham verbunden ist, sich einzugestehen, auf fremde finanzielle Hilfe angewiesen zu sein. Zudem wird die Soziale Sicherheit oft nicht als ein Grundrecht angesehen, obwohl es eines ist (HETS Genève, 2014).

Da sich die verschiedenen Solidaritäten in vielen Fällen also nicht nur subsidiär verhalten, sondern sich vielmehr ergänzen, fände ich den Begriff der komplementären Solidarität besser geeignet.

#### **2.4.4 Rolle der Sozialen Arbeit im System der Sozialen Sicherheit**

Auf welcher Ebene und in welchen Netzwerken ist nun aber die Soziale Arbeit anzusiedeln? Am naheliegendsten erscheint sicherlich die Makro-Ebene. Dort sind im tertiären Netzwerk alle privaten (wenn auch teilweise staatlich subventionierten) und Nichtregierungs-Organisationen (NGOs) zu finden, welche sich in eigenständiger Weise für die Linderung oder Behebung individueller oder gesellschaftlicher Problemsituationen einsetzen. Die Spannweite im Bereich der Armutsbekämpfung geht von lokalen Organisationen bis hin zu internationalen Institutionen in der Entwicklungszusammenarbeit. Zudem beinhaltet sie mit den sekundären Netzwerken auch diejenige Organismen, welche im Namen von Staat, Kanton oder Gemeinde agieren. Dazu gehören unter anderen die Gemeinwesenarbeit oder die Organe der Sozialen Sicherheit, wie etwa der Sozialdienst.

All diese Beispiele sind der institutionalisierten Form von Solidarität zuzuordnen. Wie sieht es aber mit der persönlichen Solidarität aus? Kann die Soziale Arbeit überhaupt persönlich sein oder ist das ein Widerspruch in sich?

Beziehen wir uns auf die mechanische Solidarität Durkheims (In: Zoll, 2000, 27) als Referenz für die persönliche Solidarität, so müsste das Engagement aus einer ähnlichen sozialen Lage kommen und auf Überzeugungen basieren, die allen Beteiligten gemeinsam sind. Zudem sollten eine gewisse Reziprozität und eine intrinsische Motivation gegeben sein. Nehmen wir dazu als Beispiel einen Quartierarbeiter, der in einfachen Verhältnissen aufgewachsen ist und sich später im Rahmen einer Organisation in „seinem“ Quartier engagiert. Sein Engagement kommt also aus einer ähnlichen sozialen Lage und basiert noch auf den gleichen Idealen, welche die Person vor dem

professionellen Engagement hatte und mit anderen Anwohnern geteilt hat. Die letzten beiden Punkte sind hingegen schwieriger zu beantworten: Quartierarbeit kann im Idealfall in einer Art und Weise geschehen, die auf einem horizontalen, reziproken Verhältnis basiert. Die „Pädagogik der Unterdrückten“ nach Freire (1998) ist das beste Beispiel dafür. Die professionelle Haltung der Sozialen Arbeit befürwortet jedoch eine gewisse Abgrenzung und Distanz zu den „Klienten“. Zudem kreiert dieser Begriff, egal welches Synonym man dafür benutzen mag, in sich bereits Distanz und Ungleichheit. Solange Menschen also als Klienten bezeichnet und vor allem betrachtet werden, wird Soziale Arbeit niemals als persönliche Solidarität bezeichnet werden können. Zusammenfassend bin ich der Meinung, dass Soziale Arbeit zwar mechanisch sein könnte, es in der Praxis aber so gut wie nie ist. Und wäre sie es, so würde sie nicht mehr in das Professionalitätsverständnis der Sozialen Arbeit passen, welches notwendig ist, um als Profession wahrgenommen zu werden.

Wo aber steht die Bewegung ATD Quart Monde in dieser Zuordnung? Es ist nicht einfach, sie einer diesen Ebenen zuzuordnen. Sie bezeichnet sich selbst als „Bewegung“ und kann in vielen Dingen nicht mit einer traditionellen Institution oder Organisation verglichen werden. So leisten sie keinen Service für eine Population, sondern engagieren sich Seite an Seite mit armutsbetroffenen Personen im Kampf gegen extreme Armut und soziale Exklusion und für ein Leben in Würde für alle. Dieses Engagement geht in erster Linie von den besagten, von Armut betroffenen Menschen aus und die vollzeitlichen „Mitarbeiter“ werden als Volontäre bezeichnet, welche eine bescheidene Entschädigung für ihr Engagement erhalten, um ihren Lebensunterhalt zu bestreiten.

Ich würde sie daher am ehesten zwischen der gemeinschaftlichen und organisationalen Solidarität ansiedeln. Es wird aber interessant sein, im empirischen Teil zu sehen, als was die befragten Personen ATD Quart Monde betrachten.

## **2.4.5 Sozialwissenschaftliche Herausforderungen**

Ist dieses subsidiäre Mehrebenensystem der Solidaritäten aus sozialwissenschaftlicher Perspektive also die Lösung zur Bekämpfung der Armut? Laut Furrer (In: Schmid, Tecklenburg, 2005, 143) grassiert in der Schweiz jedenfalls die Meinung, „[...] unser System der Sozialen Sicherheit habe bereits alle Probleme gelöst“. Alleine der Fakt, dass Armut aber weiterhin existiert und Menschen sich ausgeschlossen und stigmatisiert fühlen, zeigt jedoch, dass das heutige System der Sozialen Sicherheit bei weitem nicht perfekt ist. Dieses Kapitel widmet sich deshalb den Herausforderungen, mit denen das heutige System konfrontiert ist. Diese Herausforderungen werden im empirischen Teil mit den Meinungen der betroffenen Personen ergänzt.

### **Komplexität und Bürokratisierung**

Das System der Sozialen Sicherheit ist extrem komplex und dadurch auch extrem bürokratisch organisiert. Dies führt zu einer Versachlichung der Problematik und birgt die Gefahr in sich, dass durch den ständigen Zwang, Normen erfüllen zu müssen, die Menschlichkeit und die emotionale Basis nach und nach verloren gehen. Sommer und Höpfinger (In: Mäder, 2000, 30) heben zudem die Tendenz zur „Monetarisierung“ der sozialen Unterstützung hervor und stellen eine Unübersichtlichkeit im System der Sozialen Sicherheit fest. Dadurch, dass jedes Risiko seine eigene Zuständigkeit hat, wird es schwierig für Betroffene, den Überblick zu behalten. Die Schweizerische Nationalkommission „Justitia et pax“ (1997, 30) sieht in dieser Zersplitterung der Absicherungswege eines der Hauptprobleme des heutigen Systems.

## Individualisierung und Entfremdung

Viele Menschen leben heute zwar dicht beieinander, pflegen aber trotzdem wenig Kontakte untereinander. Selbst in Nachbarschaften und Wohngemeinschaften fühlen sie sich in der Masse isoliert und fremd gegenüber ihren Mitmenschen (Mäder, 2000, 217), weshalb Vertrauen und gegenseitige Unterstützung ausbleibt. Das hängt damit zusammen, dass diese natürliche Solidarität mit einem Gefühl der Peinlichkeit oder Scham verbunden ist, weil jemand persönlich kontaktiert werden muss (Felber, 2008, 16). Bei der anonymen Form der institutionalisierten Sozialen Sicherheit fällt dieser Umstand der Peinlichkeit weg, hat jedoch zur Folge, dass die Menschen noch weniger aufeinander angewiesen sind und durch den Zwang zu entfremdeter, entpersonalisierter Solidarität der persönliche, solidarische Einsatz zu einem Teil überflüssig wird (Felber, 2008, 15). Staatliche Solidarität bringt auf der einen Seite zwar eine gewisse Sicherheit und bildet die Basis für private Anstrengungen, verdrängt auf der anderen Seite aber eben auch Einzelinitiativen, also zivilgesellschaftliche, persönliche Formen der Solidarität (Mäder; In: Caritas, 2007, 216ff). Mäder (1999, 16) stellt zudem fest, dass die institutionalisierte Solidarität der modernen Gesellschaft eine Anonymisierung und Abstraktion mit sich brachte, was „bewusstseinsmässig und emotional“ neue Anforderungen stellt. Ein Beispiel dafür ist, dass die „Gebenden“ im System der Sozialen Sicherheit keinen direkten Bezug zu den Hilfebezügern haben und ein Grossteil von ihnen die Wahrscheinlichkeit, einmal selbst in eine Notsituation zu geraten, als sehr gering einschätzen (Felber, 2008, 17).

Hafner (Mäder, 2000, 44) sieht im Wandel des solidarischen Handelns und der damit verbundenen Institutionalisierung der Sozialen Sicherheit gar eine Quelle des Individualismus. Auch „Justitia et Pax“ (1997, 68) ist der Meinung, dass aufgrund der zunehmenden Individualisierung der Gesellschaft je länger je weniger auf familiäre und nachbarschaftliche Solidaritäten zurückgegriffen werden kann. Durkheim (In: Zoll, 2000, 26ff) fragte sich diesbezüglich bereits, wie ein Mensch im Wandel der Gesellschaft auf der einen Seite immer autonomer und persönlicher werden, sich gleichzeitig aber auch mit der Gesellschaft solidarisch verbunden fühlen kann. Er kommt zum Schluss, dass diese beiden Bewegungen zwar sehr unterschiedlich erscheinen mögen, sich in Wahrheit aber parallel entwickeln. Denn auch institutionalisierte Solidarität kann eine Form der Zugehörigkeit und damit der Würde darstellen (Felber, 2008, 15). Sie stützt sich dabei auf die Idee, dass organisierte Formen der Solidarität für alle gleich gelten und dadurch jedem einen „dauerhaften Mitgliedsstaus“ garantieren.

Auch Mäder ist der Meinung, dass nicht der voreilige Schluss gezogen werden darf, weniger institutionalisierte Solidarität würde zu mehr persönlicher Solidarität führen. Im Gegenteil: er geht davon aus, dass in einem solchen Falle gerade die Bedürftigsten noch mehr auf sich alleine schauen müssten. Derselben Meinung ist auch Bourgeois (In: Zoll, 2000, 83): Dass eine komplett liberale Gesellschaft mit einem schwachen bis inexistenten Staat nicht funktionieren würde und dieser als Basis dienen muss, um Autonomie und Freiheit überhaupt erst zu ermöglichen, begründet er dadurch, dass der Mensch nicht allein für sein Wohlergehen sorgen kann, sondern auf seine Mitmenschen angewiesen ist. Ewald (In: Zoll, 2000, 83) drückt das in seinen Worten folgendermassen aus: „Die Verfolgung meines eigenen Wohls verpflichtet mich dazu, auch das Wohl der anderen zu wollen“.

Zusammenfassend bleibt das Dilemma, dass sowohl zu viel, wie auch zu wenig organisierte Unterstützung für die betroffenen Personen negative Auswirkungen haben kann: Zu viel Unterstützung kann die Selbstinitiative hemmen und aufgrund enger sozialer Kontrolle bevormundend wirken. Zu wenig Unterstützung hingegen verhindert, dass sich die Menschen überhaupt erst selbst und gegenseitig helfen können (Mäder; In: Caritas, 2007, 216ff).

Dies führt zur zentralen Frage, welche Coser (In: Zoll, 2000, 26ff) wie folgt ausführt: „Können soziale Bindungen aufrechterhalten und verstärkt werden, ohne Individuen der widerlichen Führung von sie bevormundenden Institutionen zu unterwerfen, die die menschliche Autonomie und Individualität unterdrücken würden?“.

## Stigmatisierung

„Hilfe annehmen ist oft schwerer als man denkt“ (Biderbost, 1983, 132). Zu diesem Schluss kamen praktisch 90% von Sozialhilfebezüglern in Zürich im Rahmen einer Studie im Jahre 1983. 60% der befragten Personen hatten gar das Gefühl ein Versager zu sein, sobald man auf Hilfe des Staates angewiesen ist. 30 Jahre später hat diese Aussage noch genau dieselbe Gültigkeit. Gerade in der reichen Schweiz, wo viele das Gefühl haben Armut existiere nicht, ist es nicht einfach, auf fremde Hilfe angewiesen zu sein. So ist es nicht nur das Bild von sich selbst, welches unter diesen Umständen leidet, sondern auch dasjenige, welches die Mitmenschen von einer Person haben. Dies kann oftmals zu „Abstempelungen“ und Stigmatisierung führen.

Goffman (In: Schmid, Wallimann, 1998, 71) definiert das Stigma als „Situation des Individuums, das von vollständiger sozialer Akzeptierung ausgeschlossen ist“, also eine von der gesellschaftlichen Norm abweichende Lebenssituation, verbunden mit stereotypischen Zuschreibungen der Gesellschaft. Laut Schmid und Wallimann (1998, 75ff) dient dies der Gesellschaft zwar auch als Orientierungshilfe und Vereinfachung der Welt, kann jedoch schnell fälschlich die Wahrnehmung beeinflussen und zu Ablehnung und Exklusion von Personen führen.

Wurde der Begriff der Stigmatisierung früher nur für sozialpsychologische Phänomene verwendet, so ist er seit Anfang der siebziger Jahre fester Bestandteil der Armutsdiskussion. In einer von Geld und Arbeit dominierten Welt werden Menschen, welche dazu nur begrenzt oder gar keinen Zugang haben, als genauso andersartig angesehen und dadurch stigmatisiert, wie Menschen, welche viel offensichtlicher von einer Norm abweichen.

Das Problem der traditionellen, barmherzigen Armenpflege war, dass durch das Geben respektive Empfangen einer Leistung automatisch ein hierarchischer Unterschied im Sinne einer asymmetrischen Beziehung entsteht und so ein wohlthätiger Akt schnell verletzend wirken kann für den Empfänger. Obwohl heute so gut wie nicht mehr von „Armenpflege“ gesprochen wird und die soziale Sicherheit keine Wohltätigkeit, sondern ein Recht ist, haften dem modernen System der Armutsbekämpfung doch noch immer gewisse Züge davon an, was unweigerlich mit einer Art Stigmatisierung verbunden ist. Solange von einem Problem ausgegangen wird, welches reaktiv „bekämpft“ wird, gibt es auch eine Zielgruppe von Menschen, welche unter diesem Problem „leiden“ und welchen „geholfen“ wird.

Dabei ist zu beachten, dass es sich zwischen Armut (im weiteren Sinne) und Stigmatisierung um einen Teufelskreis handelt. So kann jemand aufgrund von (in erster Linie wirtschaftlicher) Armut stigmatisiert werden, ein Stigma kann aber wiederum auch zu (soziokultureller) Armut führen. Das Stigma fördert demnach also die Verfestigung und Reproduktion von Armut. Stigmatisierte Personen sind zudem oft mit asymmetrischen Beziehungen konfrontiert, wodurch sie mit Machtproblemen zu kämpfen haben, was wiederum eben ihre soziokulturelle Teilhabe einschränkt. Gerade hinsichtlich der Beziehungen zu Institutionen, respektive der institutionalisierten Solidarität im Allgemeinen kann dies längerfristig zum ungewollten Dilemma führen, dass durch die externe Hilfe das Stigma eigentlich erst entsteht. Dieser Meinung ist auch Simmel (In: Schmid, Wallimann, 1998, 79): „Nicht der persönliche Mangel macht den Armen, sondern

erst die Unterstützung“. Durch den Bezug von Hilfe von einer Institution oder dem Staat geben diese Menschen ihre Intimität und persönliche Freiheit preis und geraten so ungewollt in eine Abhängigkeit. Coser (In: Schmid, Wallimann 1998, 80) sieht die Quelle der so entstehenden Asymmetrie bezüglich Gefühl, Haltung und Macht in der einseitigen Abhängigkeit und der Unmöglichkeit für den Bezüger seinerseits etwas entgegenzubringen, was zu einem reziproken, befriedigenden Austausch führen könnte.

Steht die institutionalisierte Solidarität inklusive der Sozialen Arbeit am Ende also gar selbst am Ursprung der Stigmatisierung und damit der Exklusion armutsbetroffener Menschen? Fehlt es organisierten Formen von Solidarität an Grundlagen für Reziprozität und echte Partizipation? Und welche Möglichkeiten gibt es, um aus diesem Kreislauf zu entkommen? Diese Punkte sind nur sehr schwer zu beantworten, doch auf einzelne Punkte soll zu einem späteren Zeitpunkt der Arbeit Bezug genommen werden.

Zusammenfassend können aus den genannten Punkten die folgenden Herausforderungen herausgelesen werden, mit welchen die heutige Gesellschaft und insbesondere das System der Sozialen Sicherheit in der Schweiz konfrontiert sind:

- Komplexität und Bürokratisierung
- Individualisierung und Entpersonalisierung
- Mangelnde Reziprozität
- Asymmetrische Beziehungen
- Mangel an Autonomie für die betroffenen Personen
- Stigmatisierung

Diese Punkte werden in der Folge im empirischen Teil aufgenommen und mit den Erfahrungen von Armut betroffener Menschen verglichen.

## 2.5 Theoriegestützte Hypothesen

Mit dem aus dem theoretischen Teil gewonnenen Wissen werden in der Folge die eingangs erwähnten Hypothesen erneut aufgegriffen und überprüft. Daraus entstehen die Indikatoren, welche die Basis für den empirischen Teil der Studie bilden.

1. Institutionalisierte Solidarität ist im Leben der befragten Personen stärker präsent als persönliche.

Dadurch, dass Helfen zu einer vom Staat „erwartbaren Leistung“ (Luhmann, 2010, 67) geworden ist, sind die Menschen tatsächlich weniger auf einander angewiesen als früher. In einem reichen Land wie der Schweiz, in welchem das Thema Armut nicht wahrgenommen werden will (Schmid, Tecklenburg, 2005, 143) oder teilweise gar ein Tabu ist, versteckt man zudem lieber seine Probleme, als mit anderen darüber zu sprechen (Low, 2014). Das System der Sozialen Sicherheit, welches ermöglicht, „anonym“ Unterstützung zu erhalten (Felber, 2008, 15), kann diese Entwicklung zudem ungewollt fördern und zivilgesellschaftliche, persönliche Formen der Solidarität verdrängen (Caritas, 2007, 216ff).

Was gegen diese Hypothese spricht, ist das Schamgefühl, welches viele Menschen empfinden, sobald sie auf fremde Hilfe angewiesen sind, auch wenn diese Hilfe zu einem gewissen Grade anonymisiert ist. So bevorzugen viele Menschen sich so lange als möglich mit der Hilfe von bekannten Personen durchzuschlagen, bevor sie sich organisierte Unterstützung suchen (Benz, Birne, Ruchti, 2013).

Indikatoren:

- Verhältnis zwischen Beziehungen persönlicher und institutionalisierter Art bezüglich sozialer Unterstützung
- Wichtigkeit und Nähe zu den Beziehungen
- Priorität der Unterstützungsanfrage

2. Die befragten Personen fühlen sich durch die Art, wie die institutionalisierte Solidarität funktioniert, in ihrer Würde verletzt.

Die Entwicklung der solidarischen Unterstützung hat eine Verschiebung von gemeinschaftlichen zu gesellschaftlichen Formen der Existenzsicherung (Zapfel, Promberger, 2011, 18ff) und damit teilweise von symmetrischer zu asymmetrischer Solidarität mit sich gebracht, welche unter Umständen zu Abhängigkeit und Einschränkung von Selbstbestimmung und Würde führen kann (Schmid, Wallimann, 1998, 79). Das muss jedoch nicht zwingend so sein, denn auch institutionalisierte Solidarität kann eine Form der Zugehörigkeit bieten und in würdevoller Weise funktionieren (Felber, 2008, 15). Wichtig erscheint aber der Begriff der Autonomie: ihre Achtung ist essentiell für einen würdevollen Umgang (Schaber, 2012, 61) und dafür, dass jemand überhaupt solidarisch agieren kann (Mäder, 2000, 208).

Indikatoren:

- Art der Beziehung (symmetrisch/asymmetrisch)
- Reziprozität
- Autonomie/Selbstbestimmung
- Stigmatisierung

3. Die befragten Personen engagieren sich für andere, weil sie sich mit ihnen verbunden fühlen.

Solidarität entsteht in der Tat aus einer gemeinsamen Lebenslage (Felber, 2008, 7), die Motivation für das Engagement kann jedoch sehr unterschiedlich sein. So gibt es auch solidarische Akte, welche erzwungen oder durch persönliche Interessen motiviert sind (Zoll, 2000, 78).

Indikatoren:

- Nähe zu den Personen, für die man sich engagiert
- Dauer des Kontakts zu der Person
- Homogenität
- Ähnlich erlebte Situationen



## 3 Forschungsvorgehen

### 3.1 Methodisches Vorgehen

Da es mir von Beginn an wichtig war, die Interviews in würdiger und nicht stigmatisierender Art durchzuführen, habe ich mich bei der Ausarbeitung der Methode auf die Prinzipien der Soziokulturellen Animation und insbesondere der „éducation populaire“ (Gillet, 2005, 107) bezogen. Die folgenden Punkte waren deshalb bei der Entscheidungsfindung massgebend:

- Die Gesprächspartner sollen Akteure sein und an der Ausarbeitung des Leitfadens mitwirken, da sie selbst die Experten des Themas sind.
- Wenn möglich, soll in einem ersten Schritt keine Auswahl betreffend der Interviewpartner getroffen werden, da sich diese stigmatisiert fühlen könnten. Eine bestehende Gruppe von potentiellen Interviewpartnern soll deshalb in natürlicher Umgebung den Rahmen der Untersuchung ausarbeiten, wobei niemand ausgeschlossen wird.
- Das Interview soll einen Austausch unter gleichwertigen Partnern darstellen, von dem alle Seiten profitieren können.

Die ursprüngliche Idee für die empirische Untersuchung war, eine Netzwerkanalyse mit betroffenen Personen durchzuführen, um zu verstehen, in welchem Moment welche Solidarität konsultiert wird. Laut Bullinger und Nowak (1998, 90) lassen sich damit nämlich unter anderem Inhalt, Dauer und Intensität von Netzwerken und der Beziehungen zwischen deren Akteuren beschreiben. Der Begriff „Akteure“ kann neben Individuen auch Organisationen, politische Akteure, Haushalte oder Familien beinhalten (Hollstein, Straus, 2006, 14).

Die Erhebung von Netzwerken aus der Sicht einzelner Individuen, sogenannte „egozentrierte Netzwerke“, besteht hauptsächlich aus zwei Teilen: dem Namensgenerator, mit welchem die Personen aus dem Netzwerk identifiziert werden und dem Namensinterpretator, welcher Aufschluss über die Eigenschaften der genannten Personen und der Beziehungen gibt (Wolf; In: Stegbauer, Häussling, 2010, 471).

Ziemlich schnell ist mir dabei bewusst geworden, dass diese eigentlich simpel anmutende Idee in der Praxis nicht so einfach umzusetzen sein würde, möchte ich wahrheitsgetreue und subjektive Antworten von direkt betroffenen Personen erhalten. Zudem wollte ich die Gespräche nicht zu komplex und abstrakt werden lassen. Dies hat mich schliesslich zur Entscheidung gebracht, mich zwar weiterhin von der Idee der Netzwerkanalyse inspirieren zu lassen, die Untersuchung jedoch in zwei Phasen zu unterteilen, in denen andere Methoden benutzt werden: Anhand einer Gruppendiskussion, welche in dieser Arbeit in abgewandelter Form den Namensgenerator darstellt, wird der Rahmen und der Leitfaden für die vertieften Interviews ausgearbeitet. Diese wiederum werden in Form von problemzentrierten Einzelinterviews durchgeführt und können, auf die Netzwerkanalyse bezogen, als Namensinterpretator betrachtet werden. Diese beiden Methoden sind in der Folge genauer erklärt. Ergänzt werden sie durch den Beschrieb der Auswertungsmethode und der ethischen Rahmenbedingungen.

Neben den erwähnten Gesprächen wird ausserdem auch ein leitfadenorientiertes Interview mit einem Experten der Thematik durchgeführt. Ueli Mäder, Soziologe und Professor an der Universität Basel, hat sich dabei bereit erklärt, für ein Interview zur Verfügung zu stehen. Der Ablauf dieses Gesprächs wird in der Folge nicht näher thematisiert, an einzelnen Stellen wird jedoch auf Aussagen daraus verwiesen.

### 3.1.1 Gruppendiskussion

Im Gegensatz zu individuellen Interviews, bei welchen der Interviewpartner aus seiner Alltagssituation gelöst wird, kann eine Gruppendiskussion aus einem natürlichen Umfeld entstehen und wirkt dadurch weniger aufgesetzt (Flick, 2007, 248ff). Ein weiterer Vorteil ist, dass sich die Teilnehmer austauschen und einander widersprechen und dadurch konstruktiv stimulieren können. Nicht korrekte oder nicht geteilte Aussagen können so zudem direkt von anderen Diskussionsteilnehmern korrigiert oder angefochten werden. Für die Diskussion in der Gruppe wurden Elemente aus drei an sich ähnlichen, jedoch nicht ganz identischen Methoden verwendet: der Gruppendiskussion, dem Gruppeninterview und der Focus-Group. Diese Elemente werden in der Folge beschrieben:

Ähnlich wie beim Gruppeninterview besteht die Gruppe aus sechs bis acht Leuten, welche während ungefähr zwei Stunden über ein definiertes Thema diskutieren (Flick, 2007, 248ff). Der Gruppenleiter beschränkt sich dabei nicht auf die formale Leitung, sondern steuert die Dynamik, kurbelt die Diskussion an und stellt das Gleichgewicht sicher, damit jeder zu Wort kommt. Er kann die Diskussion mit Texten, Bildern usw. stimulieren, muss jedoch achtgeben, dass möglichst viel Spielraum bleibt.

Die Gruppe wird, wie von Niessen (Flick, 2007, 252) empfohlen, nicht künstlich generiert, sondern besteht bereits im Alltag. Er hebt die Vorteile heraus, dass so auf gemeinsamen Erfahrungen und gemeinsam erlebtem Handeln aufgebaut werden kann. Der Nachteil bei einer solchen Gruppe ist hingegen, dass Menschen, welche sich gut kennen, gewisse Dinge als selbstverständlich ansehen und dadurch eventuell nicht erwähnen (Flick, 2007, 260).

Dank Gruppeninteraktionen können Daten und Einsichten generiert werden, welche in der Arbeit mit Einzelpersonen nicht möglich wären. Die Gruppe macht es zudem möglich, im Stil einer Focus-Group die Ergebnisse einer Studie individuell auf den Alltag zu übertragen und dadurch einen Leitfaden für weiterführende Interviews zu entwickeln (Flick, 2007, 260).

Um alle Gruppenteilnehmer zur Sprache kommen zu lassen, werden passende Moderationsmethoden benötigt. Da zudem beachtet werden muss, dass nicht alle gut in französischer Sprache lesen und schreiben können, werde ich vorwiegend mit optischen Elementen arbeiten. Aus diesen Gründen wird in einer Gruppendiskussion mit der Methode „photo-langage“ gearbeitet, in einer anderen die Diskussion auf einer Pinnwand moderiert.

Bei der Methode „photo-langage“ wird eine willkürliche Auswahl von Bildern vorgelegt und jeder Teilnehmer wählt ein oder mehrere Bilder aus, die er mit dem im Voraus bestimmten Thema in Verbindung bringt. In der Folge erklärt jeder Teilnehmer den anderen, weshalb er die Bilder ausgewählt hat (Hazgui, 2014).

Die Pinnwandmoderation seinerseits erlaubt es, Ideen auf Karten zu sammeln und anschliessend mit Hilfe eines Moderators zu strukturieren. Dadurch werden die Ansichten aller Teilnehmer für jeden ersichtlich (Design Methoden Finder, 2014).

Nachfolgend ist der Ablauf der drei Gruppendiskussion dargestellt.

#### Erste Gruppendiskussion

- Offene Diskussion zur Bedeutung des Begriffs „Solidarität“ mit der Möglichkeit, Beispiele von solidarischem Handeln im Alltag zu nennen.

## Zweite Gruppendiskussion

- Mit Hilfe der Methode „photo-language“ (Hazgui 2014) werden die Mitglieder der Focus Group gebeten, aus einer grossen Auswahl an (zur Hälfte bewusst, zur anderen Hälfte willkürlich gewählte) Bildern zwei auszuwählen, welche sie mit dem Begriff der Solidarität verbinden. In der Folge beschreibt jeder die Gründe für seine Wahl. Auch die beiden Moderatoren (ich und eine Volontärin von ATD Quart Monde) nehmen daran teil.
- Die ausgewählten Bilder aller Teilnehmer werden zusammengelegt, nach Ähnlichkeiten kategorisiert und jede Kategorie benannt. So sollen die Ebenen der Solidarität aus Sicht der Mitglieder der Focus Group entstehen.
- Edukativer Input aus der Studie: Aufzeigen der „Entwicklung des solidarischen Handelns“ inklusive der aus der Studie hervorgegangenen Ebenen der Solidarität
- Die Ebenen aus der Focus Group werden denjenigen aus der Studie gegenübergestellt und zu einem Konsens zusammengefügt. Diese Ebenen stellen dann in der Folge im Sinne des Positionsgenerators nach Nan Lin die Hierarchie dar (Hennig, 2006, 244).
- Die genannten Akteure aus der ersten Gruppendiskussion werden den Ebenen zugeordnet und durch weitere ergänzt. Kann oder will jemand keinen Akteur aus seinem Umfeld nennen, so kann er sich auch auf jemanden beziehen, an den man sich theoretisch wenden könnte/würde (Hennig, 2006, 244). Auch ATD Quart Monde und die Gruppe an sich sollen einer (oder mehrerer) dieser Ebenen zugeordnet werden. Dies wird Aufschluss geben über die Rolle der Bewegung für die betroffenen Personen und die Wahrnehmung von aussen.
- Das Resultat dieser Diskussion ergibt eine Liste möglicher Akteure solidarischer Unterstützung, basierend auf den Kenntnissen und Erfahrungen der Gruppe. Diese Liste ist jedoch weder nach Prioritäten geordnet, noch auf die Realität einer Person bezogen. Da dieser Prozess intimer ist, soll er in den Einzelinterviews behandelt werden.

## Dritte Gruppendiskussion

- Edukativer Input aus der Studie: Erklärung der Herkunft des Wortes „Solidarität“ inklusive der Definitionen und Merkmalen. Aufzeigen und beschreiben der im Namensgenerator nach Fischer (Stegbauer, Häussling, 2010) vorgeschlagenen Formen der sozialen Unterstützung
- Alle in den beiden ersten Gruppendiskussionen genannten solidarischen Aktionen sollen einer (oder mehrerer) dieser Kategorien zugeordnet werden. Jeder Teilnehmer wählt blind zwei auf Papier geschriebene Aktionen aus, ordnet sie einer Kategorie zu und erklärt seine Wahl. Um eine Unterscheidung zwischen solidarischer Unterstützung und Solidarität zu machen, gibt es auch die Möglichkeit, die Aktion unter „andere“ zu platzieren. Falls sich abschliessend in dieser Kategorie Aktionen befinden, soll der Kategorie ein Namen gegeben werden. Am Ende soll auch die Gruppe und ATD Quart Monde als Bewegung der Kategorien zugeordnet werden
- Aus jeder Kategorie soll ein Beispiel ausgewählt und den zuvor beschriebenen Merkmalen der Solidarität gegenübergestellt werden. Diskussion über die Gründe, weshalb jemand sich in dieser Art engagiert. Hier soll am Ende vor allem eine Diskussion entstehen über die Gründe, weshalb sich ein jeder bei ATD Quart Monde engagiert.

### 3.1.2 Problemzentrierte Interviews

Auf den Gruppendiskussionen aufbauend, werden in der Folge mit drei freiwilligen Personen aus der Gruppe weiterführende persönliche Interviews durchgeführt. Diese finden in qualitativer Form statt, da es mir in meiner Arbeit darum geht, die individuelle Situation aus der Sicht der betroffenen Personen zu untersuchen. Steinert und Thiele (2008, 139) empfehlen hierbei, diese qualitativen Interviews in einer mündlichen Form durchzuführen. Da es das Ziel ist, die einzelnen Unterfragen der Arbeit in die Interviews einfließen zu lassen, wird ein Leitfaden erstellt, der durch das Interview führt. Dabei soll jedoch genügend Spielraum bleiben für freie Erzählungen. Aus diesem Grunde habe ich mich für das von Steinert und Thiele (2008, 142) beschriebene, problemzentrierte Interview entschieden. Dieses ermöglicht es, das Interview „locker“ zu halten und doch einem gewissen Leitfaden zu folgen. Der Problemgegenstand, um welchen sich die Interviews drehen, ist die erlebte Solidarität und insbesondere die Qualität des Kontakts zu den unterschiedlichen Akteuren der sozialen Unterstützung. Der beschriebene Leitfaden und ein exemplarisches Interview sind im Anhang zu finden.

### 3.1.3 Qualitative Inhaltsanalyse

Um die Inhalte der Gruppendiskussionen und individuellen Interviews für die Arbeit verwenden zu können, werden die Daten anschliessend an die Gespräche dokumentiert und analysiert.

Die Aufzeichnung der Daten erfolgt in meinem Fall sowohl in auditiver, wie auch in visueller Form. Zum einen werden alle Gruppendiskussionen und Einzelinterviews mit einem Tonbandgerät aufgenommen und danach transkribiert. Dazu beschränke ich mich auf die Ausschnitte der Gespräche, welche in direktem Zusammenhang mit dem Thema stehen. Laut Bürki (2014, 111ff) können in der Gruppendiskussion speziell auch die non-verbalen Elemente wichtig sein für die Interpretation. Da diese Möglichkeit durch die Transkription bereits ein wenig eingeschränkt wird, können deshalb in der Analyse die non-verbalen Elemente nur beschränkt berücksichtigt werden.

Zum anderen werden die bildlichen und textlichen Daten, welche auf Plakaten zum Ausdruck gebracht werden, digitalisiert, wobei die Texte abgeschrieben und die Bilder elektronisch gespeichert werden.

Die Gespräche finden allesamt auf Französisch statt und werden, bis auf eine exemplarische Ausnahme und ausgewählte Zitate, nicht in die deutsche Sprache übersetzt.

Für die Auswertung des Gesprächsmaterials habe ich mich für die von Flick (2007, 409) beschriebene qualitative Inhaltsanalyse entschieden. Da hierzu oftmals Kategorien aus theoretischem Material verwendet werden, kann der Kodierleitfaden zu einem grossen Teil von den Forschungsfragen abgeleitet werden. Dieser wird dann anhand des Interviewmaterials laufend erweitert, wobei er später auch den Rahmen für die Unterkapitel bei der Präsentation der Ergebnisse bilden soll.

Diese Ergebnisse sollen darauf in einem ersten Schritt so gut wie unkommentiert präsentiert und danach den theoriegestützten Hypothesen thematisch gegenübergestellt werden.

### 3.1.4 Ethische Aspekte

Bei den Diskussionen in der Gruppe und insbesondere bei den individuellen Interviews werde ich stark darauf achten, die Gespräche und die dadurch hervorgegangenen Daten stets mit hoher Sensibilität zu behandeln. So werden in der Arbeit zwar Namen der Quartiere und öffentlichen Einrichtungen verwendet, nicht jedoch diejenigen der Menschen. Die Anonymität soll damit garantiert werden. Alle Gespräche müssen auf freiwilliger Basis zustande kommen und die Gesprächspartner müssen ihre Zustimmung geben, dass die hervorgehenden Daten im Rahmen der Studie verwendet werden dürfen. Bei den Interviews, speziell in qualitativer Form, muss auch die Hemmschwelle der Kommunikation bedacht werden. So mussten die Fragen, wie von Steinert (Steinert, Thiele, 2008, 140) erwähnt, auf die Bereitschaft und Offenheit der Befragten abgestimmt und variiert werden.

### 3.2 Zugang zu den Gesprächspartnern

Wie eingangs angesprochen, war es von Anfang an mein Wunsch, die Bachelorarbeit mit dem Praktikum zu verbinden, um gemeinsame Synergien nutzen zu können. Als ich mich dann in etwa zur gleichen Zeit für das Thema der Bachelorarbeit und für einen Praktikumsplatz entscheiden sollte, habe ich versucht, beide in einer ähnlichen Richtung zu finden, um eine solche Verbindung möglich zu machen. Da ich durch ein früheres Praktikum bereits Kontakte zu ATD Quart Monde hatte und ich mir gut vorstellen konnte, eine Arbeit zum Thema Armut zu schreiben, lag die Kombination schliesslich auf der Hand. Eine Gemeinsamkeit im Leben der Personen würde zudem erlauben, sie zu einem gewissen Grade miteinander zu vergleichen.

Durch meine Tätigkeiten während des Praktikums habe ich mir so erhofft, im Laufe der Zeit mit Menschen in Kontakt zu kommen und Vertrauen aufzubauen. Dies erschien mir essentiell, um in einem späteren Schritt gemeinsam und in persönlicher, vertrauter Weise über die Thematik meiner Arbeit diskutieren zu können. Aus diesem Grund wurden die verschiedenen Gespräche mit einer bestehenden Gruppe von armutserfahrenen Menschen, sogenannten „militants“, durchgeführt. Die Einzelinterviews konnte ich zudem mit denjenigen von ihnen führen, welche sich zusätzlich zu den Diskussionen in der Gruppe bereit erklärt hatten, ihre persönlichen Erfahrungen mit mir zu teilen.

In ein paar Jahren feiert ATD Quart Monde ausserdem sein 30-jähriges Bestehen in Genf, weshalb in nächster Zeit vermehrt Aktionen gemacht werden sollen, um das Engagement der Menschen während den vergangenen drei Jahrzehnten zu würdigen. Deshalb hatte ich mit ATD Quart Monde vereinbart, dass meine Arbeit hierzu einen ersten Beitrag leisten kann, was mir eine zusätzliche, praxisorientierte und nützliche Legitimation gegeben hat für die Durchführung der Studie. Neben einer auf Französisch übersetzten Zusammenfassung dieser Arbeit werde ich für ATD Quart Monde zudem ein Dokument kreieren, welches die Inhalte der Gruppendiskussionen inklusive einer Auswahl der wichtigsten Zitate beinhaltet.

### 3.3 Schwierigkeiten bei der Auswahl der Gesprächspartner und der Methoden

Bei den Überlegungen, wen ich für das Interview befragen könnte, ist mir stark bewusst geworden, wie schwierig es ist, jemanden zu dieser Thematik anzufragen ohne ihn dadurch gleich zu stigmatisieren. Jemand der sich selbst nicht als arm bezeichnet, würde sich wundern, weshalb gerade er zu diesem Thema ausgewählt wurde und könnte sich durch diese unfreiwillige Unterstellung verletzt fühlen.

Auch mit der „groupe des adultes“ war es zu Beginn nicht einfach, denn „Aussenstehende“ nehmen praktisch nie an den wöchentlichen Diskussionen teil. So musste ich zuerst ein gewisses Vertrauen aufbauen. Ausserdem hatten wir uns (auch auf Wunsch der Gruppenmitglieder) entschieden, dass ich einzig in denen Momenten zur Gruppe stosse, in denen es um das Thema der Solidarität ging.

Da ich die Bachelorarbeit zudem mit dem Praktikum verbinden und dadurch die Gruppendiskussionen in den Alltag von ATD Quart Monde integrieren konnte, war der Anspruch da, dass die Diskussionen auch einen Nutzen für ATD Quart Monde haben sollten. Und da ich mir zudem vorgenommen hatte, die Animation so zu gestalten, dass das Thema in würdevoller und nicht verletzender Weise behandelt wird und wenn möglich allen Teilnehmern einen Nutzen bringt, musste ich auch die Interessen der Gruppenmitglieder in die Planung der Diskussionsgestaltung miteinbeziehen. Dies führte dazu, dass ich in dieser Hinsicht vier Parteien (inklusive der Hochschule und mir selber) gleichzeitig gerecht werden musste, weshalb es mir nicht einfach gefallen ist, die Methodik und den Inhalt für diese Diskussionsmomente zu definieren.

## 4 Die Aussagen der „militants“ von ATD Quart Monde

Die Aussagen in diesem Kapitel entstammen den drei Gruppendiskussionen (G1 - 3) und den drei Einzelinterviews (I1 – 3) und wurden anhand der qualitativen Inhaltsanalyse ausgewertet.

In einem ersten Schritt werden die Personen vorgestellt, welche an den Diskussionen und Interviews teilgenommen haben. Danach wird das Verständnis von Solidarität eines jeden Mitglieds und der Gruppe als Ganzes aufgezeigt, bevor schliesslich auf die drei Hauptfragen der Studie anhand von thematisch zusammengestellten Zitaten eingegangen wird.

Der genaue Ablauf der Diskussionen und Interviews ist im Anhang beschrieben, spielt aber für das weitere Verständnis keine tragende Rolle. Die Themen sind aus einer Mischung von Vertiefung der Forschungsfragen und Entwicklung der jeweiligen Gespräche hervorgegangen. Aus welcher Diskussion oder welchem Gespräch welche Aussage entstammt, ist der jeweiligen Klammer zu entnehmen.

Da die Interviews in französischer Sprache geführt wurden, sind die benutzten Zitate sinnesgemäss auf Deutsch übersetzt worden.

### 4.1 Vorstellung der beteiligten Personen

#### 4.1.1 Die Mitglieder der Diskussionsgruppe

Jeden zweiten Donnerstag trifft sich eine Gruppe von sechs bis zehn „militants“ (Menschen, die von Armut betroffen sind oder es waren und sich zudem noch für andere engagieren) in den Räumlichkeiten ATD Quart Mondes, unter der Animation eines oder mehrerer Volontäre der Bewegung, um über aktuelle persönliche und lokale Probleme und Themen zu diskutieren. Die Mitglieder weisen unterschiedliche kulturelle und soziale Hintergründe auf, kennen sich aber durch die gemeinsamen Aktivitäten in der Gruppe schon seit Jahren. Sie sind zwischen 45 und 70 Jahre alt und haben an verschiedenen Momenten und vor unterschiedlichem Publikum ihre Erfahrung geteilt, um auf die Problematik der Armut aufmerksam zu machen. So haben einzelne Personen beispielsweise vor lokalen Politikern oder an der UNO gesprochen. Die Mitglieder sind durch ihre Erfahrungen Experten zwischen der Realität der Armut und dem Engagement der Bewegung ATD Quart Monde und deshalb die perfekten Zeitzeugen für das Thema meiner Arbeit. Da sie nicht mehr alle direkt armutsbetroffen sind, werde ich in der Folge grösstenteils von „armuterfahrenen“ Menschen sprechen.

Weil ich, bis auf meine Person, die Teilnehmer der Diskussionsgruppe anonym halten möchte, habe ich mich entschieden, jeden mit einem Kürzel zu versehen, welches für den Rest der Studie bestehen bleibt. Ein weiterer Grund neben der Wahrung der Anonymität ist, dass nicht die Menschen an sich, sondern ihre Geschichten und Erfahrungen im Vordergrund der Arbeit stehen sollen.

Die Legende zu den Gruppenteilnehmern:

- Militants: in der Folge „Mi1“ – „Mi11“ genannt
- Volontäre: in der Folge „Vo1“ und „Vo2“ genannt
- Michael Zeier: in der Folge „MZ“ genannt

#### 4.1.2 Die drei persönlich interviewten Personen

**Militant 1** („Mi1“ aus der Diskussionsgruppe)

Geschlecht: weiblich  
Nationalität: Schweiz  
Alter: 55 Jahre

Sie hat ATD Quart Monde vor ca. zwölf Jahren kennengelernt, als sie in einem Quartier gewohnt hat, in dem die Bewegung durch eine Strassenbibliothek präsent war.

Sie wohnt heute im urbanen Raum um Genf, ist verheiratet und hat vier Kinder (drei Töchter und einen Sohn).

Sie hat eine Weile in England gewohnt, wo sie im Bankensektor gearbeitet hat. Sie kommt aus einer tendenziell eher reichen Familie und hat bis zur Geburt ihrer zweiten Tochter auch in bevorzugten Verhältnissen gelebt. Damit sich ihr Mann selbstständig machen und eine private Investment-Gesellschaft aufbauen konnte, hat sie einen Teil ihres Hauses zu Geld gemacht. Als die Gesellschaft dann unerwartet Konkurs gegangen ist, hat die Familien alles verloren, inklusive dem Haus, weshalb sie gezwungen waren, für ein paar Jahre in einer „Baracke“ in einem Saisonier-Quartier zu wohnen. Obwohl ihr Mann ziemlich bald darauf wieder einen Job fand, hat es noch Jahre gedauert, bis sie ihre Schulden abzahlen konnten. In dieser Zeit ist sie mit ATD Quart Monde in Kontakt gekommen und engagiert sich seither, auch heute noch, wo sie nicht mehr in ärmlichen Verhältnissen lebt, für Menschen, die ähnliche Situationen erleben, wie sie sie damals erlebt hat.

**Militant 2** („Mi2“ aus der Diskussionsgruppe)

Geschlecht: weiblich  
Nationalität: Frankreich (seit ca. 30 Jahren in der Schweiz)  
Alter: 74 Jahre

Sie kennt ATD Quart Monde seit dem Einzug an den heutigen Standort (vor ungefähr 26 Jahren) und ist deshalb mit der Bewegung in Kontakt gekommen, weil sie im gleichen Quartier gewohnt hat und noch immer wohnt.

Sie ist geschieden und hat zwei Töchter, wovon eine ebenfalls im Raum Genf wohnt.

Sie ist in Frankreich in ärmlichen Verhältnissen aufgewachsen und hat eine Weile in Paris gewohnt, bevor sie vor ca. 30 Jahren in die Schweiz gekommen ist. Sie hat seither mehrmals die Wohnung gewechselt und wohnt heute alleine in einer „Sozial-Wohnung“ in der Nähe des Hauses von ATD Quart Monde. Sie ist pensioniert und erhält vom Schweizer Staat eine Rente.



**Militant 3 („Mi3“ aus der Diskussionsgruppe)**

Geschlecht: männlich

Nationalität: Italien (seit ca. 30 Jahren Jahren in der Schweiz)

Alter: 49 Jahre

Er hat ATD Quart Monde vor ungefähr 15 Jahren, wie Mi1, über die Strassenbibliothek in seinem Quartier kennengelernt.

Er wohnt heute im urbanen Raum von Genf, ist verheiratet und hat drei Kinder (eine Tochter und zwei Söhne).

Er ist in Italien geboren und ist vor vielen Jahren seinem Vater in die Schweiz gefolgt, als dieser als Saisonnier seine Familie in die Schweiz nachgezogen hat. Er hat im selben Saisonnier-Quartier gewohnt wie Mi1 und sich während dieser Zeit mit Gelegenheitsjobs durchgeschlagen. Aufgrund von Platzmangel und familiären Problemen hat er mit seiner zukünftigen Frau das Quartier verlassen und ist in ein Studio gezogen. Als der Besitzer dieses auf einmal in die Wohnung zurück wollte, haben sie sich plötzlich auf der Strasse wiedergefunden, weshalb sie gezwungen waren, für mehrere Jahre in der Notunterkunft der Heilsarmee zu wohnen. Nach langem Suchen haben sie nach und nach wieder Arbeit gefunden und konnten wieder in eine Wohnung ziehen. Aufgrund eines Arbeitsunfalls ist er aber heute nicht mehr komplett arbeitsfähig, weshalb der Arbeitgeber ihm nach den zwei obligatorischen Jahren Krankentaggeld gekündigt hat und er seither eine Invalidenrente erhält. Zudem arbeitet er heute täglich einen halben Tag in einer geschützten Werkstatt.

## **4.2 Verständnis von Solidarität der Diskussionsteilnehmer**

Um über die verschiedenen Aspekte der Solidarität diskutieren zu können, war es wichtig, auch das Verständnis des Begriffs an sich in die Diskussion miteinzubeziehen. Die verschiedenen Ansichten der Gruppenteilnehmer zur Bedeutung des Begriffs „Solidarität“ werden deshalb in diesem Kapitel dargestellt. Diese Vorstellungen bilden in der Folge die Basis für die Erfahrungsberichte über die unterschiedlichen Aspekte der Solidarität, welche im nächsten Kapitel beschrieben werden.

### **Bedeutungen des Begriffs der Solidarität**

Die Methode „photo-langage“ (Hazgui 2014) in der zweiten Gruppendiskussion hat gut aufgezeigt, wie unterschiedlich der Begriff der Solidarität interpretiert werden kann und was die verschiedenen Menschen darunter verstehen.

Nachfolgend die komplette Auswahl der gewählten Bilder der Diskussionsteilnehmer inklusive einer Kurzversion des dazugehörigen Kommentars (die Reihenfolge entspricht der Sitzordnung und deshalb der Reihenfolge, nach der die Bilder präsentiert wurden). Anschliessend wird eine Auswahl der Beschreibungen herausgehoben und kommentiert.

Name	Ausgewählte Bilder inkl. Beschreibung	
MZ	 <p><b>Abbildung 3: Hände</b></p>	 <p><b>Abbildung 4: Fische</b></p> <p><i>Wenn sich alle so unterstützen ist man zusammen stärker. [...] Wenn eine Person den anderen etwas gibt, zusammen wird man stärker sein.</i> (G2, 9)</p>
Mi8	 <p><b>Abbildung 5: Kinder weltweit</b></p> <p><i>Die Kinder der Welt geben sich die Hand und lernen untereinander solidarisch zu sein. Wenn jeder auf der Welt solidarisch wäre, gäbe es weniger Unglück.</i> (G2, 15)</p>	 <p><b>Abbildung 6: Weltkarte</b></p>  <p><b>Abbildung 7: Strand</b></p> <p><i>Das ist eine gute Entspannung der Ruhe und des Friedens. Im sich auszuruhen.</i> (G2, 17)</p>
Mi1	 <p><b>Abbildungen 7+8: Kuh und Hände</b></p> <p><i>Bauern, um eventuell eine Kuh an mehrere Familien zu geben. Es müsste eine Milchkuh sein wenn man Milch will oder die Kuh geben um zu verkaufen oder zu essen.</i> (G2, 23)</p>	 <p><b>Abbildung 9: Berg</b></p> <p><i>Leuten die Berge zeigen, welche diese Möglichkeit nicht haben.</i> (G2, 34)</p>  <p><b>Abbildung 10: Senioren</b></p> <p><i>Das zeugt auch von Solidarität zwischen ihnen, zusammen zu sein. Auf moralischer Ebene muss das viel helfen</i> (G2, 36)</p>

<p>Mi10</p>	 <p><b>Abbildung 11: Farbstifte</b></p> <p><i>Eine Welt, in der alle Rassen zusammen sind und keiner aufgrund der Hautfarbe kleiner ist als der andere. Wir sind alle gleich, wir haben alle das gleiche Blut.</i> (G2, 39)</p>	 <p><b>Abbildung 12: Geld pflanzen</b></p> <p><i>Mit Geld kann man vieles machen, vieles aufbauen aber es braucht Geld. Dieses muss konkret benutzt und nicht verschwendet werden. Es darf nicht verloren gehen. [...] für alle Personen gleichermassen. Und nicht nur für die Bankiers, für die Reichen...</i> (G2, 42)</p>
<p>Mi9</p>	 <p><b>Abbildung 13: Boot</b></p> <p><i>Solidarisch sein, ein jeder für den anderen, um jedem einen Platz auf dem Schiff zu lassen</i> (G2, 50)</p>	 <p><b>Abbildung 14: Schuhe</b></p> <p><i>Die Solidarität zwischen der Erde und dem Menschen. Die Erde trägt mich. [...] Man muss auf jemanden zugehen um ihn kennenzulernen, um solidarisch zu sein.</i> (G2, 52)</p>
<p>Mi3</p>	 <p><b>Abbildung 15: Rettungsring</b></p> <p><i>Die Flüchtlinge. Nur das kann sie retten. Rettung. Man muss Familien retten, welche... sie aufnehmen, damit sie nicht im Wasser sind. Um sie zu retten. Alle zusammenhalten.</i> (G2, 64)</p>	 <p><b>Abbildung 16: Händedruck</b></p> <p><i>Das Vertrauen der Leute.</i> (G2, 69)</p>  <p><b>Abbildung 17: Rollstuhl</b></p> <p><i>Solidarität für Leute welche alleine sind, sie brauchen auch jemanden. Man muss ihnen helfen, man darf sie nicht hängen lassen. Man lässt Leute nicht hängen. Eine alte Dame oder ein Behinderter und das alles. Man muss ihnen Mut machen.</i> (G2, 70)</p>

<p>Mi6</p>	 <p><b>Abbildung 18: Familie</b></p> <p><i>Die Familie, welche auch andere Familien kennenlernen kann um eine Verbindung zu machen, mit ihnen zu sprechen. [...] weggehen, etwas den Kindern unternehmen, die Kinder der anderen, all des. Ein grosser Ausflug.</i> (G2, 80)</p>	 <p><b>Abbildung 19: Baby</b></p>	 <p><b>Abbildung 20: Gassenküche</b></p> <p><i>Sie geben anderen etwas zu essen. Menschen, welche nicht jeden Tag richtig essen können.</i> (G2, 84)</p>
<p>Mi7</p>	 <p><b>Abbildung 21: Katzen</b></p> <p><i>Man braucht immer einen Freund auf den man zählen kann. [...] Man ist nicht alleine.</i> (G2, 100)</p>	 <p><b>Abbildung 22: Nachbarn</b></p> <p><i>Dieser kleinen Familie geht es gut, man spürt, dass sie sich gut verstehen, es besteht eine Kommunikation, sie haben es gut zusammen. Das zeigt den Menschen daneben, wenn man in Harmonie lebt kann man schöne Dinge machen [...] Wenn sie also auch so einen schönen Garten wollen, dann müssen sie sich verstehen.</i> (G2, 92)</p>	
<p>Vo1</p>	 <p><b>Abbildung 23: UNO</b></p> <p><i>Wie man zwischen den Ländern solidarisch ist. Sonst ist es Krieg.</i> (G2, 118)</p>	 <p><b>Abbildung 24: Hospice générale</b></p> <p><i>Wie man mit Bürgern solidarisch ist, welche man nicht zwingend kennt aber mit welchen man anhand der Steuern Mitbürger ist. Man ist als Bürger solidarisch um sie zu unterstützen weil sie eine schwierige Zeit haben und deshalb Sozialhilfe benötigen. Oder weil sie krank sind und Pflege brauchen.</i> (G2, 109)</p>	



Mi4



Abbildung 25: Baum

*Jeder sollte solidarisch sein um diese Natur zu beschützen, nicht dass wir sie zum Explodieren bringen.*  
(G2, 126)



Abbildung 26: Salat

*Momente mit Personen teilen, wie ein Picknick, eine solche Gruppe.*  
(G2, 127)



Abbildung 27: Grill

Einzelne Beispiele sind dabei ganz konkret und tendieren in Richtung Wohltätigkeit:

*Sie geben anderen etwas zu essen. Menschen, welche nicht jeden Tag richtig essen können.*  
(G2, 84)

*Leuten die Berge zeigen, welche diese Möglichkeit nicht haben.*  
(G2, 34)

*Bauern, um eventuell eine Kuh an mehrere Familien zu geben. Es müsste eine Milchkuh sein wenn man Milch will oder die Kuh geben um zu verkaufen oder zu essen.*  
(G2, 23)

Andere sind hingegen eher abstrakt und metaphorisch zu verstehen:

*Solidarisch sein, ein jeder für den anderen, um jedem einen Platz auf dem Schiff zu lassen*  
(G2, 50)

Was jedoch bei praktisch allen Personen heraussticht, ist die Wichtigkeit, Menschen um sich zu haben, denen man vertrauen kann; jemanden um sich zu wissen und nicht alleine zu sein:

*Momente mit Personen teilen, wie ein Picknick, eine solche Gruppe.*  
(G2, 127)

*Auf moralischer Ebene muss das viel helfen*  
(G2, 36)

*Das Vertrauen der Leute.*  
(G2, 69)

*Man braucht immer einen Freund auf den man zählen kann. [...] Man ist nicht alleine.*  
(G2, 100)

Doch Solidarität kommt nicht von alleine, weshalb daran appelliert wird, aktiv zu sein und auch den ersten Schritt zu machen

*Solidarität für Leute welche alleine sind, sie brauchen auch jemanden. Man muss ihnen helfen, man darf sie nicht hängen lassen. Man lässt Leute nicht hängen.*

(G2, 70)

*Man muss auf jemanden zugehen um ihn kennenzulernen, um solidarisch zu sein.*

(G2, 52)

Dies gilt gleichermassen für alle Altersklassen und Schichten:

*Eine alte Dame oder ein Behinderter und das alles. Man muss ihnen Mut machen.*

(G2, 70)

*Für alle Personen gleichermassen. Und nicht nur für die Bankiers, für die Reichen...*

(G2, 42)

*Die Kinder der Welt geben sich die Hand und lernen untereinander solidarisch zu sein. Wenn jeder auf der Welt solidarisch wäre, gäbe es weniger Unglück.*

(G2, 15)

Die Solidarität braucht auch keine Grenzen zu kennen, wie es die Aussage eines Mitglieds auf den Punkt bringt:

*Eine Welt, in der alle Rassen zusammen sind und keiner aufgrund der Hautfarbe kleiner ist als der andere. Wir sind alle gleich, wir haben alle das gleiche Blut.*

(G2, 39)

## Ebenen der Solidarität

Die ausgewählten Bilder wurden anschliessend gruppiert und mit einem Namen versehen. Daraus sind folgende von den Gruppenmitgliedern erarbeitete Formen/Ebenen der Solidarität hervorgegangen (zufällige Reihenfolge):



Abbildung 28: „Familie und Nahestehende“



Abbildung 29: „Rettung der Natur“, „Teilen, Konvivialität“



Abbildung 30: „Auf die anderen zugehen“, „Sich versammeln“



Abbildung 31: „Teilen des Reichtums“



Abbildung 32: „Internationale Solidarität“

Insbesondere interessiert hat mich hierbei, wie nahe diese Kategorisierung derjenigen aus der Theorie („Formen und Ebenen der Solidarität“) kommen würde. Die folgende Tabelle stellt die beiden Resultate einander gegenüber:

Theorie	Gruppendiskussion
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Natürliche Solidarität</li> <li>– Gemeinschaftliche Solidarität</li> <li>– Organisationale Solidarität</li> <li>– Staatliche Solidarität</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Familie und Nahestehende</li> <li>- Rettung der Natur / Teilen, Konvivialität</li> <li>- Auf die anderen zugehen / sich versammeln</li> <li>- Teilen des Reichtums</li> <li>- Internationale Solidarität</li> </ul>

Obwohl auf den ersten Blick die Gemeinsamkeiten nicht offensichtlich sind, so entpuppen sich die beiden Listen bei näherer Betrachtung doch als sehr ähnlich:

- „Familie und Nahestehende“ entspricht der natürlichen Solidarität
- „Auf die anderen zugehen / sich versammeln“ hat grosse Gemeinsamkeiten mit der gemeinschaftlichen Solidarität
- „Teilen des Reichtums“ entspricht der Idee des Sozialstaats und ist deshalb der staatlichen Solidarität sehr nahe

Die beiden Ansätze kommen sich so gesehen also doch ziemlich nahe. Interessant ist, dass in der Gruppendiskussion internationale und ökologische Elemente eine wichtige Rolle zu spielen scheinen. Solidaritäten also, welche eher abstrakt und weniger direkt greifbar sind, als die in der Theorie vorgeschlagenen. Dies zeugt für mich von Weitsicht und globaler Verbundenheit der Gruppenmitglieder.

### **Solidarität - mehr als Soziale Unterstützung?**

Im theoretischen Teil dieser Arbeit habe ich auf die Schwierigkeit verwiesen, eine genaue Unterscheidung von Solidarität und Sozialer Unterstützung zu machen. Die Pinnwandmoderation in der dritten Gruppendiskussion diente deshalb neben einem strukturierten Verständnis der Arten von sozialer Unterstützung auch dazu, diejenigen solidarischen Aktionen herauszufiltern, welche aus Sicht der Diskussionsteilnehmer über das Verständnis von sozialer Unterstützung hinausgehen. Aus den Gemeinsamkeiten dieser gefilterten Aktionen sollte in der Folge ein gemeinsamer Name gefunden werden, welcher den Unterschied zwischen Solidarität und Sozialer Unterstützung unterstreicht.

Dazu wurden den fünf präsentierten Formen der Sozialen Unterstützung die aus der Gruppendiskussion hervorgegangenen Aktionen zugeordnet (auf den kleinen Zetteln). Diejenigen Aktionen, welche nicht eindeutig einer Form zugeordnet werden konnten, sind unter „Autres“ zu finden.

Unter jeder Form wurde zudem vermerkt, ob sie bei ATD Quart Monde oder in der „groupe des adultes“ vorzufinden ist.



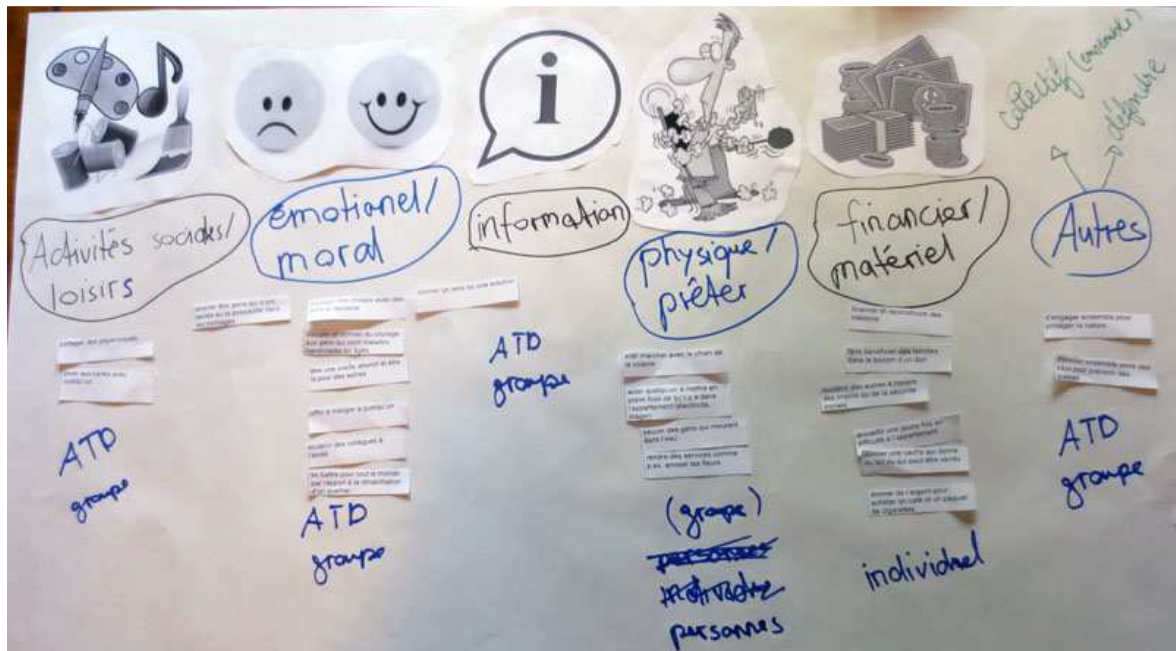


Abbildung 33: Formen der Sozialen Unterstützung

Folgende solidarische Aktionen konnten nicht eindeutig einer Form der sozialen Unterstützung zugeordnet werden:

- „Sich gemeinsam engagieren um die Natur zu beschützen“
- „Gemeinsam zwischen den Ländern arbeiten um Kriege zu verhindern“
- „Sich für alle einsetzen betreffend der Umstrukturierung eines Quartiers“

In der darauffolgenden Diskussion waren folgende Sätze wichtig für die Findung eines treffenden Namens für diese Aktionen in der Kategorie „Autres“:

*In beiden Sätzen kommt das Wort „gemeinsam“ vor.*  
(G3, 21)

*Das sind Zwecke. Das ist für einen guten Zweck. Zusammen sein.*  
(G3, 29)

Deshalb wurde die Kategorie in der Folge mit den Begriffen „Kollektiv (zusammen)“ und „Verteidigen“ benannt. Daraus kann geschlossen werden, dass die Solidarität im Gegensatz zur Sozialen Unterstützung vor allem auch durch den Begriff des Kollektivs geprägt ist, durch ein gemeinsames Entstehen für einen bestimmten Zweck und das Verteidigen einer Sache.

### 4.3 Aspekte der Solidarität aus der Sicht armutserfahrener Menschen

Mit dem Verständnis von Solidarität der Gruppenmitglieder als Basis werden in diesem Kapitel die aus den Diskussionen und Interviews hervorgegangenen Aussagen mit Bezug zu den Fragestellungen der Arbeit präsentiert. Um den Meinungen der armutserfahrenen Menschen einen hohen Stellenwert und dadurch angemessenen Platz zu geben, werden sie praktisch unkommentiert dargestellt. Die Kommentare des Autors sind in erster Linie dazu da, um einen roten Faden durch die Aussagen zu bieten. Verbindungen mit der Theorie und persönliche Stellungnahmen werden erst im nächsten Kapitel gemacht.

Da vor allem die inhaltlichen Resultate im Vordergrund stehen sollen, sind die Aussagen nach einer thematischen und nicht nach einer zeitlichen Logik sortiert.

#### 4.3.1 Erlebte und gelebte Solidarität

Das letzte Kapitel hat aufgezeigt, was die verschiedenen Menschen unter Solidarität und Sozialer Unterstützung verstehen. Doch wie werden diese in der Praxis tatsächlich erlebt?

#### Gegenseitigkeit der sozialen Unterstützung

Wie im Laufe dieser Studie gut zum Vorschein gekommen ist, funktioniert Solidarität reziprok, besteht also aus Nehmen und Geben. Dies bestätigt so auch ein Mitglied der Diskussionsgruppe:

*Ich denke auch an die Gegenseite. Es sollte als Austausch aufgebaut sein.*  
(G1, 56)

Solidarische Aktionen sollten laut dieser Aussage also in der Form eines Austauschs geschehen. Dass dies jedoch nicht immer so erlebt wird, zeigen folgende Beispiele:

*Die Leute denken nur ans Nehmen aber nie ans Geben. Das ist ziemlich böseartig.*  
(G1, 23)

*Man gibt, man bekommt nichts aber das macht nichts. [...] Ich habe immer geholfen. Ohne Austausch, ohne eine Gegenleistung.*  
(G1, 118)

*Sobald ich eine kleine Sache bräuchte ist niemand mehr da.*  
(G1, 111)

Diese Aussagen zeugen von einer Frustration gegenüber dem Egoismus, der den Personen teilweise in der Gesellschaft entgegengebracht wird. Zu beachten ist jedoch, dass Solidarität nicht heissen muss, dass stets direkt eine Gegenleistung erwartet wird. Folgende Beispiele heben dies deutlich hervor:

*Man bekommt trotz allem etwas zurück. Es kommt nicht zwingend dann, wenn man es erwartet. Nicht von der Person, der du geholfen hast aber es man bekommt irgendwann von jemand anderem etwas zurück.*  
(G1, 125)

*Man sollte sowieso geben ohne etwas zurück zu erwarten, was auch immer das ist. Hingegen kommt es nicht zwingend von der Person, der du geholfen hast.*

(G1, 128)

## Missbrauch von Hilfe

Doch kann es auch zu viel Unterstützung sein? Kann Solidarität auch zu einem Zwang werden, bei dem sich die unterstützungsbereiten Personen ausgenutzt fühlen, da sie sich nicht genügend abgrenzen können?

*Ich habe Leute, die kommen speziell zu mir, weil sie wissen, dass ich ein bisschen die Ehrlichkeit in Person bin. Ich habe Leute, die kommen automatisch zu mir um für etwas zu fragen.*

(G1, 138)

*Ich schaffe es auch nicht wirklich nein zu sagen. Es passiert mir deshalb, dass ich Leuten helfen, die zu oft zu mir kommen und von denen ich weiss, dass sie mir es nie zurückgeben werden. Aber ich habe trotzdem grosse Mühe, schlicht und einfach nein zu sagen und niemandem mehr zu helfen.*

(G1, 113)

*Sie hat keine Grenzen weil sie sehr schnell nach etwas fragt. Ich habe nicht die gleiche Beziehung zu ihr wie andere. Weil ich weiss, wenn sie mir etwas hätte zurückgeben können... keine Frage. Die anderen sehen sie als jemanden der von allen profitiert.*

(G1, 149)

Es kommt also auch darauf an, welche Beziehung man zu der Person hat, die die Unterstützung bietet. Doch selbst bei Menschen die einem nahe stehen, kann eine Schmerzgrenze erreicht werden, bei der man sich nicht mehr wohlfühlt:

*Es gibt Leute die profitieren davon um wirklich zu missbrauchen. Jemand der jedoch tatsächlich Hilfe nötig hat: ein Mal, zwei Mal, danach wollen sie nicht mehr. Jemand der hingegen immer „Ja ja ja“ sagt, der pausenlos um etwas fragen kommt, der keinen Respekt hat vor Dingen wie Missbrauch oder anderen Sachen.*

(G1, 130)

Diese Grenzen zu fühlen, ist nicht immer einfach. Ist man hingegen selbst in so einer Situation, so stellt man zudem fest, dass man (wenn nicht schon von Beginn an) nach einer Zeit das Gefühl bekommt, der anderen Person zur Last zu fallen.

*Wenn du siehst, dass die Situation andauert, kannst du nicht so weiterfahren. Wenn die Situation andauert ist man gezwungen zu etwas anderem zu gehen.*

(I1, 368)

*Weil sie haben noch mehr Probleme als wir. Ich komme und mache noch mehr Probleme denke ich. Das überbordnet manchmal. „Wer ist dieser Herr, den du da mitbringst?“*

(I3, 169)

## Schwierigkeit Hilfe anzunehmen und zu geben

Das Gefühl, anderen zur Last zu fallen, führt schliesslich dazu, dass man sich nicht mehr getraut, Menschen um Hilfe zu bitten:

*Ich habe eine Nachbarin, die hat extreme Sorgen und alles... [...] Sie fragt mich nie um etwas, sie versucht wirklich, sich selbst durchzuschlagen.*  
(G1, 155)

*Ich habe mich nicht getraut, es meinem Grossvater zu sagen, da ich ihn wenig kannte. [...] Als wir dann angefangen haben, Sorgen zu haben, als ich gemerkt habe, es geht nicht – ich habe mich nicht getraut. Obwohl er das Geld hatte. Ich hätte das Haus meiner Eltern nicht verloren, all das.*  
(I1, 309)

*Diese Fragen habe ich auch. Ich getraue mich nicht, Leute zu stören. Ich getraue mich nicht. [...] Du kannst nicht in die private Familie eintreten. Ich will nicht ins Privatleben der Leute eintreten. [...] Was würden diese Leute denken?*  
(I3, 176)

Dass Hilfe suchen oder annehmen nicht einfach ist, mag einleuchtend wirken.

*Es ist nie [einfach], wenn du jemanden um Geld fragen musst.*  
(I1, 330)

Dass es sich dabei aber nicht nur um Menschen handelt, die Unterstützung suchen, sondern dass auch helfen nicht einfach ist, zeigt folgendes Beispiel, welches von einem Gruppenmitglied erzählt wurde:

*Ich habe von einem Pfarrer gehört, der eine Spende erhalten hat und dem man gesagt hat „Lasst die Familien in Not davon profitieren“. Da hat er gesagt „Ich weiss nicht einmal, ich getraue mich nicht einmal sie zu fragen.“ Es gab ein paar Familien aber er hat gesagt „Ich getraue mich nicht weil sie nie darüber sprechen“. Also selbst der Pfarrer. Er hat sich nicht getraut ihn vorzuschlagen „Voilà, ich habe Geld erhalten. Die Fr. 200.- hier könnten euch helfen“ weil er gesagt hat „sie sprechen nie darüber, ich möchte sie nicht...“. Das ist Teil unserer typischen Schweizer Art. Man spricht nicht darüber.*  
(G1, 157)

Ein typisch Schweizerisches Problem also? Diese Scham, über Armut zu sprechen hat sicherlich mit der Kultur und der Sicht der Gesellschaft zu tun, in der man lebt. Denn wenn jemand sagt, „Was werden sie denken, die Leute?“, dann geht es dieser Person in erster Linie darum, das Gesicht gegen aussen, in der Gesellschaft, nicht zu verlieren.

### 4.3.2 Erlebte Armut

#### Schamgefühl gegenüber der Gesellschaft

Armut muss versteckt werden und es sollten so wenige Leute wie möglich von der Situation erfahren, in der man lebt:

*Mein Ehemann will nicht, dass man darüber spricht. [...] Er sagt „Nein, die Leute haben nicht zu wissen warum, wie, was uns passiert ist.“ Und ich spreche noch weniger darüber wenn Mi3 dabei ist. Ich habe ihm nie gesagt, er weiss nicht einmal... Weil Mi3 ist manchmal nicht sehr diskret. Voilà, deshalb spreche ich nie darüber. Weil er sonst sagt „Ah ja, ich kenne jemanden, der hat...“*

(11, 158)

Diese Scham und Peinlichkeit, die Situation anderen Menschen gegenüber zuzugestehen, kommen in mehreren Aussagen gut zum Vorschein. Speziell schwierig ist es dabei gegenüber Bekannten und Familienmitgliedern:

*Zu Beginn habe ich es niemandem gesagt. Als wir herausgeworfen wurden, habe ich niemandem etwas gesagt. Die Scham... Danach habe ich mir ständig gesagt „Mein Gott, wenn meine Eltern da wären... Oder sie müssen sich schon im Grab umdrehen...“*

(11, 302)

*Wenn ich nur in der Nacht hätte rausgehen können, damit man mich nicht sieht... Zu Beginn hätte ich es gemacht. Vor allem, habe ich mir gesagt, vorausgesetzt ich treffe nie jemanden, den ich kenne.*

(11, 335)

Dies kann zur Situation führen, dass sich die indirekt betroffenen Personen nach einiger Zeit beinahe mehr schämen, als die Menschen, welche in ärmlichen Verhältnissen leben selbst:

*Mir ist [der Blick der anderen] egal. Ich fühle mich gut.*

(12, 260)

*Und dann gewöhnst du dich daran. [...] Als mein Vater gesehen hat wo wir wohnten, ich kann dir sagen... Weissst du, was er mir gesagt hat? „Du sagst nie jemandem aus der Familie wo du wohnst!“*

(11, 337)

Doch nicht nur gegenüber der Familie und Bekannten ist man schwierigen Situationen ausgesetzt. Auch die Sicht von unbekannten Menschen kann sehr belastend wirken:

*Als meine Tochter zur Schule ging, kamen sie hinauf [...] Und die Eltern haben gesehen dass C. hier gewohnt hat. Sie haben gesagt „Ihr verbringt keine Zeit mit ihr, ihr sprecht nicht mit C.“ Sie haben den Kindern gesagt, sie sollen nicht mit C. sprechen, nicht mit ihr spielen.*

(12, 248)

*Ich sage Unterwürfigkeit, weil man dich in der Strasse wie einen Armen ansieht. Wie soll ich sagen? Wie ein Typ der unnütz ist, der nichts wert ist. Niemand kümmert sich um dich, du hast nichts zu melden, niemand nimmt sich dir an. Niemand braucht dich. Es war ihnen egal, sie haben sich lustig gemacht. Es hat niemanden gegeben, der sich interessiert hätte.*  
(13, 83)

Diese Erfahrung, als wertlos behandelt zu werden, machen die Menschen insbesondere auch in Bezug auf die Sozialhilfe. Seine eigene Situation zu ertragen ist schon schwer genug, doch noch schwerer ist es, mit den Blicken und der Stigmatisierung anderer Menschen umzugehen.

*Ich kann nicht zur Sozialarbeit zurückkehren weil es mich beschämt. Und dann schauen dich die Leute schlecht an, du bist ein Sozialfall, du bist eine Null. Wir haben wirklich wie eine Null gelebt. Du wirst wie ein Kind behandelt.*  
(13, 304)

Besonders speziell ist die Situation für jemanden, der früher in finanziell besser gestellten Verhältnissen gelebt hat und sich seiner eigenen oberflächlichen Wahrnehmung bewusst wird.

*Ich war früher Teil dieser Leute die sagen „Ah gut, die, die beim Sozialen sind. Schau mal, die sind weniger als nichts, das sind aufgeschmissene Leute.“ Voilà, ich war selbst auch Teil davon.*  
(11, 332)

### **Antriebsquellen um Kraft zu sammeln und nicht aufzugeben**

All diese Schwierigkeiten kosten viel Kraft und schwächen die Menschen oftmals gar noch mehr, als es sie stärken und ihnen Hoffnung geben würde.

*Es braucht viel Energie um weiterzukämpfen und ich verstehe, dass es Leute gibt, die die Armen senken. Weil du hast keine Kraft mehr. Da durchgegangen zu sein, den Abgrund gesehen zu haben, in den du beim Sozialen fällst...*  
(11, 287)

Der Hauptgrund, weshalb diese Person niemals aufgegeben hat und weitergekämpft hat, waren in erster Linie ihre Kinder.

*Wenn du Kinder hast... Zumindest die Kinder sollen essen. [...] Wenn ich vielleicht keine Kinder gehabt hätte, die Dinge hätten sich vielleicht nicht so entwickelt. Weil da hast du die Kinder. Du sagst dir „gut, sie haben nicht gewählt hier zu leben“. Also bist du gezwungen für sie zu kämpfen. Es sind eigentlich also die Kinder, die dir die Kraft geben.*  
(11, 176)

Auch die Art und Weise, wie man mit der Situation umgeht, kann helfen, nicht aufzugeben:

*Manchmal habe ich gelacht, weil ich eine spezielle Art Humor habe. Ich habe den Kühlschrank aufgemacht... mit ein bisschen Butter darüber wird das schon gehen. (lacht) Grosser Luxus [...] Ich schaffe es noch zu lachen auch wenn die Situation sehr... Es ist weit entfernt, lustig zu sein aber das ist es, was mich gerettet hat: ich habe mich abgehärtet.*  
(11, 173)

#### 4.3.3 Zum System der Sozialen Sicherheit

Alle der befragten Personen haben oder hatten zu einem Zeitpunkt Kontakt zur Sozialhilfe. Die Meinung zum System der Sozialen Sicherheit und insbesondere der Weise wie die Sozialhilfe funktioniert, fallen jedoch unterschiedlich aus.

##### Meinungen zur Sozialhilfe

Die Personen, welche in dieser Arbeit zu Wort gekommen sind, sind sich allesamt einig, dass die Existenz der Sozialhilfe wichtig ist:

*Zum Glück existiert diese Hilfe. Und wenn du einmal da bist, kannst du wenigstens essen.*  
(11, 193)

*Generell ist es fabelhaft. [...] Das ist trotz allem nett, weil ich keine Schweizerin bin.*  
(12, 190)

*Es hilft bei kleinen Dingen. Es hilft für die Wohnung, es hilft für die Versicherung, aber mehr hilft es nicht.*  
(13, 368)

Dass die Sozialhilfe Grenzen hat und nicht alles abgedeckt werden kann, zeigt bereits der letzte Satz. Die folgende Aussage bestätigt, dass mit der Sozialhilfe die Probleme bei weitem noch nicht gelöst sind.

*Jedes Mal wenn ich von Leuten, die bei der Sozialhilfe sind, sagen höre, es sei ein Überleben, so kann ich das gut verstehen.*  
(11, 194)

Dass viele Menschen aber darüber hinaus eine extrem negative Meinung über die Art und Weise haben, wie die Hilfe des Staates funktioniert, wirft doch einige Fragen auf. Das geht soweit, dass eine Person der Meinung ist, das System hätte ihr letztlich beinahe mehr geschadet als geholfen.

*Es hätte mich zerstört, das System. Ich sage es ist schlimmer als eine Gemüse-Schneidemaschine. Nein nein, man muss wirklich stark sein.*  
(11, 297)

In der Folge werden einzelne Aspekte der Sozialhilfe genauer betrachtet, welche in den Interviews zum Vorschein gekommen sind.

## Der Teufelskreis der Abhängigkeit

Mehrere Personen beschreiben eine Art Teufelskreis in den man hineingezogen wird, sobald man von der Sozialhilfe unterstützt wird.

*Wenn du einmal beim Sozialen bist, macht man nichts um dir zu helfen, um dich da rauszubekommen, man zieht dich nur noch mehr hinein. [...] Du musst alles gehen lassen. Es fängt mit Strafverfolgungen an und darauf hat es wieder Zinsen... Ich finde das lächerlich. Das ist sowas von lächerlich. Das sperrt dich noch mehr ein.*

(11, 293)

Um nicht gezwungenermassen in diesen Strudel zu geraten, schlägt eine Person eine parallele finanzielle Hilfe vor:

*Es sollte etwas existieren neben der Sozialhilfe, auch wenn es etwas ist, das die Leute zurückzahlen müssen. Ich sage nicht geben, das ist nicht das Ziel. Aber schlicht damit die Menschen nicht in diese Spirale fallen.*

(11, 399)

## Bürokratie statt Menschlichkeit

Ein Punkt, der oft beanstandet wurde, ist die mangelnde Menschlichkeit im bürokratischen System der Sozialhilfe:

*Das Soziale war schlicht ein Horror [...] Horror deshalb, weil du zur Sozialhilfe gehst und nichts hast. Aber alles muss gemacht werden, man muss ein Dossier eröffnen, man muss eine Ermittlung über dich machen. Und du bist da und du sagst dir: „aber ich habe nichts zu essen“. „Ah aber wir können nichts machen solange...“*

(11, 190)

*Leider ist die Sozialhilfe heute nicht einmal mehr menschlich, meiner Meinung nach. Es ist nur noch Papierkram.*

(11, 412)

## Mangelnde Zeit und Effizienzdruck

Eine wichtige Rolle spielt dabei auch die Zeit. Dadurch, dass ein Sozialarbeitender effizient agieren muss, bleibt ihm oft wenig Zeit, um sich mit den Personen wirklich vertieft auseinanderzusetzen.

*Sie haben also nicht einmal Zeit [...] Sie haben x Dossiers zu behandeln pro Tag. Voilà, tu bist beinahe eine Nummer.*

(11, 413)

*Es gibt genau fünf Minuten, es gibt 10 Minuten, 20 Minuten, schnell und gut. Keine Zeit um etwas so zu erklären, dass es jeder versteht. [...] Sie sind in Minuten eingeschränkt. Du kannst nicht zwei, drei, vier Stunden bleiben.*

(13, 295)



Einen Grund, weshalb man nicht zwei, drei Stunden bleiben kann, finden die Interviewpartner in den ganzen Rahmenbedingungen, Vorgaben und Gesetzen, welche die Sozialarbeitenden zu respektieren haben:

*Es gibt zu viele Regeln, zu viele... Du bist gezwungen so und so viele Fälle pro Monat zu machen... [...] Du bist zu eingeschränkt.*  
(G3, 229)

*Sie haben einen Chef. Es gibt Gesetze, die man respektieren muss. Ich kenne die Gesetze nicht... [...] Sie haben Gesetze. Und darüber einen Chef der Gesetze.*  
(I3, 284)

Oftmals fehlt es auch an der nötigen Koordination zwischen den verschiedenen Diensten, weshalb die Menschen oft erfolglos von einem Ort zum anderen geschickt werden:

*„Ah, das ist nicht hier, man muss dahin gehen. Das ist nicht hier, man muss dorthin gehen“. Da bringen sie dich zum Laufen.*  
(I3, 100)

### **Unverständlichkeit und Komplexität der Sprache**

Dass es in dieser kurzen Zeit oft zu Missverständnissen kommen kann, liegt daher auf der Hand. Gerade wenn jemand Unsicherheiten hat mit der Sprache oder mit den Ausdrücken, welche verwendet werden.

*Früher hatte ich Angst zu sprechen weil ich nicht gut französisch gesprochen habe. Die Leute haben sich über mich lustig gemacht. [...] Nein nein, das ist die Sprache.*  
(I3, 179)

*Das Wort lassen, das Wort geben. Das ist wichtig für uns. Sich ausdrücken lassen. Sie sprechen und sprechen und sprechen und man versteht nichts von dem, was sie sagen. Weil sie haben eine andere Art von Sprache.*  
(I3, 293)

Doch auch wenn jemand sprachlich gut versteht, worum es geht, heisst das noch nicht, dass er sich auch ausdrücken kann. Wenn man sich denn überhaupt die Zeit nimmt, ihn ausreden zu lassen.

*Es gibt Leute die haben Mühe sich auszudrücken, die Schwierigkeiten haben. Es gibt gewisse Schweizer, die sich nicht ausdrücken können vor Leuten in Krawatten oder Fliegen. Vor Menschen, die gut angezogen sind. Tu kommst wie ein Bettler, „wird er dich akzeptieren?“*  
(I3, 148)

*Manchmal lassen sie dich nicht sprechen. Sie sprechen andauern „tutututut“ und manchmal versteht man überhaupt nichts.*  
(I3, 238)

*Du bleibst in einem Moment blockiert, Du kannst dich nicht ausdrücken. Weil du sagst Dinge, worauf er sich sagen wird „Was sagt dieser Herr? So spricht man nicht“. Man muss wissen, wie sprechen.*

(I3, 185)

Doch gibt es durchaus auch positive Beispiele, welche zeigen, wie zu jemandem Vertrauen aufgebaut werden kann:

*Die erste Frau, die ich auf der Sozialhilfe kennengelernt habe, war tiptop, es war eine sehr erfahrene Dame. Sie hat mir zugehört, als ich über Schwierigkeiten gesprochen habe, hat sie mir zugehört. Sie hat die Dinge Schritt für Schritt erklärt. Sie hat mir erklärt, dass ich „Stop, ich verstehe nicht, was das heissen soll“ sagen muss. Sie hat langsam gesprochen. Und ich habe begonnen zu sprechen, zu wagen. Nach und nach.*

(I3, 251)

### Die Beziehung zu den Sozialarbeitern

Dies alles hat also stark mit der Beziehung zu tun, welche man mit der Person beim Sozialamt aufbauen kann und mit dem Umgang, den man pflegt. Vertrauen und Respekt sind dabei die Basis:

*Ich suche eine Vertrauensperson. Mit Vertrauen kann man etwas machen. Und ohne Vertrauen macht man nichts.*

(I3, 177)

*Wenn die Person ankommt, muss man sie respektieren. Die Leute müssen sagen „Guten Tag, wie geht es?“ Respekt haben. „Monsieur, möchten Sie einen Kaffee? Möchten sie etwas?“. Um sich zu beruhigen.*

(I3, 142)

Doch fehlen in vielen Fällen eben genau diese Punkte im Umgang zwischen Sozialarbeitenden und den Leistungsbezügern:

*Ihr war es egal. [...] Sie hört dir nicht einmal zu. [...] Wenn ich mit meinem Hund spreche, er versteht mehr.*

(I2, 152)

*Man infantilisiert die Leute.*

(I1, 290)

Dieser zum Teil wenig respektvolle Umgang zeigt sich auch in gewissen Aussagen, welche sich die Interviewpartner haben anhören müssen.

*Eine Sozialarbeiterin: „Ich denke Sie sind depressiv“. Ich sagte „Nein, ich bin nicht depressiv“. „Ja aber schlussendlich...“ Da sind wir krank. Weil, falls sie es schaffen würde, mich mit allen Mitteln als depressiv durchgehen zu lassen... ich hatte Angst, dass man mir die Kinder entziehen würde.*

(I1, 209)

*„Wie geht das? Mit diesem Geld, das reicht längstens“. Sie macht diese Rechnung, danach ist alles einfach. „Monsieur, Sie müssen den Gurt ein wenig enger schnallen“ hat sie mir gesagt. Was willst du den Gurt enger schnallen wenn ich schon so dünn bin? Ah, ich war genervt als sie mir das gesagt hat.*

(I3, 378)

Eine Person führt diesen Fakt auf das junge Alter und die dadurch zum Teil mangelnde Erfahrung im sensiblen und angepassten Umgang zurück:

*Diese Leute auf dem Sozialamt, es hat nur Junge. Die jungen Mädchen haben keine Erfahrung. Erfahrung, drei, vier Jahre. Sie haben eine Lehre, ein Diplom aber das ist nicht genug.*

(13, 363)

### **Umfassende Kontrolle und Leistungszwang**

Ein anderer Punkt, der von mehreren Interviewpartnern hervorgehoben wurde, ist die ständige Kontrolle und die mangelnde Freiheit, sobald man einmal im System drin ist:

*"Aber Madame, wir geben Ihnen das Geld für das, das, das, das, das und nichts anderes."*

(11, 292)

*Man gibt dir das Geld und du hast den Eindruck du seist bei allem kontrolliert. Du kannst nicht darüber verfügen wie du willst, weil du die bezahlten Rechnungen mitbringen musst. [...] Man sagt dir, das ist für das Telefon, das ist für die Elektrizität, das ist für die Kleider der Kinder [...], das ist für den Bus. Und dann muss noch das Apartment bezahlt werden. Und was dann noch bleibt ist fürs Essen [...]. Aber wir konnten es nicht anders machen. Sonst hätte es keine Hilfe gegeben.*

(11, 386)

*Sie hat mir gesagt „Diese Ziele: jedes Mal, wenn Sie etwas machen, müssen Sie es auf diesem Blatt notieren. Wenn Sie zu ATD Quart Monde gehen, wenn Sie zu Ihrer Mutter gehen, schreiben Sie „Ich war bei meiner Mutter“. Wenn sie ins Bistro gehen, werden Sie schreiben „im Bistro“. Diese Ziele kenne ich nicht. Danach hat sie mir gesagt "Ah, wenn Sie das nicht machen, ziehen wir Fr. 300.- ab“. Ein anderes Mal hat sie mir gesagt „Wir bezahlen die Leute nicht um vom Morgen bis am Abend auf der Couch zu schlafen.“*

(13, 272)

Eine Person berichtet gar von einer Erfahrung, bei der sie von der Sozialhilfe zu Hause Besuch bekam.

*Das System ist zu stark überwacht. [...] Sie kontrollieren und danach kommen sie auch nach Hause. Das ist mir passiert. [...] Der Chef des Hospizes, der grosse Direktor. Er kommt zu mir nach Hause, er fängt an das Apartment zu betrachten. „Kann ich Ihr Zimmer sehen?“ Das Zimmer der Kinder, den Salon, den Kühlschrank, all das. Er schaut, danach fragt er mich: „Haben Sie ein Klavier? Haben Sie Gemälde?“ Ja, ich habe Bilder von Picasso... Ich habe mich gefragt, wo wir hier eigentlich sind: jemand der kommt, der den Kühlschrank öffnet, der das ganze Durcheinander anschaut... Vor meinen Kinder. [...] Was will er mir wegnehmen?*

(13, 372)

#### 4.3.4 Solidarisches Handeln

Doch Solidarität und soziale Unterstützung wird nicht nur erlebt - all die Menschen, welche in dieser Arbeit zu Wort gekommen sind, engagieren sich auch für andere. Die Beweggründe können dabei sehr unterschiedlich sein.

##### Gründe für solidarisches Denken

Mehrere Personen vermuten die Wurzeln ihres solidarischen Denkens in der Art und Weise, wie sie erzogen worden sind:

*Mutter hat uns immer gelehrt, wir waren immer nett.*  
(G1, 93)

*Ich wurde auch so erzogen, als ich klein war. Selbst wenn man nicht viel hat, muss man den Leuten helfen.*  
(G1, 105)

Andere begründen ihre Aktionen mit ihrem Glauben:

*Ich glaube an Gott. Ich war unglücklich in meinem Leben, auch deshalb mache ich es [...] Auch wenn ich Rückschläge einstecken muss, das macht nichts. Ich bete. Also gebe ich etwas an Gott.*  
(G1, 83)

Auch kann die Motivation schlicht darin zu finden sein, dass man sich gut fühlt oder einfach gerne anderen hilft:

*Es gibt auch die persönliche Befriedigung, nicht zwingend materiell. Sich einfach zu sagen, dass man etwas Gutes getan hat.*  
(G1, 120)

*Es gibt Leute die machen das von Herzen, Freiwillige, welche einfach glücklich sind, den Nahestehenden in ihrem Dorf helfen zu können.*  
(G1, 63)

Doch glauben nicht alle an diese schöne Vorstellung und vermuten in den Aktionen auch ein verstecktes Interesse:

*Manchmal kann man seine Zweifel haben. Im tiefen Innern der Aktion, meint er es wirklich ehrlich?*  
(G1, 44)

*Es gibt vielleicht solche, die einen Nutzen daraus ziehen aber nicht zwingend alle.*  
(G1, 62)

## Das persönliche Engagement

Sich anderen gegenüber solidarisch zu verhalten ist eine Sache. Sich jedoch darüber hinaus zu engagieren, eine andere. Alle Menschen, die in dieser Studie zu Wort gekommen sind, haben einen Kontakt zu ATD Quart Monde. Die Gründe, weshalb sie Teil der Gruppe geworden sind, sind jedoch ebenfalls verschieden.

Einige sind zu einem Zeitpunkt zur Gruppe gestossen, an dem sie in ihrem Leben selbst einige Schwierigkeiten hatten und haben bei ATD Quart Monde in erster Linie auch Unterstützung gefunden:

*Es gab eine Zeit, da hatte ich Unterstützung nötig. [...] Und mehr Aktivitäten und Freizeitangebote, welche ich meiner Tochter nicht bieten konnte.*  
(G3, 278)

*Manchmal hat man Unterstützung nötig, auch für einen Moment. Weil zu einem Moment war ich auch in sehr schwierigen Situationen. Mit den Kindern und allem. Und dann ist noch die andere Sache passiert. Ich brauchte also ein bisschen etwas, das mich unterstützt.*  
(G3, 294)

*Ich habe Gehör gefunden und die Möglichkeit Aktivitäten zu machen, eine Unterstützung. Jetzt habe ich nicht mehr die gleichen Schwierigkeiten aber ich habe noch immer diese Lust, gesellige Momente zu teilen und anderen zu helfen, andere zu unterstützen.*  
(G3, 338)

Wie das letzte Zitat zeigt, hat sich diese Unterstützung im Laufe der Zeit zu einer Gegenseitigkeit entwickelt. Die Motivation wurde nach und nach, sich für eine Sache oder einen Wandel einzusetzen und gegen die Ungerechtigkeiten auf der Welt anzukämpfen. Dies zeigen die unterschiedlichen Gründe, weshalb sich die Mitglieder der Gruppe engagieren:

*Grundsätzlich ist es schon um etwas zu verteidigen.*  
(G3, 270)

*Damit sich etwas ändert.*  
(G3, 272)

*Menschen, die sich durch Nahrungsmittel Milliarden machen wenn es gleichzeitig Menschen gibt, die vor Hunger sterben. Kinder, die vor Hunger sterben...*  
(G3, 273)

*Wirklich Leute zu verteidigen, die in Armut leben.*  
(G3, 282)

*Ich mag keine Ungerechtigkeiten, deshalb...*  
(G3, 282)

*Zusammen überlegen, welche Lösung es dafür gibt. Sagen, dass die Bewegung existiert, zeigen, dass es eine Möglichkeit gibt da raus zu kommen.*  
(G3, 285)

## **Einfluss des Erlebten auf das Engagement**

Doch hat der Fakt, dass alle Mitglieder der Diskussionsgruppe finanziell schwierige Zeiten erlebt haben, einen Einfluss darauf gehabt, dass sie sich heute für andere engagieren?

Die Vergangenheit hat die Menschen sicherlich geprägt und zu dem gemacht, was sie heute sind.

*Dieser Lebensverlauf hat gemacht dass ich die Person bin, welche ich heute bin. Rücksichtsvoller gegenüber anderen. Das war nicht zwingend der Fall, als ich jung war.*  
(I1, 19)

*Das macht mich heute stärker.*  
(I3, 420)

Eine Person bezieht sich auf das Schicksal und kann so der schwierigen Zeit gar etwas Positives abgewinnen:

*Für mich war sogar diese Abfahrt zur Hölle kein Zufall. Und ich habe mir gesagt, was muss ich davon mitnehmen? Und eines Tages, ich weiss nicht ob man Erleuchtung sagen soll, habe ich mir gesagt „Voilà, ich bin hier weil ich anderen Personen helfen muss“.*  
(I1, 128)

Das Erlebte kann also durchaus dazu führen, dass man sich entscheidet, sich für andere zu engagieren. Dies bestätigen auch folgende Aussagen:

*Wenn du Schwierigkeiten erlebt hast, sei das finanziell, moralisch oder was auch immer... Wenn du Personen triffst mit denen du die Möglichkeit hast zu teilen ohne dass man dich nach deiner Vergangenheit bewertet... Da sagst du dir, dass du das auch jemandem geben kannst.*  
(G3, 325)

*Mein Mann und ich, wir sind trotz allem gebildete Leute, wir hatten jedenfalls etwas um uns zu verteidigen. Und wir sind da trotzdem hineingeraten. Seit da habe ich mir gesagt, wenn ich Menschen helfen kann... Weil wenn du Angst hast zu sprechen, wenn du dich nicht gut auszudrücken verstehst...*  
(I1, 282)

Jemand erzählt gar von einem Beispiel einer armutsbetroffenen Person, welche sich durch ihre Erlebnisse dazu ermuntert fühlte, Soziale Arbeit zu studieren um sich dann für andere einzusetzen. Nicht als Sozialarbeitende, sondern als Volontärin bei ATD Quart Monde.

*Statt Sozialarbeiterin zu werden hat sie sich entschieden, Volontärin bei ATD Quart Monde zu werden. [...] Sie hat eine wirkliche Erfahrung bezüglich Armut. [...] Was sie erlebt hat, nimmt sie als eine Chance wahr. Und sie hat wirklich Lust, diese Chance anderen zurückgeben zu können.*  
(G3, 223)

#### 4.3.5 Wünsche für einen würdevolleren Umgang mit der Armutsthematik

Es fällt besonders auf, wie Menschen in dieser Studie die Ignoranz gegenüber dem Thema Armut und den Mangel an Menschlichkeit und Bereitschaft, andere zu unterstützen, anprangern. In diesem Sinne lassen sich auch die Wünsche für einen ehrlicheren und würdevolleren Umgang mit der Problematik verstehen:

*Man sollte nicht Egoist sein, man muss Realist sein. Es gibt Leute die in Armut leben.*  
(I3, 28)

*Man muss zur Menschlichkeit zurückkommen. Schon mal nur das. Zu diesem menschlichen Aspekt zurückkommen wo der Sozialarbeiter wenigstens ein bisschen mehr Zeit hat um mit der Person gegenüber zu verbringen.*  
(I1, 418)

Oder wie es eine Person ganz einfach sagt :

*Es bräuchte ein wenig mehr Liebe zwischen den Menschen.*  
(I2, 231)

## 5 Diskussion der Aussagen zu Solidarität in der Armut

### 5.1 Stellenwert der verschiedenen Formen von Solidarität

**Hypothese:** Institutionalisierte Solidarität ist im Leben der befragten Personen stärker präsent als persönliche.

Die aus den Gruppendiskussionen und Einzelinterviews hervorgegangenen Aussagen gehen auseinander. Gewisse Personen wurden in schwierigen Phasen sehr stark von Freunden und Familie unterstützt, andere hatten diese Möglichkeit nicht und waren vornehmend auf die Unterstützung von Institutionen angewiesen.

Dass alle in der Studie zu Wort gekommenen Personen Kontakte zu Institutionen haben, hängt natürlich in erster Linie damit zusammen, dass ich Menschen befragt habe, welche sich mit ATD Quart Monde engagieren. Dass die drei Interviewpartner jedoch alle zu einem Zeitpunkt Hilfe von der Sozialhilfe erhalten haben, ist zwar naheliegend, hätte aber auch anders sein können.

Ihren Aussagen kann entnommen werden, dass in erster Linie alles Mögliche versucht wird, um sich mit der Unterstützung von nahestehenden Personen durchzuschlagen. Dies stimmt mit den Resultaten der Studie der Fachhochschule Bern (Benz, Birne, Ruchti, 2013) überein, welche von einer Zeitspanne von durchschnittlich drei Monaten spricht, bevor sich jemand beim Sozialdienst meldet. Dauert die Phase der Hilfsbedürftigkeit danach aber weiter an, so scheint mit der Zeit von beiden Seiten die Weiterführung der Unterstützung schwierig zu werden: Der Unterstützte fühlt sich nicht wohl bei dem Gedanken, andere Menschen in seine Probleme hineinzuziehen und der Unterstützer kann sich nach einer Weile auch ausgenutzt fühlen.

Der von Luhmann (2010, 67) beschriebene Fakt, dass Hilfe zu einer „erwartbaren Leistung“ geworden ist, stimmt deshalb meiner Meinung nach nur teilweise: Obwohl zwar die Möglichkeit besteht, vom Staat Hilfe zu bekommen, bedeutet es einen grossen und schwierigen Schritt, diese Hilfe auch anzunehmen. Das hängt unter anderem damit zusammen, dass diese Unterstützung in der Gesellschaft zu wenig als Recht angeschaut wird. Zudem schätzen es viele Menschen als unwahrscheinlich ein, einmal selbst in eine solche Lage zu kommen (Felber, 2008, 17), weshalb die Akzeptanz in gewissen sozialen Kreisen eher gering ist.

Doch ob sie nun von persönlicher oder institutionalisierter Seite kommt - aus den Interviews geht klar hervor, dass Unterstützung suchen und annehmen in jedem Fall schwierig ist. Was hingegen für die Hypothese spricht, ist der Fakt, dass Menschen, welche von Armut betroffen sind, dies am liebsten geheim halten würden. Denn ihnen kommt ein eher anonymer Bezug von Hilfe, wie ihn die Sozialhilfe darstellt, entgegen, da sie ihre Geschichte niemandem aus dem Bekanntenkreis erzählen müssen. Denn wenn jemand erzählt, er habe gutbetuchte Familienmitglieder, habe diese aber aus Stolz oder Scham nicht um Hilfe zu bitten gewagt, heisst das, dass es in der Tat wichtiger ist, das Gesicht zu wahren, als den Lebensstandard.

All diese Faktoren führen letztlich zur Situation, dass Armut versteckt bleibt und gar zu einem Tabu wird. Dies hat des Weiteren zur Folge, dass in einem reichen Land wie der Schweiz die ganze Armutsthematik verwässert wird und Menschen das Gefühl haben, Armut existiere gar nicht (Schmid, Tecklenburg, 2005, 143).

Was auffällt, ist der Fakt, dass bei praktisch allen zu Wort gekommene Personen das Vertrauen in die Solidarität und Hilfsbereitschaft der Mitmenschen angekratzt ist. Einzelne



fühlen sich gar betrogen, da sie der Meinung sind, sie würden viel geben, selten aber etwas zurückbekommen. Dies führt dazu, dass diese Menschen auch ihre eigene Bereitschaft zur Solidarität in Frage zu stellen beginnen. So eine Reflexion kann gefährlich sein, denn wenn jeder so zu denken beginnt, ist bald niemand mehr bereit andere zu unterstützen. Diesbezüglich wird deshalb auch ganz klar die Wichtigkeit hervorgehoben, geben zu können, ohne eine direkte Gegenleistung zu erwarten. Irgendwann komme doch wieder etwas zurück, wenn auch nicht zwingend von derselben Person.

Betreffend den Einzelinterviews, ist festzuhalten, dass die lokale Verwurzelung eine Rolle spielen kann. So hat die Schweizer Interviewpartnerin beispielweise erwähnt, dass sie im schlimmsten Fall bei Jugendfreunden hätte leben können. Andere, welche nicht in der Schweiz aufgewachsen sind und weniger soziale Kontakte haben, haben diese Möglichkeit nur beschränkt. Das zeigt sich daran, dass beide anderen Interviewpartner (mit Migrationshintergrund aber schon lange in der Schweiz) nicht sofort wussten, was sie ohne institutionelle oder staatliche Unterstützung gemacht hätten. In Extremis zeigt sich dies in der überspitzten Meinung einer Person, sie hätte sich in dem Falle gleich vor den Zug werfen können. Diese Aussagen mögen extrem sein, zeigen jedoch ansatzweise, wieso soziale Exklusion Teil der Armut ist und welchen Einfluss sie haben kann.

Zusammenfassend kann also bestätigt werden, dass die institutionelle und staatliche Unterstützung in der heutigen Gesellschaft eine grosse Rolle spielt und es diesbezüglich gegenüber früher eine gewisse Verschiebung gegeben hat. Die institutionalisierte Solidarität mag zwar zivilgesellschaftliche, persönliche Formen der Solidarität ein wenig in den Schatten stellen (Caritas 2007, 216ff), davon zu sprechen, dass diese ersetzt würden, wäre aber vermessen. So war auch Mäder im Experteninterview der Meinung, es gäbe weiterhin „einen grossen Anteil von Leuten, die sich hilfreich verhalten, welche viel machen ohne dass es auf die Fahne geschrieben wird“.

Dass die verschiedenen Formen der Solidarität nebeneinander existieren können, zeigt das Prinzip der Subsidiarität. So kann die institutionalisierte Solidarität beispielsweise die persönliche ergänzen, wenn diese nicht ausreicht um ein würdevolles Leben zu bestreiten. Diesbezüglich scheint es mir aber wichtig, ein gesundes Mittelmass zu finden. Denn zu viel Unterstützung kann die Selbstinitiative mindern, zu wenig Unterstützung hingegen verhindert, dass sich die Menschen überhaupt erst selbst und gegenseitig helfen können (Mäder; In: Caritas, 2007, 216ff). Wird der Begriff der Subsidiarität zudem so interpretiert, dass der Staat konsequent nur dann eingreifen soll, wenn die Kräfte der Familien und andere Gemeinschaften nicht mehr ausreichen um sich selbst zu erhalten (Zapfel, Promberger, 2011, 16), kann es, wie in einem Interview geschildert, dazu führen, dass eine Person zuerst alles komplett verlieren muss, bevor sie Unterstützung erhält. Dies erscheint weder dieser Person noch mir ein konstruktiver Ansatz zu sein um aus der Armutsspirale zu entkommen, weshalb die institutionalisierte Solidarität eben vielmehr parallel, also komplementär, wirken soll.

## 5.2 Empfinden der Unterstützung

**Hypothese:** Die befragten Personen fühlen sich durch die Art, wie die institutionalisierte Solidarität funktioniert, in ihrer Würde verletzt.

Was bezüglich Sozialhilfe vorweg gesagt werden muss, ist, dass obwohl im Nachhinein viel Kritik gefallen ist, alle Personen dankbar sind, dass es dieses System der Sozialen Sicherheit gibt. Es stellt für sie eine Basis dar, die wenigstens zum Überleben ausreicht. Dass aber die Art und Weise, wie das System funktioniert, von den Menschen in dieser Studie trotzdem nicht stets als würdevoll empfunden wurde, ist hingegen ziemlich schnell klar geworden.

Einzelne Begriffe in der Diskussion waren fast deckungsgleich mit denjenigen, welche ich aus dem theoretischen Teil ableiten konnte: Bürokratisches Funktionieren, Zwang zur Effizienz, allumfängliche Kontrolle. Dazugekommen sind in den Gesprächen ausserdem noch die nicht immer verständliche Sprache und der wenig respektvolle Umgang von Seiten der Sozialarbeitenden. Auch erwähnt wurde das Risiko vom System „abhängig“ zu werden zu können. Am stärksten zum Vorschein gekommen ist dies in der Aussage, dass das System ein ständiger Überlebenskampf sei und einer Person in seiner Art und Weise eigentlich mehr geschadet als geholfen habe, da es sie in einen Teufelskreis hineingezogen hat, aus dem es fast kein Entrinnen mehr gab.

Ein immer wieder erwähntes Problem bei der Sozialhilfe ist die Sprache, welche oftmals zu abstrakt oder technisch, und dadurch für gewisse Personen schlicht nicht verständlich ist. Bedenklich ist dabei vor allem, dass oftmals weder Mittel noch Zeit zur Verfügung stehen, um dem Gegenüber die Situation wirklich verständlich zu machen. So schildern mehrere Leute, dass sie nicht verstanden haben, worum es geht, sie aber gar nicht wirklich zu Wort gekommen sind um nachzufragen. Dies sind Anzeichen, dass kein wirkliches Interesse an einem reziproken, vollwertigen und respektvollen Austausch zu bestehen scheint und die Person beinahe infantilisiert wird, wie es von zwei Personen genannt wird.

Dass dies nicht nur in der Sozialhilfe, sondern auch in mehreren anderen Institutionen der Fall ist, bestätigt ein Interviewpartner. Mit Ausnahmen von einzelnen Organisationen, wie beispielsweise ATD Quart Monde, sei ihm eigentlich nie das Wort überlassen worden. Diese Aussage ist aber mit Vorsicht zu geniessen, da nur wenige der Personen vertieft über ihre Erfahrungen mit anderen Organisationen berichtet haben. Als einziger aussagekräftiger Gegenpart zur Sozialhilfe steht deshalb die Bewegung ATD Quart Monde, da alle der befragten Personen mit ihr in Kontakt sind.

ATD Quart Monde ist in dieser Hinsicht ein Spezialfall, da sie sich als soziale Bewegung sehen, bei der sich deren Mitglieder Seite an Seite und in nicht-hierarchischer Weise für ein Anliegen engagieren. Da sie zudem weder von Stadt, Kanton oder Staat direkt subventioniert werden, sind sie freier und offener als andere Organisationen in dem, was sie sagen und machen können.

Diese Eingeschränktheit sozialer Institutionen und die Kontrolle seitens der Geldgeber sind denn auch mehrmals in den Diskussionen zu Wort gekommen. So hat eine Mehrzahl der Diskussionsteilnehmer ein eher negatives Bild der Sozialen Arbeit, da sie diese vor allem als ausführende Hand des Staates erlebt haben.

Auffallend ist dabei, dass mehrere Personen einen Grund für die unzureichende Unterstützung des Systems auf der menschlichen Ebene finden: nämlich beim schlechten persönlichen Verhältnis zu eben diesen Sozialarbeitenden. In mehreren Fällen hatte ich gar nicht mehr den Eindruck, es gehe um die Umsetzung einer staatlichen Hilfe, sondern

es handle sich um eine persönliche Auseinandersetzung, bei der den betroffenen Personen auffallend unsachliche Aussagen an den Kopf geworfen werden. So beispielsweise, als einer Person von einer Sozialarbeiterin ohne Begründung vorgeworfen wurde, sie sei depressiv. Da es sich dabei aber gleichzeitig um eine asymmetrische Beziehung handelt und sich die beiden Personen dadurch nicht auf Augenhöhe begegnen, kann es für den Bezüger sehr schwierig werden, seine Rechte geltend zu machen. Paradox scheint mir hier der Gedanke, dass einerseits kritisiert wird, man werde wie eine Nummer behandelt und die Beziehung zu den Sozialarbeitenden verlaufe oftmals nicht wunschgemäss, andererseits möchte man aber auch nicht zu viel von sich und seinem Leben preisgeben.

Schmid und Wallimann (1998, 79) bestätigen, dass asymmetrische Solidarität zu Abhängigkeit und Einschränkung von Selbstbestimmung und Würde führen kann. Gerade die Begriffe der Selbstbestimmung und Autonomie scheinen praktisch inexistent zu sein in der von A bis Z kontrollierten Welt der Sozialhilfe. So haben Leute beschrieben, wie sie eine Liste führen mussten, was sie mit dem erhaltenen Geld gemacht haben und welchen Tätigkeiten sie nachgegangen sind. Noch weiter geht gar das Beispiel, als jemand vom Sozialdienst plötzlich bei einer Person zuhause aufgekreuzt ist und deren Wohnung durchsuchen wollte.

Geht man von der Definition Schabers (2012, 61) aus, dass die Achtung der Autonomie essentiell ist für einen würdevollen Umgang ist, so kann gesagt werden, dass die institutionalisierte Solidarität in gewissen Fällen also tatsächlich nicht in würdiger Weise funktioniert. Eine Verallgemeinerung sollte dabei jedoch verhindert werden, denn es gibt durchaus auch Beispiele, die das Gegenteil beweisen.

### 5.3 Gründe für das Engagement

**Hypothese:** Die befragten Personen engagieren sich für andere, weil sie sich mit ihnen verbunden fühlen.

Die Gründe, weshalb sich die befragten Personen in der Gruppe engagieren, sind sehr unterschiedlich. Da sie aber praktisch alle sogenannte „militants“ sind, haben sie zwei Dinge gemeinsam: Sie haben Momente in ihrem Leben durchlebt, in denen sie grosse finanzielle Schwierigkeiten hatten oder noch immer haben. Und sie engagieren sich heute für andere. Insbesondere interessant war für mich deshalb auch, zu erfahren, ob es eine Verbindung zwischen diesen beiden Punkten gibt und die Armuts-Erfahrungen die Menschen insofern beeinflusst haben, sich in der Form für andere zu engagieren, wie es heute der Fall ist.

Auffallend ist, dass die Mehrzahl der Gruppenmitglieder zu einem Zeitpunkt zur Bewegung gestossen ist, an dem es ihnen vergleichsweise schlecht ging und an dem sie auf Unterstützung angewiesen waren. Diese haben sie dazumal dann auch in der Gruppe gefunden. Mit den Jahren und den Erfahrungen haben sich die Gründe, sich bei ATD Quart Monde zu engagieren, teilweise verändert. So ist es heute einzelnen vor allem wichtig, einen Ort und Menschen zu haben, mit denen man sich austauschen kann; anderen geht es hingegen darum, sich für lokalpolitische oder gar globale Veränderungen einzusetzen.

Interessant finde ich zudem den Fakt, dass bei den Gründen, sich im Allgemeinen solidarisch zu engagieren, die meisten eine klare Erklärung dahinter zu erkennen glauben: Zwei Personen berichten beispielsweise davon, der Hauptgrund, weshalb sie

sich anderen gegenüber solidarisch verhalten, in erster Linie der ist, dass sie so erzogen worden sind. Eine andere Person spricht davon, dass sie einen Dienst an Gott erweise.

Dass sich diese Menschen aber nicht nur in alltäglichen Situationen mit Nachbarn oder Freunden solidarisch verhalten, sondern sich zusätzlich in einer Gruppe engagieren, zeigt, dass es doch um einiges mehr geht. So wird der Kampf gegen Ungerechtigkeiten hervorgehoben oder die Verteidigung der Rechte von armutsbetroffenen Personen.

Doch entsteht Solidarität tatsächlich aus einer gemeinsamen Lebenslage, wie Felber (2008, 7) sagt? Dass praktisch alle Personen selbst schwierige Situationen erlebt haben, sehen die Mitglieder der Gruppe in der Tat mitunter als einen der Gründe an, weshalb sie sich heute für andere engagieren. So werden mehrere Beispiele erwähnt, bei denen Leute etwas von dem zurückgeben möchten, was sie selbst erlebt haben. Eine Person erzählt von jemandem, der in ärmlichen Verhältnissen aufgewachsen ist und Soziale Arbeit studiert hat, um dann Volontär bei ATD Quart Monde zu werden und den Menschen in seinem Quartier diese Chance weiterzugeben. Eine andere Person sieht ihre schwierige Zeit gar als eine Art Schicksalsschlag, welche sie zu der Person gemacht hat, welche sie heute ist. In einem Moment habe sie die Eingebung gehabt, dass der Grund, weshalb sie in diese Situation geraten ist, der sei, dass sie anderen helfen solle.

Mäder hat im Experteninterview darauf hingewiesen, dass festgestellt wurde, dass innerhalb von Notsituationen tatsächlich eine Art Gemeinschaftsgefühl einkehrt, bei dem man zueinander schaut. Dieses Gefühl könne dann aber auch wieder verschwinden, sobald sich die Situation normalisiert. Aus den Diskussionen habe ich jedoch genau das Gegenteil festgestellt: Die Solidarität zwischen Nachbarn in sozial benachteiligten Quartieren beispielsweise ist von keiner Person als speziell bezeichnet worden. Dass sich aber praktisch alle in jenem Moment für ein Engagement entschieden haben, in dem sie an einem solchen Ort oder allgemein in einer schwierigen Situation gelebt haben, dürfte kein Zufall sein. Dieser Umstand bekommt zusätzliches Gewicht, wenn man bedenkt, dass sich diese Solidarität nicht, wie von Mäder beschrieben, nach Verbesserung der Situation eingestellt hat – die Menschen sind ihrem Engagement treu geblieben und setzen sich noch heute für andere ein. Ich würde deshalb sagen, dass die Hypothese in der Mehrzahl der befragten Fälle in dieser Form zutrifft.

## 6 Zusammenfassung der wichtigsten Ergebnisse der Arbeit

In diesem Kapitel werden die Ergebnisse der Untersuchung zusammengefasst und eine abschliessende, professionelle und persönliche Bilanz gezogen.

Die Hauptfrage meiner Studien inklusive der Unterfragen haben wie folgt gelautet:

**Welche Bedeutung hat Solidarität für armutsbetroffene Menschen?**

In der Folge wird zu den drei Unterfragen Stellung genommen:

- 1) Welche Form von solidarischer Unterstützung ist im Leben der befragten Personen am stärksten präsent?

Die aus dem theoretischen Teil der Arbeit hervorgegangenen Annahmen haben sich auch in den Gruppendiskussionen und Einzelinterviews bestätigt: Der Begriff der Solidarität spielt im Leben von armutsbetroffenen Menschen eine grosse Rolle. Und zwar in gleichem Masse als Empfänger, wie auch als Akteur von solidarischen Aktionen. Das zeigt sich in den unterschiedlichsten Variationen:

So beispielsweise in den verschiedenen Formen von sozialer Unterstützung, welche die Menschen in schwierigen Zeiten erfahren haben oder in Form von Hilfeleistungen anderen geben. Sei es als soziale Aktivität, moralischer Beistand, Informationsaustausch, physischer oder finanzieller Unterstützung - in allen aus der Theorie hervorgegangenen Formen der sozialen Unterstützung haben sich die Diskussionsteilnehmer wiedergefunden und konnten ihre Erfahrungen bezüglich solidarischer Aktionen den Kategorien zuordnen.

Diese Unterstützung haben sie von unterschiedlichen Akteuren auf unterschiedlichen Ebenen erfahren. Dass sich dabei Theorie und Praxis recht nahekomen, zeigt der Fakt, dass die aus den Gruppendiskussionen hervorgegangenen Ebenen der Solidarität ziemlich gut mit denjenigen übereinstimmen, welche ich im theoretischen Teil definiert habe. Natürlich mit ein wenig anderen Begriffen: So heisst die natürliche Solidarität bei ihnen beispielsweise „Familie und Nahestehende“ oder die gemeinschaftliche Solidarität „Auf die anderen zugehen, sich versammeln“. Die staatliche Solidarität findet sich schliesslich in der Bezeichnung „Teilen des Reichtums“ wieder. Was dabei auffällt, ist die Weitsicht und globale Verbundenheit, welche in den Diskussionen zum Vorschein gekommen sind. So waren sowohl „Internationale Solidarität“, wie auch „Rettung der Natur“ Überbegriffe für solidarische Aktionen. Dies hat meiner Meinung damit zu tun, dass auch das Engagement von ATD Quart Monde, der Organisation, zu der sie alle Kontakt haben, eine sehr globale Art hat, zu funktionieren. So sind in den Treffen immer wieder Menschen aus anderen Ländern und Kulturen dabei und einige der armuterfahrenen Menschen in Genf haben auch schon in den Räumlichkeiten der UNO gesprochen.

- 2) Wie erleben die befragten Personen die verschiedenen Formen solidarischer Unterstützung hinsichtlich ihrer Würde?

Dass es nicht einfach ist, um soziale Unterstützung zu bitten, kommt in den Gesprächen sehr stark zur Geltung. Insbesondere, wenn es um finanzielle Angelegenheiten geht. Viele Personen schämen sich, ihre Mitmenschen um Unterstützung zu bitten, nicht zuletzt, weil Armut in der Schweiz ein Tabuthema ist. Die Menschen bevorzugen es, das Gesicht, statt dem Lebensstandard zu wahren. Gleichzeitig ist aber auch der Gang zum Sozialamt nicht einfach. Denn obwohl der Bezug von Sozialhilfe ein Recht ist und keine Person direkt gefragt werden muss, ist auch diese Unterstützung unweigerlich mit Angst, Scham und Stigmatisierung verbunden. Die Diskussionsteilnehmer und Interviewpartner sind zwar allesamt froh und dankbar, dass organisationale und staatliche Hilfe existiert, haben jedoch Mühe mit der Art und Weise, wie dabei teilweise mit den armutsbetroffenen Menschen umgegangen wird. Die im theoretischen Teil aufgezeigten Problematiken werden dabei bestätigt und um einzelne erweitert: so empfinden mehrere Personen das System der Sozialhilfe zu komplex und bürokratisch - es sei einzig ein „Papierkrieg“. Ausserdem sei es unpersönlich und man werde mit mangelndem Respekt behandelt. Für Menschen, welche nicht Französisch als Muttersprache oder sonst Mühe mit Lesen und Schreiben haben, seien gewisse Dokumente zudem teilweise unverständlich und würden nicht näher erklärt. Nicht zuletzt aufgrund mangelnder Zeit. Was den Personen aber am meisten Mühe bereitet, ist die omnipräsente Kontrolle und die dadurch mangelnde Autonomie. Die andauernde Rechenschaftsablegung und der Zwang, das zu tun, was von einem verlangt wird, zermürbt die Menschen nach und nach und kann zu einer Abhängigkeit führen, aus der man praktisch nicht mehr herauskommt. Eine Frau ist gar der Meinung, das System hätte sie eher zerstört, als dass es ihr geholfen hätte. In dieser Hinsicht wünschen sich die befragten Personen in erster Linie mehr Menschlichkeit in der Armutsthematik.

- 3) Aus welchen Gründen engagieren sich die befragten Personen selbst solidarisch für andere?

In den Diskussionen hat sich auch gezeigt, dass Solidarität für Teilnehmer der Gruppendiskussion mehr bedeutet als nur solidarische Unterstützung. Der Unterschied zwischen den Begriffen konnte darin ausgemacht werden, dass Solidarität für sie vor allem etwas Kollektives ist und man sich gemeinsam für einen Zweck einsetzt oder eine Sache verteidigt. Dies zeigt sich auch in den Gründen, weshalb die befragten Personen solidarisch agieren und sich für andere engagieren, sind doch unter anderem der Kampf gegen Ungerechtigkeiten und die Verteidigung der Rechte von armutsbetroffenen Menschen als Motivation genannt worden. Dass dies zudem sowohl in guten, wie auch in schlechteren Zeiten der Fall ist, ist bei weitem keine Selbstverständlichkeit. Dass sich nämlich jemand, der schon mit seinem eigenen Leben viel zu kämpfen hat, noch für andere engagiert, verdient grossen Respekt. Interessant ist hierbei, dass mehrere Personen gerade im Fakt, Armut erlebt zu haben oder noch immer zu erleben, den Grund sehen, dass sie sich solidarische engagieren. Das Erlebte scheint verbunden und soweit geprägt zu haben, dass sich die Personen auch in besseren Zeiten weiterhin für benachteiligte Menschen einsetzen.

## 7 Ausblick

Die Zusammenfassung zeigt, dass die aus dem theoretischen Teil der Arbeit hervorgegangenen sozialwissenschaftlichen Herausforderungen und Problematiken von den betroffenen Menschen mehrheitlich tatsächlich so erlebt werden. Nachfolgend eine Auflistung dieser Problematiken:

- Komplexität und Bürokratisierung
- Mangelnde Reziprozität und asymmetrische Beziehungen
- Mangel an Autonomie für die betroffenen Personen
- Schamgefühl und Stigmatisierung

Doch wie kann mit diesen Herausforderungen umgegangen werden? In der Folge sollen mögliche gesellschaftspolitische Perspektiven und Konsequenzen für die Soziale Arbeit im Zusammenhang mit der Armutsthematik dargestellt werden.

Dieses Kapitel bezieht sich, abgesehen von den zitierten Problematiken, nicht weiter auf die Aussagen der Studie, sondern zeigt einzig theoretisch belegte Vorschläge auf, die zum Nachdenken anregen sollen. Diesen empirisch zu belegen, könnte Ziel einer anderen Studie sein.

### 7.1 Gesellschaftspolitische Perspektiven

Nehmen wir stellvertretend dafür das Beispiel der Stigmatisierung: Goffman (In: Schmid, Wallimann, 1998, 73) hält fest, die Realität müsse neu interpretiert werden, damit die gesellschaftliche Normalität in einem erweiterten Sinne wahrgenommen und damit auch aktiv umgestaltet werden könne. Das heisst, gesellschaftliche Klischees und Stereotypen müssten durchbrochen werden, was zu einer Wahrnehmung führen würde, in der heute als abnormal Geltendes nach und nach zur Normalität wird und dadurch Akzeptanz und Toleranz entstehen kann. Doch wie kann eine solche Veränderung auf breiter Ebene geschehen? Dazu braucht es ein tiefgehendes gesellschaftliches Umdenken und politische Veränderungen.

Mäder (2000, 232) ist der Meinung, solche zukunftsweisende, innovative Ideen müssten gleichzeitig offen sein für Mischungen alter Formen und auch neue Wege nicht scheuen. Er geht davon aus, dass gemeinschaftliche Bindungen auch in einer postmodernen Gesellschaft ihre Wichtigkeit haben werden und haben sollen, weist jedoch auch darauf hin, dass es nichts bringe, vergangenen Zeiten oder Systemen nachzutrauern oder Konservatismus zu betreiben. Als Alternative verweist er auf sogenannte „dritte Wege“ (Mäder 2000, 203ff), welche als Mischform zwischen dem (neo-)liberalen, kapitalistischen Pol des Marktes und dem kommunitaristischen, sozialistisch angehauchten des Staates, eine echte Alternative bilden könnten.

Eine Vision in die Richtung eines solchen alternativen, dritten Weges stellt die Idee des bedingungslosen Grundeinkommens (BGE) dar. Ein hochaktuelles Thema, zu welchem in der Schweiz eine Volksinitiative lanciert wurde, welche höchstwahrscheinlich 2015 vors Volk kommen wird. Ich habe mich persönlich vertiefter damit auseinandergesetzt und finde die Vision und die dadurch provozierte Diskussion extrem wichtig für die Zukunft unser (Arbeits-) Gesellschaft. Aus diesen Gründen wird das BGE in der Folge ein wenig genauer betrachtet und den genannten Herausforderungen gegenübergestellt.

Das BGE wurde bereits zu verschiedensten Zeitpunkten und von einer Vielzahl von Autoren als mögliches Zukunftskonzept gesehen, wenn auch in unterschiedlichen Varianten und Bezeichnungen. Mäder nannte es im Jahre 2000 „Garantiertes Mindesteinkommen (GME)“, den gleichen Begriff verwendeten auch Schmid und Wallimann zwei Jahre zuvor (1998, 54ff). Die beiden gehen gar noch einen Schritt weiter und appellieren neben einem würdigeren Ansatz der finanziellen Unterstützung auch an ein (wieder) wachsendes Bewusstsein der Individuen für die Gesellschaft. Diese Idee fassen sie unter dem Begriff der „Bürgergesellschaft“ zusammen.

Doch bezüglich der Armutsthematik könnte bereits die Grundidee des bedingungslosen Grundeinkommens langfristige Veränderungen für einen würdigeren und weniger stigmatisierenden Umgang nach sich ziehen. Degiacomi (In: Caritas, 2005, 57) bringt es mit seiner Frage auf den Punkt: „Wie wäre es, wenn man [den armutsgefährdeten Personengruppen] einfach die Mittel geben würde, eigenverantwortlich zu handeln, wenn sie wieder die Chance bekämen, selbst ihre Bedürfnisse nach sozialer Anerkennung und Integration zu befriedigen?“. Das BGE würde genau da ansetzen und allen in der Schweiz wohnhaften Menschen einen finanziellen Betrag garantieren, der den Existenzbedarf decken würde und über dessen Verwendung der Bürger frei entscheiden könnte. Geht jemand einer bezahlten Tätigkeit nach, so würde dieses Basiseinkommen mit einem zusätzlichen Einkommen ergänzt, bis zum Betrag des Lohnes, den er auch schon im heutigen System erhält. Für den Arbeitnehmer ändert sich also eigentlich nichts. Dadurch, dass aber jeder Bürger in gleichem Masse von einer Basisleistung profitieren würde, könnte der stigmatisierende Bezug von Sozialhilfe inklusive der Problematik asymmetrischer Beziehungen umgangen werden. Das BGE würde somit die freien Entscheidungsmöglichkeiten für alle erweitern, den Anpassungsdruck entschärfen (Mäder, 2000, 251) und den Menschen ihre Autonomie und Selbstbestimmung belassen. Ein weiterer Pluspunkt ist die Vereinheitlichung und damit Vereinfachung der bestehenden Sozialsysteme: Gewisse bestehende staatliche Transferteleistungen wie Arbeitslosenversicherung (ALV), Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV), Invalidenversicherung (IV) oder die Sozialhilfe könnten nämlich zu einem grossen Teil mit dem BGE abgedeckt und dadurch nahezu ersetzt werden (BGE – Eidgenössische Volksinitiative 2014). Die Bürokratisierung und Komplexität würde dadurch also ebenfalls verringert.

Der Ansatz des Grundeinkommens hätte aber noch weitere gesellschaftliche Konsequenzen: Heutige Industriegesellschaften sind extrem auf Arbeit, Kapital und Wachstum ausgerichtet, was auch psychische Auswirkungen für Erwerbsarbeitende hat: Sie sind extremen Produktivitätsdruck und Stress am Arbeitsplatz ausgeliefert, was dazu führt, dass sie vermehrt mit einem Burnout konfrontiert sind. Das zeigen auch die Zahlen von Burnout-Diagnosen, welche in den letzten Jahren ständig gewachsen sind (Schweiz am Sonntag 2014). Hierbei könnte das BGE als „Burn-out-Prophylaxe“ (Sozialmagazin, 2014) wirken, da es mittelfristig positive Wirkungen auf die gesundheitliche Verfassung der Erwerbsarbeitenden, wie auch der ausserhalb des Erwerbssystems Stehenden hätte. Die Entkopplung von Arbeit und Einkommen hätte zudem den Vorteil, dass der gesellschaftliche und marktwirtschaftliche Zwang, sich über Arbeit zu definieren, abnehmen würde und vermehrt nach intrinsisch motivierten Entscheiden gelebt werden könnte. Menschen könnten sich also vermehrt den Dingen widmen, zu welchen sie wirklich motiviert sind, was sich beispielsweise in freiwilligen sozialen Engagements niederschlagen könnte. Dies wiederum könnte positive Auswirkungen auf ein gemeinschaftliches Leben entgegen der Tendenzen des Individualismus und der Entfremdung haben.

In diesem kurzen Überblick wurden alle im vorangehenden Abschnitt erwähnten Herausforderungen und Problematiken des heutigen Systems tangiert und gleichzeitig ein umfassender, möglicher Lösungsansatz in Form eines bedingungslosen



Grundeinkommens aufgezeigt. Dass das BGE sehr wohl auch Risiken und Schwierigkeiten bei der Konzeption und Umsetzung mit sich bringen würde und noch vieles ausgearbeitet werden muss, ist mir bewusst. Hierauf soll aber an dieser Stelle nicht näher eingegangen werden, da das Ziel in erster Linie der Denkanstoss sein soll. Die Vision in ihrer reinen Form erscheint mir nämlich als absolut prüfenswert und die Diskussion darüber wichtig und ideal als Anstoss zum Nachdenken und Hinterfragen des heutigen Gesellschaftssystems. So sagen auch die Initianten der Initiative, das Ziel sei eigentlich nicht, die Abstimmung zu gewinnen, sondern vielmehr, dass sich die Menschen in- und ausserhalb der Schweiz Gedanken darüber machen würden und dass die Vision in einem ersten Schritt über breite Bevölkerungsschichten hinweg diskutiert würde (Sigg, 2013). Das Langzeitziel ist deshalb auch, eine Art Grundeinkommen nicht heute, sondern bis im Jahre 2050 zu etablieren.

## 7.2 Konsequenzen für die Soziale Arbeit

Wie aber soll sich die Soziale Arbeit hinsichtlich der genannten sozialwissenschaftlichen Herausforderungen und gesellschaftspolitischen Perspektiven verhalten? Eher passiv, reaktiv und in sich geschlossen oder doch eher proaktiv und offen für den Dialog mit anderen Professionen und Teilsystemen? Degiacomi (In: Schmid, Tecklenburg, 2005, 54) jedenfalls appelliert an das Engagement von Seiten der Sozialen Arbeit. Es sei zwar „töricht, in der Sozialen Arbeit die ‚soziale‘ Feuerwehr zu sehen, die in der Lage wäre, den sozialen Frieden unter allen Umständen zu retten [...]“, doch hat niemand einen so lebensnahen und authentischen Einblick in die Lebenswelten und sozialen Systeme der Thematik wie sie. Neben dem permanenten Auftrag, die Realität marginalisierter Menschen aus deren Blickwinkel der breiten Bevölkerung bewusst zu machen, soll es deshalb auch Aufgabe der Sozialen Arbeit sein, sich politisch für eine nachhaltige Verbesserung zu engagieren. Die Professionellen sollen „mit anderen Partnern vernetztes Wissen generieren, das aufgearbeitete Wissen in die politische Diskussion einbringen und Lobbying betreiben“ (Degiacomi; In: Schmid, Tecklenburg, 2005, 57). Dazu muss sich die Soziale Arbeit aber teilweise von der Idee befreien, soziale Probleme reaktiv lösen zu wollen, um dafür auch proaktiv an der Veränderung der Gesellschaft mitgestalten zu können. Sie muss sich öffnen und Partnerschaften eingehen können mit andern Professionen. Dies könnte unter Umständen gar dazu führen, dass sich die Soziale Arbeit von dem Gedanken lösen muss, als eigenständige Profession akzeptiert zu werden und sich stattdessen als horizontale Verbindung anderer Professionen positionieren sollte. Denn dies ist es, was die Soziale Arbeit schlussendlich ausmacht: verschiedene Menschen und Interessen zusammenbringen mit dem Ziel einer konstruktiven Verbesserung im Sinne aller Beteiligten.

## 8 Schlussfolgerungen

### 8.1 Grenzen der Forschung

Während der Durchführung und Auswertung der Interviews sind mir einzelne Punkte aufgefallen, welche die Grenzen der Arbeit aufzeigen.

Der wohl wichtigste Fakt ist, dass alle Teilnehmer meiner Studie einen Bezug zu ein und derselben Organisation haben. Dies birgt sowohl Vor- als auch Nachteile in sich: die Resultate sind zwar unter sich eher vergleichbar, es hat jedoch auch zur Folge, diese durch gewisse Ähnlichkeiten in den Lebensgeschichte und Erfahrungen ein subjektives und dadurch teilweise verzerrtes Bild der Realität darstellen können. Denn da einzig Meinungen von Menschen vorgestellt worden sind, welche sich aktiv für andere engagieren, kann das Resultat nicht auf die Allgemeinheit übertragen werden. Hätte ich nämlich beispielsweise die Sozialhilfe oder ein bestimmtes Quartier als gemeinsamen Nenner ausgewählt, so wäre die Bereitschaft, sich für andere zu engagieren, vielleicht nicht bei allen so stark vorhanden gewesen. Zudem wollte ich meine Arbeit nicht zu fest auf ATD Quart Monde einschränken, sondern über armutsbetroffene Menschen im Allgemeinen schreiben und die Bewegung in erster Linie als Zugang und Legitimation für meine Arbeit nutzen. Da ich aber zu dieser Zeit auch ein Praktikum bei dieser Institution absolviert habe, besteht die Gefahr, dass ich dabei nicht ganz objektiv bin.

Ausserdem bietet die Arbeit praktisch keine Vergleichsmöglichkeiten zu Menschen ohne Armutserfahrungen oder in einem anderen System. Es wäre interessant gewesen, die Analyse mit einer grösseren Anzahl und über unterschiedliche soziale Schichten oder Kulturen hinweg zu machen. Da dies aber in einer qualitativen Form zeitlich praktisch nicht machbar gewesen wäre, hätte sie in einer quantitativen Form durchgeführt werden müssen. Dies wiederum wäre mir aber zu unpersönlich gewesen.

Ausserdem bin ich mir bewusst geworden, dass ich im Verlaufe der Arbeit die institutionalisierte Solidarität je länger je mehr auf die Sozialhilfe reduziert habe. Der Kontakt zu Organisationen ist dabei leider weniger behandelt worden, als zu Beginn vorgesehen. Dabei wäre gerade das ein Thema, über das weniger geschrieben wird.

Was auch beachtet werden muss, ist der Fakt, dass die zu Beginn definierten Hypothesen mich nicht nur durch die Arbeit begleitet, sondern unterbewusst wohl auch beeinflusst haben. Auch haben die theoretischen Inputs und die von mir vorgegebenen Methoden und Mittel die Gruppendiskussionen und Interviews unvermeidlich in eine bestimmte Richtung gelenkt. Denn obwohl ich zwar offen für neue Ansichten war, scheint es kein Zufall zu sein, dass meine ursprünglichen Ideen praktisch ausnahmslos bestätigt wurden. Deshalb wäre es interessant gewesen, das Thema in einer Gruppe ganz ohne theoretischen Hintergrund zu behandeln. Was in dieser Arbeit dagegen gesprochen hat, war, dass ich im Sinne eines Austauschs auch Inhalte meiner Arbeit mit den anderen Gruppenmitgliedern teilen wollte.

## 8.2 Weiterführende Fragestellungen

Die im vorherigen Kapitel erwähnten Grenzen, führen fast alle zu Fragen, welche im Rahmen der Solidarität noch untersucht werden könnten. Diese und andere weiterführende Fragestellungen sind nachfolgend aufgelistet:

- Wie erleben Menschen die Unterstützung von sozialen Organisationen hinsichtlich ihrer Würde?
- Wie unterscheidet sich das Verständnis der Solidarität zwischen unterschiedlichen sozialen Schichten?
- Wie unterscheidet es sich zwischen unterschiedlichen Kulturen? Wie insbesondere zu Ländern, in denen das System der Sozialen Sicherheit praktisch gar nicht existiert oder, im Gegenteil, stärker ausgebaut ist, als in der Schweiz?
- Welche positiven und negativen Auswirkungen hätte die Einführung des bedingungslosen Grundeinkommens aus der Sicht von armutserfahrenen Personen? Welche der erwähnten Herausforderungen/Problematiken könnten wirklich behoben werden?
- Wie würde das Thema aussehen, wenn man anstelle von armutserfahrenen Individuen, Staaten als Hauptakteure definieren würde, die von der Entwicklungszusammenarbeit profitieren?

## 8.3 Persönliche Stellungnahme zu den Forschungsfragen und Zielen

Die Hauptfrage und speziell die drei Unterfragen der Arbeit haben sehr interessante, aber auch heikle Themen angestossen. Sie waren jedoch sehr bereichernd und ich denke, dass ich sie auch im Nachhinein wieder ähnlich stellen würde. Einzig mit der ersten Frage hatte ich ein wenig Mühe, da es schwierig war, sie zu erforschen. Um sie wirklich so zu beantworten, wie ich es ursprünglich vorhatte, hätte ich wohl eine andere Methode wählen müssen, beispielsweise eine Netzwerkanalyse. Da mir dies in der Praxis aber als nicht wünschgemäss umsetzbar erschien, bin ich die Frage schliesslich anders angegangen.

Um Stellung zu meinen Zielen dieser Arbeit zu nehmen, sind diese, nachfolgend noch einmal aufgeführt:

- Empirisches Erforschen der Bedeutung der unterschiedlichen Solidaritäten in der heutigen Gesellschaft aus der Sicht von armutserfahrenen Menschen.
- Ansiedeln der Sozialen Arbeit und im speziellen der Bewegung ATD Quart Monde im System der Solidaritäten und aufzeigen von für sie möglichen, sinnvollen Einflussbereichen in Bezug auf die Armutsbekämpfung.
- Durchführen einer Forschung über und mit armutserfahrenen Personen in würdevoller und nicht stigmatisierender Art.

Die Auseinandersetzung mit dem Thema der Solidarität war zeitaufwändig, jedoch auch extrem interessant. Sie hat mich zum für ein Thema sensibilisiert, das mich schon immer berührt hatte, über das ich in der Schweiz jedoch nur wenig wusste. Auf den Fakt, dass es mir dabei gelungen ist, die Gespräche in einem würdevollen Rahmen durchzuführen, der allen Beteiligten einen Nutzen gebracht hat, bin ich besonders stolz. Ausserdem habe ich dadurch methodisch auch einiges an Wissen und Erfahrung für meine professionelle Zukunft dazugewonnen.

Durch die Verbindung der Diskussionsteilnehmer zur Bewegung ATD Quart Monde habe ich zum besseren Verständnis an einzelnen Stellen auf die Sichtweisen der Bewegung verwiesen. Dies und die zitierten Aussagen der betroffenen Personen haben es mir erlaubt, der Bewegung ein Gesicht zu geben und sie zu einem gewissen Grade im mehrstufigen System der Solidaritäten anzusiedeln. In den Schlussfolgerungen bin ich dann zudem auch auf mögliche Ansätze für eine nachhaltigere Armutsbekämpfung eingegangen und habe auf die Rolle verwiesen, welche die Soziale Arbeit dabei einnehmen könnte/sollte.

Dass ich mich in meiner Arbeit auf Menschen in Armutssituationen beschränkt habe, hatte mehrere Vorteile: zum einen konnte ich so Synergien mit meinem Praktikumsort nutzen, was die Arbeit vereinfacht und gleichzeitig bereichert hat und ihr einen praktischen Nutzen gab. Zum andern haben mir aber das theoretische Wissen und vor allem die Gespräche mit den Menschen auch die Möglichkeit gegeben, mich in einer Thematik zu spezialisieren, in welcher ich auch in naher Zukunft arbeiten möchte/werde.

## 8.4 Schlusswort

Während der Arbeit ist mir noch stärker bewusst geworden, wie präsent dieses Thema in den Medien und in alltäglichen Gesprächen ist. Dabei ist mir aber aufgefallen, dass der Begriff der Solidarität beinahe schon inflationär benutzt wird, und er deshalb an Kraft oder Inhalt zu verlieren scheint. Dabei ist seine Bedeutung auch in der heutigen Gesellschaft noch eminent wichtig. Diesbezüglich gehe ich mit Felber (2008, 14) einig, dass in der modernen Gesellschaft neue Lebensrisiken wie Armut zwar immer weniger selbstverschuldet und zu einem anerkannten, sozialen Problem geworden sind, diese jedoch weiterhin nur im Kollektiv zu lösen sind. Auf Armut und Exklusion bezogen heisst das, dass Eingliederung in die Gesellschaft und der Ausbruch aus der Armut nur durch menschliche, solidarische Unterstützung geschehen kann. Joseph Wresinski (1957; In: ATD Quart Monde, 2014), der Gründer der Bewegung ATD Quart Monde hat es folgendermassen gesagt: „La misère est l'oeuvre des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire“ – die Armut ist das Werk der Menschen, nur die Menschen können sie beseitigen. Oder eben, um auf die Anfangsfrage zurückzukommen: „nit nitay garabam“ – der Mensch ist des Menschen Medizin. Er muss es einfach sein.

## 9 Literaturverzeichnis

### Bücher / Studien

Alinsky, Saul. *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*. Seuil, 1978.

Avenir Social. *Berufskodex Soziale Arbeit Schweiz. Ein Argumentarium für die Praxis der Professionellen*. 2010

Biderbost, Salomon. *Hilfe als Problem. Eine empirische Untersuchung zur Situation alleinstehender Männer in der Stadt Zürich, die von der öffentlichen Sozialhilfe betreut werden*. Zürich: Limmat, 1983.

Bullinger, Hermann, Nowak, Jürgen. *Soziale Netzwerkarbeit. Eine Einführung für soziale Berufe*. Freiburg im Breisgau: Lambertus, 2008.

Caritas. *Sozialmanach 2008. Schwerpunkt: Bedrängte Solidarität*. Luzern: Caritas, 2007.

Dallinger, Ursula. *Die Solidarität der modernen Gesellschaft. Der Diskurs um rationale oder normative Ordnung in Sozialtheorie und Soziologie des Wohlfahrtsstaats*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2009

Ducharme, F. et al. *Prendre soin de moi! Programme d'intervention destiné aux aidantes d'un proche hébergé présentant des déficiences cognitives*. Montreal : Institut universitaire de gériatrie, 2003

Felber, Claudia. *Solidarität im Sozialstaat*. GRIN, 2008.

Flick, Uwe. *Qualitative Sozialforschung. Eine Einführung*. Reinbek: Rowohlt, 2007

Freire, Paulo. *Pädagogik der Unterdrückten*. Hamburg: Rowohlt, 1998.

Gerull, Susanne. *Armut und Ausgrenzung im Kontext Sozialer Arbeit*. Weinheim und Basel: Juventa, 2011.

Gillet, Jean-Claude. *L'animation dans tous ses états (ou presque)* Paris : L'Harmattan, 2005.

Hennig, Marina (Hrsg.). *Angewandte soziale Netzwerkanalyse - Ergebnisse studentischer Projekte*. Hamburg: Verlag Dr. Kovac, 2006.

Hobbes, Thomas. *Leviathan. Erster und zweiter Teil*. Stuttgart: Reclam, 1996.

Hollstein, Betina. Straus, Florian. *Qualitative Netzwerkanalyse. Konzepte, Methoden, Anwendungen*. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.

Justitia et pax. *Die Zukunft der Sozialen Sicherheit*. Zürich: Institut für Sozialethik, 1997

Kehrli, Christin. Knöpfel, Carlo. *Handbuch Armut in der Schweiz*. Luzern: Caritas. 2006

Leu, Robert. *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*. Bern: Haupt, 1997.

Luhmann Niklas. In: Lambers Helmut. *Systemtheoretische Grundlagen Sozialer Arbeit*. Verlag Barbara Budrich, 2010.

Mäder, Ueli. *Für eine solidarische Gesellschaft. Was tun gegen Armut, Arbeitslosigkeit, Ausgrenzung?*. Zürich: Rotpunktverlag, 1999

Mäder, Ueli. *Subsidiarität und Solidarität*. Bern: Peter Lang AG, Europäischer Verlag für Wissenschaften, 2000.

Maier, Konrad. *Armut als Thema der Sozialen Arbeit*. Freiburg: FEL, 2009.

Neuhold, Leopold. *Religion und katholische Soziallehre im Wandel vor allem der Werte: Erscheinungsbilder und Chancen*. Münster: LIT, 2000

Saraceno, Chiara. *Families, Ageing and Social Policy. Intergenerational Solidarity in European Welfare States*. Cheltenham: EE, 2008.

Schaber, Peter. *Menschenwürde*. Stuttgart: Reclam, 2012.

Schmid, Susanne. Wallimann, Isidor. *Armut: ‚Der Mensch lebt nicht vom Brot allein‘. Wege zur soziokulturellen Existenzsicherung*. Bern: Haupt, 1998.

Schmid, Walter. Tecklenburg, Ueli (Hrsg.). *Menschenwürdig leben?\_Vivre dignement? Fragen an die Schweizer Sozialhilfe\_L'aide sociale suisse en question*. Luzern: Caritas-Verlag, 2005.

Schuwey, Claudia. Knöpfel, Carlo. *Neues Handbuch der Schweiz*. Luzern: Caritas. 2014

Stegbauer, Christian. Häussling, Roger. *Handbuch Netzwerkforschung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010.

Steinert, Erika. Thiele, Gisela. *Sozialarbeitsforschung für Studium und Praxis. Einführung in die qualitativen und quantitativen Methoden*. Frankfurt am Main: Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2008.

Wendt, Wolf Rainer. *Das ökosoziale Prinzip. Soziale Arbeit, ökologisch verstanden*. Freiburg im Breisgau: Lambertus, 2010.

Wills, T.A. *Social support and interpersonal relationships*. In: Margaret Clark et al. *Prosocial Behaviour*. Sage Publications, 1991.

Wunder, Dieter. *Erziehung zur Solidarität Der Beitrag der Schule*. In: Iben Gerd, Kemper Peter, Maschke Michael (Hrsg.) *Ende der Solidarität. Gemeinsinn und Zivilgesellschaft*. Münster: LIT, 1999.

Zoll, Rainer. *Was ist Solidarität heute?* Frankfurt am Main: Suhrkamp, 2000.

## Online

ATD Quart Monde. *Quelles sont les causes de la pauvreté?* [online]. URL : <http://www.atd-quartmonde.org/Pere-Joseph-Wresinski-1917-1988.html> (14.03.14)

ATD Vierte Welt. *Wer sind wir?* [online]. URL: <http://www.vierte-welt.ch/wer-sind-wir/> (14.03.14)

Avenir Suisse. *Die Genfer Wohnungsnot ist hausgemacht.* [online] URL: <http://www.avenir-suisse.ch/20622/die-genfer-wohnungsnot-ist-hausgemacht/> (16.05.14)

Benz, Daniel. Homann, Birthe. Ruchti, Balz. *Das System Sozialhilfe. Problemfall Sozialhilfe.* [online] URL: [http://www.beobachter.ch/geld-sicherheit/sozialhilfe/artikel/das-system-sozialhilfe\\_problemfall-sozialhilfe/](http://www.beobachter.ch/geld-sicherheit/sozialhilfe/artikel/das-system-sozialhilfe_problemfall-sozialhilfe/) (04.01.14)

BGE - Eidgenössische Volksinitiative. *Was ist ein bedingungsloses Grundeinkommen?* [online]. URL: <http://bedingungslos.ch/zum-thema/> (18.05.14)

Birrer, Raphaela. „Wo die Wohnungsnot am grössten ist“. In: *Tagesanzeiger* [online]. 2012 URL: <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Wo-die-Wohnungsnot-am-groessten-ist/story/19824412> (16.05.14)

Bürki, Rolf. *Klimaänderung und Anpassungsprozesse im Wintertourismus* [PDF] 2000. URL: <http://www.breiling.org/snow/rb/inhalt.pdf> (21.04.14)

Bundesamt für Statistik. *Armut in der Schweiz. Ergebnisse 2007-2011.* [PDF] URL: [http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/news/01/nip\\_detail.html?gnplD=2013-544](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/news/01/nip_detail.html?gnplD=2013-544) (14.08.13)

Bundesamt für Statistik. *Umfang der Sozialhilfe und ihre regionale Verteilung* [PDF]. URL: <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/13/03/03/dos/04.html> (23.02.14)

Bundesverfassung der Schweizer Eidgenossenschaft [online] 2013. URL: <http://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19995395/201402090000/101.pdf> (20.12.13)

Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement de la ville de Genève. *La pauvreté à Genève.* [online] URL : <http://www.ired.org/modules/infodoc/cache/files/pdf/francais/00000006.pdf>. 2000. (14.03.14)

Design Methoden Finder. *Pinnwandmoderation.* [online]. URL: <http://www.designmethodenfinder.de/pinnwandmoderation> (24.3.14)

Dudenredaktion „Arm“. In: Duden [online]. URL: <https://www.duden.de/rechtschreibung/arm> (23.02.14)

Hazgui, Mehdi. Catalogue des techniques d'animation participative [PDF] 2011. URL : [http://www.reseaurural.fr/files/contenus/4870/catalogue\\_\\_outils\\_techniques\\_danimation-\\_hazgui\\_sow\\_mars\\_2011.pdf](http://www.reseaurural.fr/files/contenus/4870/catalogue__outils_techniques_danimation-_hazgui_sow_mars_2011.pdf) (21.04.14)

Heinzlmaier, Bernhard. Interview mit Bättig Andreas. „Die Jugendlichen verblöden“ [online]. In: *20 Minuten*. URL: <http://www.20min.ch/schweiz/news/story/-Die-Jugendlichen-verbloeden--30331189> (22.07.13)

Hospice générale. *Tableau de bord mensuel Hospice générale - mars 2014* [PDF] 2014. URL: [http://www.hospicegeneral.ch/fileadmin/files/pdfs/hg/en\\_chiffres/Mars\\_2014.pdf](http://www.hospicegeneral.ch/fileadmin/files/pdfs/hg/en_chiffres/Mars_2014.pdf) (16.5.14)

Müller, Christoph. Interview mit Pomper Désirée. „Solidarität mit Schwachen geschrumpft“ [online]. In: *20 Minuten*. URL: <http://www.20min.ch/schweiz/news/story/-Solidaritaet--mit-Schwachen-ist-geschrumpft---17666629> (22.07.13)

Schweiz am Sonntag. *Arbeit macht krank: Die Zahl der Burnout-Diagnosen steigt* [online] 2011. URL: <http://www.schweizamsonntag.ch/ressort/aktuell/1843/> (17.05.14)

SKOS. Schweizer Konferenz für Sozialhilfe. *Kurzinfo Armut und Sozialhilfe in der Schweiz* [PDF]. URL: [http://www.im-fall.ch/assets/116/Kurzinfo\\_Armut\\_SH.pdf](http://www.im-fall.ch/assets/116/Kurzinfo_Armut_SH.pdf) (15.02.14)

Sozialmagazin. „Alternative Wege – Das bedingungslose Grundeinkommen und seine Folgen“. In: *Sozialmagazin*. [PDF]. URL: [http://www.fh-dortmund.de/de/fb/8/personen/lehr/ufischer/Sozialmagazin\\_Inhalt2-4\\_13\\_UFischer.pdf](http://www.fh-dortmund.de/de/fb/8/personen/lehr/ufischer/Sozialmagazin_Inhalt2-4_13_UFischer.pdf) (17.05.14)

Ville de Genève. *Lutter contre la précarité à Genève*. [online] URL : <http://www.ville-geneve.ch/themes/social/precarite/> (18.03.14)

youngCaritas. *Armut in der reichen Schweiz* [PDF]. URL: [http://www.youngcaritas.ch/fileadmin/media/youngcaritas/In\\_der\\_Schule/Infomappen/yC\\_Infomappe\\_Armut.pdf](http://www.youngcaritas.ch/fileadmin/media/youngcaritas/In_der_Schule/Infomappen/yC_Infomappe_Armut.pdf). (23.02.14)

Zapfel, Stefan. Promberger, Markus. *Gemeinschaft, Gesellschaft und soziale Sicherung. Überlegungen zur Genese und Wandel des modernen Wohlfahrtsstaats* [PDF]. 2011. URL: <http://www.iab.de/183/section.aspx/Publikation/k111014a01> (07.04.13).

### **Interviews / Gespräche / Konferenzen**

Low, Cathy. Gespräch mit Michael Zeier. ATD Quart Monde, Genève. (12.07.13)

HETS Genève. Gruppendiskussion mit Studenten der Fachhochschule für Soziale Arbeit Genf und armuterfahrenen Menschen von mehreren Organisationen. (22.05.14)

Mäder, Ueli. Experteninterview mit Michael Zeier. (20.05.14)

Sigg, Oswald. *Informations- und Diskussionsveranstaltung zum BGE*. BFH, Bern. (06.11.13)



## 10 Abbildungsverzeichnis

Abbildung 1 (Titelbild):

- Abbildung nach „Solidarität“. In: *Google Bilder* [online]. URL: [http://www.pressrelations.de/presseservice\\_material/pressemitteilungen/pics/379991\\_20098274226851852.jpg](http://www.pressrelations.de/presseservice_material/pressemitteilungen/pics/379991_20098274226851852.jpg) (23.07.13)

Abbildung 2

- République et canton de Genève. *Statistiques Cantonales*. [online]. URL: [https://www.ge.ch/statistique/cartes/popup.asp?image=20/20\\_04/C20\\_04\\_02.png](https://www.ge.ch/statistique/cartes/popup.asp?image=20/20_04/C20_04_02.png) (23.02.14)

Abbildung 3 - 27

- Bilder gefunden über Google Images (Quellen nicht mehr nachweisbar)

Abbildung 28 - 32

- Photos von Michael Zeier

Abbildung 33

- Photo von Michael Zeier